

STÉPHANIE CHEVRETTE  
MÉMOIRE EN SERVICE SOCIALE  
SESO 6004F

DÉFI FAITES LE CALCUL

TRAVAIL PRÉSENTÉ À  
FRANÇOIS BOUDREAU  
OUSMANE BÂ

UNIVERSITÉ LAURENTIENNE  
ÉCOLE DE SERVICE SOCIAL  
LE 2 AVRIL, 2016

## TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	2
Résumé.....	3
INTRODUCTION .....	4
CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE ET PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE.....	5
1.1 La question de la pauvreté.....	5
1.1.1 La pauvreté pré-moderne .....	5
1.1.2 La communauté primitive et la disette.....	8
1.1.3 La société traditionnelle et l'apparition de la pauvreté.....	9
1.1.4 Les théories modernes de l'accès aux richesses.....	11
1.1.5 Le modèle conservateur de Thomas Hobbes.....	12
1.1.6 Le modèle libéral de John Locke.....	14
1.1.7 Le modèle socialiste de Jean Jacques Rousseau.....	18
1.1.8 Première conclusion sur les modèles philosophico-politiques.....	20
1.1.9 La sécurité sociale.....	22
1.1.10 Les origines anglaises des programmes sociaux.....	22
1.1.11 L'histoire de la sécurité sociale au Canada.....	25
1.1.12 L'État providence : le filet de sécurité.....	27
1.1.13 La crise du système de sécurité sociale au Canada.....	31
1.1.14 Le néolibéralisme et son impact sur nos communautés.....	32
1.1.15 Les conséquences sociales du néolibéralisme et du capitalisme.....	33
1.1.16 La révolution du bon sens – l'ère de Mike Harris.....	36
1.2 La pauvreté en Ontario au début du XXIe siècle.....	38
1.2.1 La loi 152 : une stratégie de réduction de la pauvreté en Ontario.....	38
1.2.2 Les lacunes de la stratégie pour la réduction de la pauvreté en Ontario.....	41
1.3 Stratégie <i>Défi faites le calcul</i> 2010.....	43
1.3.1 Changer l'opinion publique.....	44
1.3.2 Individu et communauté : la responsabilité sociale face à la pauvreté.....	45

1.4	La pertinence de la recherche.....	46
1.4.1	Liens à la pratique du service social.....	46
1.5	Les questions de recherches.....	49
CHAPITRE 2 : LA MÉTHODOLOGIE.....		50
2.1	L'étude de cas.....	50
2.1.1	L'identification du cas.....	51
2.1.2	Le contexte.....	52
2.1.3	La collecte de données.....	54
2.1.4	L'analyse des données.....	55
2.1.5	Les forces et faiblesses de la méthode d'étude de cas.....	56
2.1.6	Étude de cas – l'historique du <i>Défi faites le calcul</i> .....	58
2.2	L'organisation communautaire.....	62
2.3	Les valeurs de l'action sociale/communautaire.....	63
2.4	Le processus d'action sociale/communautaire.....	64
CHAPITRE 3 : DESCRIPTION ET INTERPRÉTATION DES DONNÉES.....		65
3.1	Description et interprétation des données.....	65
3.1.1	Les blogues.....	65
3.1.1.1	La santé.....	66
3.1.1.2	Les sentiments des reconnaissances.....	70
3.1.1.3	Les désirs insatiables et le décrochage.....	71
3.1.1.4	La créativité.....	73
3.1.1.5	Les liens aux relations humaines.....	75
3.1.1.6	La transformation.....	78
3.1.1.7	Sommaire des thèmes d'analyse.....	84
3.1.2	Les questions de réflexion.....	85
3.2	Retour sur les questions de recherches.....	89
3.3	Avancements pour la cause.....	92
3.4	Partage de découvertes importantes.....	95
3.4.1	L'élection provinciale 2011.....	94

3.4.2	Le rapport Drummond et le Budget provincial 2012.....	97
3.4.3	Le Budget fédéral 2012.....	99
3.4.4	La question d'insécurité alimentaire et l'ONU.....	100
3.5	Limites de la recherche.....	102
	CHAPITRE 4 : CONCLUSION.....	103
	ANNEXE A.....	107
	STIGMATISATION DES PERSONNES SUR LE BIEN-ÊTRE SOCIAL À	
	L'INTERNET.....	107
	ANNEXE B.....	109
	PANIER DE PROVISION NUTRITIVE.....	109
	ANNEXE C.....	112
	LES LIGNES DIRECTRICES.....	112
	ANNEXE D.....	114
	TABLEAU DE COMPARAISON MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ACTION	
	SOCIALE.....	114
	ANNEXE E.....	117
	LES TABLEAU D'ANALYSE DES BLOGUES.....	117
	ANNEXE F.....	122
	LA SESSION DE RÉFLEXION.....	122
	Bibliographie.....	127

## REMERCIEMENTS

*« Tout groupe humain prend sa richesse dans la communication, l'entraide et la solidarité visant à un but commun : l'épanouissement de chacun dans le respect des différences. »*

*- Françoise Dolto*

J'aimerais prendre le temps de remercier les personnes qui m'ont donné le courage de compléter ce mémoire de maîtrise. François Boudreau, merci pour les longues heures de correction et d'encouragement que vous m'avez accordé pour non seulement compléter mon mémoire de maîtrise mais pour m'avoir aidé à développer ma capacité à être une meilleure travailleuse sociale. Ousmane Bâ, merci pour la lecture finale et ton appréciation de mon mémoire. Stéphane Richard, merci pour tes judicieux conseils et ton support. Sylvie Rivard, merci pour les coups de courage et les pistes pratiques et méthodologiques qui m'ont aidé à centrer mon projet. Jacqueline Melanson et Bienvenu Senga, merci pour les nombreuses heures de corrections que vous m'avez accordé. À ma famille, merci pour votre tolérance, patience et encouragement au cours de ce chapitre de ma vie. Aux participants de ce projet, le comité organisateur et au conseil de planification sociale de Sudbury, merci pour cette expérience inoubliable. Vos expériences permettent l'établissement des pistes de changements pour que la pauvreté et l'insécurité alimentaire soient des éléments de discussion au niveau des politiques sociales dans le but de réduire le problème pour chacun dans nos communautés. À Hayden et Wes, merci pour m'avoir suivi durant ce chapitre de notre vie, j'apprécie le soutien constant et les coups de courage que vous m'avez donnés. Finalement, au lecteur, merci pour avoir pris le temps de faire la lecture de ce mémoire, merci pour votre esprit ouverte et votre capacité à conscientiser d'avantage ceux de vos milieux au sujet des problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

*Nous pouvons faire des changements....*

*Stéphanie*

## RÉSUMÉ

La pauvreté et l'insécurité alimentaires sont des problèmes sociaux qui affectent plusieurs hommes, femmes et enfants au Canada. Afin de mieux comprendre ce problème, le présent mémoire examinera le vécu de la pauvreté anthropologique ainsi que les théories de Thomas Hobbes, John Locke et Jean Jacques Rousseau afin d'avoir une compréhension historique et théorique de la pauvreté.

Ce projet est développé dans le cadre d'un mémoire en service social étant donné que les valeurs en justice et transformation sociale soulignent l'importance d'avoir des structures politiques justes afin que les individus et communautés puissent se développer de manière efficace. À l'heure actuelle, les structures politiques du Canada ne permettent pas une distribution adéquate des richesses, ce qui fait en sorte qu'il y ait une certaine population des citoyens canadiens qui vivent la faim chronique par manque d'argent.

Afin de mieux faire comprendre les problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, une action sociale s'est développée partout en Ontario pour faire connaître le vécu de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté. Aux fins de ce mémoire, les actions sociales du *Défi faites le calcul* de la Ville du grand Sudbury seront analysées. Les participants au *Défi* de la Ville du grand Sudbury sont des personnes non-pauvres d'une variété de sphères de la communauté qui se sont rassemblées pour vivre d'un panier de la banque alimentaire dans le but de lutter pour que les personnes sur l'assistance sociale puissent avoir 100\$ de plus par mois pour mieux se nourrir, se loger et essentiellement pour mieux vivre.

Les conclusions du projet soulignent l'importance de continuer la lutte pour avoir des structures politiques qui encouragent la redistribution des richesses adéquate, qui valorisent la dignité de la personne et qui encouragent la solidarité dans nos communautés.

## INTRODUCTION

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont des problèmes sociaux qui se répandent dans nos communautés. Au Canada, la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont directement liés à la redistribution inappropriée des richesses et aux valeurs humaines fracturées de nos communautés. Le courant de pensée populaire sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire est que les personnes pauvres sont paresseuses et choisissent de vivre dans cette condition. De plus, l'avis général est que la raison pour laquelle ils vivent l'insécurité alimentaire est qu'ils choisissent d'acheter autre chose que la nourriture.

Les questions de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire ont un lien particulier avec le service social, étant donné que le bien-être de l'individu et de la communauté sont au cœur de la pratique. Ce mémoire permet de démystifier ces pensées afin de créer une prise de conscience et une délibération publique et ensuite intervenir au niveau individuel, au niveau de nos communautés et au niveau des politiques qui gouvernent les structures qui font la redistribution des richesses.

L'action sociale du *Défi faites le calcul* soulignera l'expérience de vivre d'un panier de la banque alimentaire par un groupe de personnes non-pauvres de la Ville du Grand Sudbury. Cette expérience encouragera la communauté à remettre en question nos structures politiques qui posent des obstacles aux plus pauvres de nos communautés. De plus, dans le cadre de ce mémoire, nous examinerons également les structures qui permettent aux plus riches de nos communautés à continuer à accumuler de la richesse. Le tout servira à comprendre la situation à l'heure actuelle afin de lutter pour un changement permanent.

## CHAPITRE 1 : Cadre théorique et problématique de recherche

### 1.1 La question de la pauvreté

Cette recherche documente un projet d'action sociale qui a pour but de souligner les carences contemporaines du système canadien de sécurité sociale contre la pauvreté, ainsi que les conséquences que cela entraîne pour les personnes les plus vulnérables de nos communautés. La redistribution des richesses sous la forme de ressources disponibles aux Canadiens n'est plus adéquate pour prémunir nos concitoyens contre la pauvreté : certaines personnes souffrent de la condition dans laquelle elles vivent. Ce projet nous a permis de mieux comprendre le vécu particulier des personnes pauvres et il nous a aidés à mieux comprendre comment lutter contre les injustices sociales qu'ils vivent.

Au cours de cette recherche, plusieurs éléments constitutifs de nos communautés seront examinés tels que la responsabilité de chaque personne envers autrui et l'opinion de nos voisins. Cette analyse de responsabilité sociale et de l'opinion publique aura un impact profond sur le développement de notre argument pour un changement des politiques sociales afin que les ressources disponibles soient distribuées de manière plus adéquate.

Nous allons examiner l'histoire de la pauvreté, le rapport nouveau de la pauvreté à la richesse, ainsi que la transformation des idéologies qui accompagne ce changement, dans le but de mieux comprendre les effets de la pauvreté sur les populations actuelles. Avec cette information, nous pourrions établir un lien entre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les injustices sociales que vivent ceux qui ont moins de ressources. Le résultat sera une piste de recommandations pour lutter pour des changements sociaux afin de mieux redistribuer les ressources.

#### 1.1.1 La pauvreté prémoderne

Posons une question qui nous aidera à réfléchir : à qui appartient la pauvreté? En d'autres mots, nous pourrions demander, où résident les responsabilités de la pauvreté?

Est-ce dans l'individu qui se retrouve en situation de précarité? Est-ce dans la politique des gouvernements? Dans la philosophie qui informe la politique des États? Ou encore dans la communauté elle-même qui formule les orientations normatives de l'État? L'hypothèse primaire que nous posons dans ce mémoire est que la pauvreté appartient à la société entière, ce qui fait que chaque niveau de la réalité humaine, l'individu, l'État et la communauté, doit assumer une certaine responsabilité du problème de la pauvreté. La difficulté sera de comprendre le rôle précis et déterminé de chacune des instances de la réalité humaine dans l'élimination de la pauvreté. C'est pourquoi pour Bourque et collaborateurs ajoutent une dimension mondiale à ce problème complexe, tout en réaffirmant que ce problème réside dans l'organisation des rapports sociaux: « la pauvreté est avant tout un problème de société; elle découle d'une mauvaise répartition des ressources attribuable à la mondialisation des marchés et du désengagement de l'État ». (Bourque et coll., 2007, 159)

La pauvreté existe depuis l'invention de l'institution, il y a cela une dizaine de millier d'années, mais elle a été vécue de différentes façons et selon différentes modalités. Selon la philosophie politique des différents mouvements qui se sont développés au début de la modernité, tels que le conservatisme, le libéralisme et le socialisme, les fondements de la pauvreté sont différents. Thomas Hobbes et John Locke définissent la réussite, donc l'absence de pauvreté, par le travail individuel, supposant ainsi que la pauvreté découle de la paresse. Jean Jacques Rousseau attribue le problème à la propriété et à sa mauvaise distribution. Pour Hobbes et Locke, il n'y a aucun problème de redistribution des richesses, ce qui est contraire à la théorie de Rousseau. Chacune de ces philosophies politiques a un impact sur la manifestation sociale, l'intensité et la résolution de la pauvreté.

Pour l'instant, le Canada se retrouve dans une crise qui profite aux riches et fait souffrir les plus pauvres davantage. Le résultat;

la pauvreté donne prise à des attitudes discriminatoires à cause des préceptes idéologiques qui expliquent la pauvreté dans la société occidentale et à cause des traits qui marquent la pauvreté. On reconnaît une personne pauvre par le moyen par lequel elle accède aux ressources nécessaires à la vie (aide gouvernementale et charité), par son lieu d'habitation (type de quartier, de maison, grandeur et

nombre de pièces, etc.), par ses vêtements, par l'absence de certains équipements domestiques ou autre (automobile, dernier gadget technologique), par l'absence de certaines expériences sociales (voyages, vacances, etc.), par le niveau de langage, d'éducation, etc. (Boudreau, 2012, 15)

Discutons du mot crise; « l'étymologie du mot crise vient du mot grec *Krisis* qui signifie jugement ou décision. » (Gannac, 2013) Au Canada, l'écart est tellement grand entre les plus riches et les plus pauvres, qu'il est possible de parler d'une situation de crise. Cela mène donc à la nécessité de repenser la distribution des richesses collectives en vue de prendre une décision pour comment mieux la distribuer.

Le texte « *Timing is Everything* » souligne que l'écart entre le revenu moyen et les revenus supérieurs est de 1 à 600, ce qui signifie que les plus riches gagnent 600 fois le revenu annuel moyen au Canada. Ceci veut donc dire que par le 1<sup>er</sup> janvier à midi, une personne riche a déjà gagné ce que le travailleur moyen gagne en une année (Mackenzie, 2007). Par conséquent, ce 1% des plus riches canadiens se partagent une très grande part de la richesse nationale totale, mais les données statistiques précises ne sont pas disponibles. Comme le note un rapport de l'institut Boardbent « autrefois Statistique Canada publiait des données concernant le 1 % le plus riche, l'agence a refusé de fournir des données sur la part de richesse du 1 % le plus riche dans son Enquête sur la sécurité financière, citant des raisons de confidentialité.<sup>1</sup> » (Institut Boardbent, 2014, 12) Ce qu'on l'on sait, c'est que le décile de revenu supérieur au Canada se partage maintenant près de la moitié de la richesse du pays (idem, p.9).

Afin de bien comprendre le caractère historique exceptionnel de la situation actuelle de l'écart entre les riches et les pauvres, nous allons maintenant explorer l'évolution de la pauvreté dans le temps. Le sens de ce que signifie la pauvreté a beaucoup changé au cours de l'histoire. La pauvreté n'a pas toujours désigné la même

---

<sup>1</sup> Pour plus de renseignements voir : Morissette, René et Xuelin Zhang. Inégalité de la richesse : second regard. Statistique Canada. L'emploi et le revenu en perspective. Vol. 7, no. 12. Décembre 2006.

réalité, et les divers courants politiques que sont le conservatisme, le libéralisme et le socialisme ne la conçoivent pas tous de la même manière.

### 1.1.2 La communauté primitive et la disette

Anthropologiquement parlant, c'est-à-dire dans la longue durée de l'existence humaine 'depuis l'origine' jusqu'à la formation de l'État il y a une dizaine de milliers d'années, la pauvreté et la richesse n'existaient pas, il n'y avait qu'une succession de disette et d'abondance. La disette suivait l'abondance et la condition de manque ou de surplus s'appliquait moins aux individus qu'au groupe entier. Autrement dit, lorsqu'il y avait abondance, à la saison des migrations d'animaux par exemple, ou à la fin d'un cycle saisonnier où les fruits et tubercules arrivaient à maturité, il y avait abondance pour tous. Inversement, vers la fin d'un autre cycle, à la fin de l'hiver ou au début de la saison des pluies, lorsqu'il y avait disette, tous souffraient du manque. Il n'y avait pas de division interne au sein du groupe qui se serait manifesté par la coexistence de la disette pour les uns et de l'abondance pour les autres. Ici se présente le phénomène de la solidarité comme mode de vie, qui apporte un sens communautaire aux sociétés primitives et archaïques, les deux pré-politiques. Pour ces communautés, la dure réalité du rapport immédiat à la nature faisait en sorte que le sens communautaire était central; le partage de tout ce qu'offrait la nature, ainsi que les dons sous toutes ses formes, devenait un élément central des relations humaines. Cette attitude face à la nature a créé un environnement de redistribution naturelle des ressources. Le sens collectif des sociétés anthropologiques est l'essence même de l'existence humaine, dans le contexte où chacun existe en relation avec tous les autres, car, sans les autres, il n'y a pas d'existence (la vie n'est pas possible). Afin de préserver l'existence d'autrui, chaque personne assurait le bien-être de son prochain acceptant de vivre en commun, où les ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins sont disponibles pour tous.

Ainsi, le problème de la pauvreté dans le contexte anthropologique est vécu comme condition sociale de toute face à la nature et non comme distinction sociale entre les individus au sein d'un même groupe, car le fondement de ces sociétés est le collectif

et non l'individu. Ensemble, chacun se nourrissait, se vêtait, se soignait et se protégeait. « L'individu n'existe que dans l'appartenance à son groupe et à lignée ancestrale. L'individu est expression singulière du groupe, ce dernier est la forme d'identité primaire. » (Boudreau, 2011b, 1) Pour le groupe, chaque membre de la collectivité jouait un rôle important dans le bien-être d'autrui. De cette manière, chacun ressentait un sens d'appartenance, chacun était en « devoir-être » face à tous les autres. La sanction face à un comportement antisocial était grave: l'exclusion du groupe prenait donc la forme d'une peine de mort, car il est impossible de vivre seul dans la nature. Les fortes relations humaines d'entraide et de solidarité qui structuraient ces communautés faisaient en sorte que ceux qui étaient plus faibles n'étaient pas laissés pour compte, mais étaient plutôt soutenus par les plus forts. L'enfant et l'ainé avaient en commun de vivre aux dépens des adultes : l'enfant sera celui qui sera responsable du bien-être du groupe plus tard, l'ainé est celui qui a déjà été responsable du bien-être du groupe. En ayant la vision que chacun est lié à tous par ce rôle spécifique qui est le sein dans le cycle de sa vie.

Michel Freitag a nommé ce type d'arrangement le mode de reproduction culturel-symbolique (Fillion, 2006, 166). C'est par la transmission de la culture d'une génération à l'autre que la société s'organise, ce n'est pas la transmission de ces valeurs que se transmet la légitimité du partage des ressources comme mode de vie, que la solidarité et le bien-être de chacun se concrétisent. De cette manière, la société s'assure qu'il n'existe pas de division en son sein même et que tous vivent la même condition.

### 1.1.3 La société traditionnelle et l'apparition de la pauvreté

Comme nous le voyons, le fondement de la question de l'accès aux ressources ne repose pas sur le travail de chacun, mais plutôt sur l'appartenance au groupe. Le déterminant central de la transformation de la problématique de la disette et de l'abondance par celle de la richesse et de la pauvreté sera l'invention de l'État (Clastres, 1974), qui accompagne la sédentarisation et le développement de l'agriculture. Dès qu'il y a l'apparition de l'État, il y a une transition du mode de reproduction culturel-

symbolique (l'organisation de la société par la culture) au mode de reproduction politico-institutionnel (l'organisation de la société par le politique) (Fillion, 2006, 166). L'apparition de l'État s'accompagne d'une fracture au sein même de la société où des dominants, à partir de la monopolisation de la parole prophétique, prennent sur eux d'organiser la société à partir de leurs propres intérêts. La domination est donc l'imposition du mode d'organisation politique des dominants sur les dominés (Clastres, 1974, 173). C'est ici où s'effectue le changement dans l'accès aux ressources, qui passe d'un rapport de dépendance du groupe envers la nature à un rapport de dépendance de certains individus à l'intérieur du groupe, sans que le rapport à la nature ait été complètement éliminé. Autrement dit, à cause de l'agriculture et du travail de l'Homme, la disette demeure une menace, bien que de moindre importance; cependant, la pauvreté, la différence à l'intérieur du groupe, apparaît et se développe.

La gouvernance des sociétés permet de se munir de structures politiques, juridiques et économiques qui veillent à maintenir l'ordre au sein de ces sociétés. Au lieu de permettre à chaque homme d'avoir accès aux ressources disponibles pour satisfaire à ses besoins, l'État pose la question de la séparation de la société d'avec elle-même ou, autrement dit, l'apparition de distinctions entre dominé et dominant, qui prennent d'abord la forme religieuse et ensuite la forme de la royauté. Le rapport à la nature ne disparaît pas; il y a toujours des moments difficiles pour toute la communauté qui se manifestent encore par la disette. Lorsqu'il y a disette, les dominants sont moins affectés que les dominés. C'est à ce moment qu'on utilise le concept de pauvreté pour mesurer le manque de ceux qui sont moins nantis face à ceux qui le sont plus, ou « beaucoup plus » dans le cas de la société contemporaine, à l'intérieur de la même société. De fait, le discours des personnes dominantes pour justifier la pauvreté des personnes dominées poursuivra l'argument prophétique, rassurera les pauvres de la naturalité du phénomène d'inégalité et leur promettra la récompense divine dans un monde de l'au-delà.

À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, la mondialisation des échanges marchands portera les comparaisons à l'échelle planétaire, on verra alors apparaître les distinctions entre

sociétés riches et sociétés pauvres. Ce n'est qu'avec le développement ultérieur de la société capitaliste que le rapport de la disette dans le rapport à la nature n'existera, pour un temps, virtuellement plus.

#### 1.1.4 Les théories modernes de l'accès aux richesses

La pauvreté existe quand les ressources sont distribuées inégalement au sein d'un même groupe ou au sein de la société elle-même. Anthropologiquement, la rareté était vécue par la société entière. L'arrivée de l'ère politique a donné lieu à de nouvelles situations sociales quant au vécu de la pauvreté, celle de la domination de l'un sur l'autre. La modernité se déploie à partir du XVI<sup>e</sup> siècle et se caractérise principalement par deux grands phénomènes : la lutte contre la tradition, la hiérarchie et la révélation d'une part, le développement de l'individualisme, la rationalisation et le libre arbitre de l'individu d'autre part. La société en transition vers l'individualisme cause des fractures dans le système de valeurs ainsi que dans la réalité sociale; « le prenant au pire, un accroissement de l'injustice, de la misère, de l'exploitation, de la spoliation, des guerres, de la destruction des solidarités. » (Freitag, 2006, 4)

Ainsi, l'organisation de la société n'est plus révélée par la parole divine; elle est conquise par le discours et développée par l'Homme. Elle passe par des théories, des luttes sociales, des points de vue, des débats dans l'espace public et les journaux, etc. La société moderne se développe précisément contre la tradition et la religion. Elle vise la raison et la conscience des hommes, l'entendement, le choix de chacun par l'usage du libre arbitre et tente de procéder par la démocratie, sans exclure la violence, comme le démontre l'histoire généralisée de guerres et des révolutions modernes et bien que, paradoxalement, son idéal soit aujourd'hui la tolérance.

La conséquence qui accompagne la conscience de soi de la société est fondamentale, simple et claire : la pauvreté n'est pas une ordonnance divine, une épreuve devant conduire au ciel, mais le résultat de l'organisation de la société. C'est là que les sciences sociales sont alors inventées, pour « comprendre la société » à la place de la religion, de Dieu et ses prêtres.

Alors, c'est dans ce cadre qu'on présente trois théories importantes de l'organisation de la société. Celle de Thomas Hobbes, qui est dite conservatrice, vise entre autres le maintien d'une forme de tradition. Cette théorie est relativement totalitaire, car elle demeure très paternaliste et elle limite l'action des individus à l'impératif du maintien de l'ordre, tel que cet ordre est conforme au maintien de la monarchie. La théorie de John Locke s'est avérée, historiquement, la théorie dominante de la société moderne, c'est-à-dire celle dont les préceptes correspondent le mieux à la situation de la société dans laquelle nous vivons. Cette théorie, le libéralisme, est précisément caractérisée par la presque absolue liberté du propriétaire (qui deviendra l'entrepreneur), dont la propriété est pratiquement sacralisée. Finalement, la théorie de Jean-Jacques Rousseau semble offrir une alternative aux théories précédentes dans le sens où elle postule que c'est l'égalité et le bien-être du plus grand nombre qui prime sur toutes les autres considérations. Sa conception est également très préoccupée par la plus grande participation de tous au processus décisionnel de l'orientation de la société, nous pourrions dire de son orientation normative.

Discutons davantage ces trois théories pour mieux comprendre l'orientation de notre société à l'heure actuelle. Cela nous permettra de comprendre l'évolution du concept de la pauvreté dans le but d'identifier des éléments qui pourraient inciter des changements au système social canadien afin d'assurer une redistribution adéquate de ressources essentielles.

#### 1.1.5 Le modèle conservateur de Thomas Hobbes

Thomas Hobbes présente sa théorie du pouvoir de la république. Sa théorie est dite fondatrice du courant politique conservateur, car Hobbes vise expressément à maintenir, ou à conserver, la structure politique monarchique dans le cadre d'une modernisation de la fonction de l'État, où il s'agit surtout d'accommoder la puissance grandissante des propriétaires. Hobbes insiste sur l'égalité qui existe en l'état de nature, ce que nous avons qualifié de communauté primitive. Sa conception s'accorde avec la

nôtre indiquant que cette égalité n'implique pas de division interne à la société. Voici comment il l'explique :

la nature a fait les hommes si égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit, que bien, qu'on puisse parfois trouver un homme manifestement plus fort, corporellement, ou d'un esprit plus prompt qu'un autre (quoique certains hommes l'emportent sur d'autre par la force ou par l'intelligence), néanmoins, tout bien considéré, la différence d'un homme à un autre n'est pas si considérable qu'un homme puisse de ce chef réclamer pour lui-même un avantage auquel un autre ne puisse prétendre (de se promettre un avantage qu'un autre ne pourrait espérer) aussi bien que lui. (Hobbes, 1971, 120,)

Quand Hobbes discute de l'égalité entre les hommes, il le fait dans le contexte de la capacité de satisfaire ses propres besoins. Toute personne désire satisfaire ses besoins; cependant, l'égalité n'est pas respectée dans la méthode prise pour répondre aux besoins. Hobbes indique que « si deux hommes désirent la même chose alors qu'il n'est pas possible qu'ils en jouissent tous les deux, ils deviennent des ennemis; et dans la poursuite de leurs fins, chacun s'efforce de détruire l'autre. » (Hobbes, 1971, 122) Donc selon Hobbes dans la poursuite de la réponse à ses besoins, l'homme le plus doué prendra l'avantage sur l'autre. L'auteur exclut la possibilité de l'option du partage.

La loi de la nature d'après Hobbes est « la liberté qu'a chacun d'user comme il le veut de son pouvoir propre, pour préservation de la propre nature autrement dit de sa propre vie, et en conséquence de faire tout ce qu'il peut pour assurer sa survie. » (Hobbes, 1971, 128) Hobbes indique que, sans lois, il n'y a aucune injustice, mais pour assurer que chacun puisse avoir une meilleure chance à l'égalité, il doit exister un corps gouvernemental qu'il nomme le souverain et qui s'incarne dans l'institution. Sans ce pouvoir politique qui vient atténuer l'individualisme possessif des uns au regard des autres, la situation dégénère nécessairement dans la guerre de tous contre tous. Le souverain se situe au-dessus des lois et il a le regard symbolique comparable à celui d'un Dieu. Hobbes indique :

d'après les droits des souverains d'institutions, un acteur est responsable des hommes qui font partie de la communauté duquel ils vivent. Cet acteur a la responsabilité de se charger des décisions qui affectent les hommes quant aux lois de nature. Plus particulièrement, l'acteur est responsable de la propriété qui est toute matière matérielle qu'une personne a droit d'acquérir. Sa responsabilité

est d'assurer que chacun puisse satisfaire à ses besoins essentiels en vue de garder la paix. (Hobbes, 1971, 185)

Ce passage démontre clairement deux choses : d'abord, que la conception de Hobbes est individualiste, chaque homme est responsable de sa condition; mais encore dans le contexte où l'on veut sortir de l'état de nature pour atteindre l'état de civilisation, l'État demeure responsable de s'assurer que tous aient accès aux ressources nécessaires à la satisfaction de ses besoins.

La nécessité de l'intervention de l'État est justifiée chez Hobbes par le fait que la propriété découle de conventions humaines. Autrement dit, Hobbes postule que la propriété est une institution, qu'elle n'existe pas en l'état de nature. Hobbes indique :

avant qu'on se fût rangé sous le joug de la société civile, personne ne jouissait d'aucune propriété de droit, & toutes choses appartenaient à tous. D'où est-ce donc que vous avez recouvré cette propriété, si ce n'est de l'État? Et d'où l'a eue l'État, si ce n'est que chaque particulier lui a cédé son droit? Vous lui avez donc transféré le vôtre: de sorte que votre domaine & votre propriété est telle, et ne dure qu'autant qu'il plaît à la république. (Hobbes, 1971, 186)

Voilà donc comment se caractérise le modèle conservateur de l'État dans son rapport à la propriété et à la distribution des richesses. La propriété privée est légitime, mais sévèrement règlementée par le souverain qui est responsable devant tous en vue d'assurer la paix sociale. Nous verrons, avec Rousseau, comment ce modèle peut être modernisé et s'opposer à la liberté absolue du modèle libéral.

#### 1.1.6 Le modèle libéral de John Locke

Quelques années après les publications de Thomas Hobbes, un autre théoricien partage son aperçu qui se retrouve à l'opposé du conservatisme. Selon Boudreau, « l'État, la dimension politique de la société, est l'instance à qui incombe le pouvoir décisionnel ultime sur l'orientation de l'ensemble de la société. » (Boudreau, 2011a, 2) John Locke s'oppose à ceci et croit que le rôle de l'État est plutôt secondaire. Il croit que « c'est l'initiative privée qu'il faut pour développer la société. » (Boudreau, 2011a, 2) Locke définit le pouvoir politique comme étant :

le droit de faire des lois, sanctionnées ou par la peine de mort ou, à fortiori, par des peines moins graves, afin de régler et de protéger la propriété; d'employer la force publique afin de faire exécuter et de défendre l'État contre les attaques venues de l'étranger: tout cela en vue seulement, du bien public. (Locke, 1986, 3)

Nous verrons que le rôle de l'État pour Locke est particulièrement lié à la protection de la propriété privée tandis que pour Hobbes, le rôle de l'État est de promouvoir la paix et l'ordre, notamment en intervenant sur la question de la propriété. Ainsi, conformément à ce que disait Hobbes, Locke affirme que chacun a le droit de satisfaire ses besoins essentiels : les deux auteurs sont d'accord sur ce point, cela se fait par le travail de l'individu sur la nature. Les pommes du pommier appartiennent à tous, sauf quand elles sont cueillies, elles deviennent la propriété du cueilleur. Ainsi, Locke insiste avec force, c'est le travail effectué sur la nature qui fixe la propriété de la chose. « Le travail, qui est mien, mettant ces choses hors de l'état du commun, les a fixées et me les a appropriées. » (Locke, 1986, 28) Contrairement à la position de Hobbes, nous l'avons vu, pour qui l'État est l'institution qui permet la propriété, Locke met la propriété à l'abri des prétentions de l'État. Autrement dit, en situant la propriété dans le travail de l'individu, Locke met celle-ci à l'abri de l'invention de l'État, c'est ainsi la philosophie du libéralisme soustrait la richesse individuelle des prétentions de la collectivité.

Dans la société telle que la théorise Locke, chacun a la même liberté, chacun peut jouir des mêmes choses qui existent dans la nature et chacun s'approprie la propriété par le fruit de son travail dans la nature. Locke indique,

encore que la terre et toutes les créatures inférieures soient communes et appartiennent en général à tous les hommes, chacun pourtant a un droit particulier sur sa propre personne, sur laquelle nul autre ne peut avoir aucune prétention. Le travail de son corps et l'ouvrage de ses propres mains, nous pouvons le dire, sont son bien propre. Tout ce qui a tiré de l'état de nature, par sa peine et son industrie, appartient à lui seul, car cette peine et cette industrie étant la sienne propre et seule, personne ne saurait avoir droit sur ce qui a été acquis par cette peine cette industrie, surtout, s'il reste aux autres de semblables et d'aussi bonnes choses communes. (Locke, 1986, 27)

La seule limite de l'appropriation dans la nature, selon Locke, c'est de ne jamais prendre plus de la nature que ce que nous pouvons utiliser immédiatement. Il indique que « si un homme se gâtait, il violait, sans doute les lois communes de la nature, et méritait d'être puni, parce qu'il usurpait la portion de son prochain, à laquelle il n'avait nul droit, et qu'il ne pouvait posséder plus de biens, qu'il lui en fallait pour la commodité de la vie. » (Locke, 1986, 38) Bref, Locke indique que chacun a la liberté de se procurer le nécessaire pour satisfaire ses besoins essentiels par le travail, et c'est ce travail qui lui donne le droit à la propriété. Si un homme prend au-delà de ce qu'il peut utiliser pour ses besoins, s'il gaspille, il doit être puni.

Locke résout la question de l'accumulation en soulevant la question de l'argent. Il explique que, par son ingéniosité, l'Homme a réussi à s'émanciper de l'état de nature. C'est « l'invention de l'argent monnayé [qui] leur [aux Hommes] a fourni l'occasion de pousser plus loin, d'étendre davantage leurs héritages et leurs biens particuliers ». (Locke, 1986, 48) D'après Locke,

l'or et l'argent, lesquels peuvent demeurer éternellement entre les mains d'un homme, sans que ce qu'il en a au-delà de ce qui lui est nécessaire soit en danger de se pourrir et de déchoir le consentement mutuel et unanime rend justes les démarches d'une personne qui, avec des espèces d'argent, agrandit, étend, augmente ses possessions, autant qu'il lui plait. (Locke, 1986, 50)

Étant donné que l'argent a maintenant un rôle fondamental dans l'acquisition et l'accumulation des biens, la façon dont les hommes acquièrent des biens change de manière considérable. « Il est clair, par une conséquence de l'argent nécessite que le même consentement a permis les possessions inégales et disproportionnées. » (Locke, 1986, 50) Locke nie que l'argent soit la cause des problèmes; au contraire selon lui « l'argent a même deux autres avantages : il incite à plus de travail, puisque son accumulation, au-delà des besoins immédiats, ne prive personne de la jouissance des choses de la nature; et il élimine donc de ce fait les occasions de disputes sur la quantité des biens utilisés. » (Boudreau, 2011a, 7)

Ainsi, Locke s'oppose à la conception des contraintes de l'état de la nature que présente Hobbes et indique que chacun ne devrait pas devoir se soumettre à un pouvoir

législatif, mais plutôt que la liberté se retrouve dans le choix de chacun d'avoir la propriété privée et la capacité de se la procurer. Le rôle de l'État apparaît comme l'instrument qu'utilisent les propriétaires pour sauvegarder leur droit à la propriété à partir du moment où les pauvres veulent s'accaparer de la richesse des propriétaires. (Boudreau, 2011a, 11).

La théorie que Locke développe est dite libérale, parce qu'elle postule la liberté totale de l'individu. Locke indique :

Je pense donc qu'il est facile à présent de concevoir comment le travail a pu donner, dans le commencement de monde, un droit de propriété sur les choses communes de la nature ; et comment l'usage que les nécessité de la vie obligeaient d'en faire, réglait et limitait ce droit-là : en sorte qu'alors il ne pouvait y avoir aucun sujet de dispute par rapport aux possessions. (Locke, 1986, 51)

Locke postule que c'est par son seul travail que l'individu parvient à atteindre un niveau satisfaisant de satisfaction de ses besoins et, ainsi, son bonheur. L'État joue ensuite le rôle de protecteur de la propriété. Ce système est différent de celui de Thomas Hobbes. Pour Hobbes, la vie dans l'état de la nature mène à la guerre de tous contre tous parce que chacun est dans une lutte constante pour s'approprier le nécessaire pour satisfaire leurs besoins essentiels. C'est pourquoi le rôle de l'État n'est pas d'abord de protéger la propriété privée, mais de garder la paix entre chacun et d'administrer les ressources afin que chacun puisse satisfaire ses besoins essentiels. Dans le cas du libéralisme, les pauvres sont les seuls responsables de leurs conditions; ils sont pauvres parce qu'ils ne travaillent pas assez et les riches depuis qu'ils ont travaillé ne sont pas responsables des pauvres. Incidemment, selon Locke, puisque l'État se voit légué de ses pouvoirs par ses concomitants et puisque l'individu ne peut léguer plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même, personne ne peut léguer à l'État la responsabilité de voir aux pauvres, et donc l'État, dans cette conception, n'est pas responsable de la pauvreté et l'accumulation infinie des richesses par des individus particulier ne pose aucun problème moral particulier.

### 1.1.7 Le modèle socialiste de Jean Jacques Rousseau

Le troisième modèle que nous allons examiner est celui de Jean Jacques Rousseau. Il développe une approche différente de Locke et exprime en fait une position très proche de celle du Hobbes, mais, dirions-nous, dans une formulation beaucoup plus rationnelle. Il s'inscrit davantage dans une approche communautaire, en mettant beaucoup d'accent sur le thème de la solidarité. Rousseau est préoccupé par la question de la redistribution des ressources pour que chaque membre de la communauté puisse en jouir. À l'opposé de Hobbes qui propose un pouvoir monarchique centralisé, étendu, agissant au nom de tous, mais au-dessus des lois et contrairement à Locke qui propose un pouvoir plus limité, mais au nom de quelques-uns seulement, Rousseau s'engage dans l'idée de la gouvernance collective. En cela, il est parfaitement démocrate. Il indique que le passage de l'état de la nature à l'état civil doit procéder par conscience collective et qu'ainsi le souverain (celui qui dirige) disparaît pour laisser la place à la souveraineté, c'est-à-dire au collectif qui prend des décisions dans l'intérêt commun, à partir de la volonté du plus grand nombre, la volonté collective. Il indique;

or comme les hommes ne peuvent engendrer de nouvelles forces, mais seulement unir et diriger celles qui existent, ils n'ont plus d'autre moyen pour se conserver, que de former par agrégation une somme de forces qui puisse l'emporter sur la résistance, de les mettre en jeu par un seul mobile et de les faire agir de concert. (Rousseau, 1964, 360)

Rousseau souligne l'importance du rôle de la collectivité; le lien entre les citoyens et la cité depuis que les deux sont interdépendants. Il indique comment se conceptualise la formation de la société démocratique moderne: « chacun se donnant tout entier, la condition est égale pour tous, et la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt de la rendre onéreuse aux autres. » (Rousseau, 1964, 361) Bref, afin d'assurer le bon fonctionnement de la communauté, tous les citoyens doivent s'engager aux activités collectives.

Rousseau s'oppose à la gouvernance de type royaliste proposée par Hobbes. Il dit « avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, ils seront bons d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant nécessairement

antérieur à l'autre est le vrai fondement de la société. » (Rousseau, 1964, 359) Alors, la communauté doit se définir par ses besoins et sa volonté collective. Elle peut alors se donner un système de gouvernance qui favorise la solidarité et l'égalité et qui valorise le bien-être de chacun. Lorsque tous posent cet engagement envers eux-mêmes, il y a un contrat social, c'est-à-dire que tous s'engagent au bien-être de tous.

Rousseau critique aussi les fondements du libéralisme. Locke postule que chacun doit s'organiser seul pour développer ses propres conditions de bonheur, tandis que l'État n'a pour rôle que de protéger le peuple contre les guerres étrangères et contre les bandits internes et de protéger la propriété des propriétaires contre la convoitise des non-propriétaires. L'élément central à souligner à propos du libéralisme est le concept de la liberté de l'individu et de son droit à la propriété privée. Rousseau s'oppose en stipulant que dans l'État civil, « ce que l'homme perd par le contrat social, c'est sa liberté naturelle et un droit illimité à tout ce qui le tente et qu'il peut atteindre; ce qu'il gagne c'est la liberté civile et la propriété de tout ce qu'il possède. » (Rousseau, 1964, 364) Au contraire de la liberté trouvée dans l'état de la nature où chacun a l'occasion de s'approprier le nécessaire par le travail, l'état civil réduit ce droit de liberté illimité dans le but de préserver l'égalité et d'assurer un équilibre dans la cité. La liberté retrouvée dans l'état civil est réduite individuellement, mais augmentée collectivement. Si la liberté commune augmente, cela donne lieu à une gouvernance qui a l'intérêt de satisfaire les besoins de la collectivité et non seulement ceux des propriétaires. L'état civil donne pour Rousseau un environnement plus démocratique que celui du conservatisme et plus égalitaire que celui du libéralisme; il termine son «livre premier» avec la remarque suivante :

c'est qu'au lieu de détruire l'égalité naturelle, le pacte fondamental substitue au contraire une égalité morale et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité physique entre les hommes, et que pouvant être inégaux en force ou en génie, ils deviennent tous égaux par convention et de droit. (Rousseau, 1964, 367)

Par le précédent discours, Rousseau soulève la problématique de l'inégalité. Il soulève « deux sortes d'inégalités : les inégalités naturelles et les inégalités politiques. »

(Boudreau, 2011b, 7) L'inégalité politique se rattache aux classes sociales. Les inégalités naturelles se rapportent aux différences génétiques incluant les différences corporelles et d'intelligences. Le modèle de gouvernance que Rousseau propose prend en considération que chacun n'est pas créé de la même façon; certains peuvent moins contribuer que d'autres, mais ont, comme les autres, le droit de participer aux décisions collectives<sup>2</sup>. Alors, quand chacun s'engage à prendre des décisions, le droit de satisfaire convenablement les besoins collectifs est la première considération de la collectivité. Cette forme d'égalité politique prend en considération les inégalités naturelles de chacun dans le but de ne pas limiter le statut de certains parce qu'ils ou elles n'ont pas les capacités physiques et intellectuelles pour satisfaire leurs besoins. L'égalité politique fait la promotion de la solidarité communautaire dans le but de favoriser le partage entre ceux qui peuvent contribuer plus et ceux qui ne peuvent contribuer autant, car l'intérêt de la souveraineté est celui de chacun. Rousseau indique que « les engagements qui nous lient au corps social ne sont obligatoires que parce qu'ils sont mutuels, et leur nature est telle qu'en les remplissant on ne peut travailler pour autrui sans travailler aussi pour soi. » (Rousseau, 1964, 373) Il souligne ici le phénomène de vouloir le bien-être pour soi et pour son prochain. Par l'égalité politique, chacun a évidemment son bien-être à cœur, mais aussi le bien-être du prochain. Ceci fait en sorte qu'il y a un meilleur équilibre sociétal et renforce les relations que chacun maintient avec autrui. Sans compter qu'ainsi, chacun trouve la dignité dans son rapport à autrui.

#### 1.1.8 Première conclusion sur les modèles philosophico-politiques

Effectuons maintenant un retour à l'hypothèse proposée au début du chapitre et faisons le lien entre les différents modèles que sont le conservatisme, le libéralisme et le socialisme. L'hypothèse propose que chaque niveau de la société doit prendre une certaine responsabilité pour le problème de la pauvreté. Les rôles de l'individu, de la

---

<sup>2</sup> Nous pourrions dire que ce modèle ne prend pas encore en charge le risque social de la vie collective, thème qui se développera un siècle après Rousseau, mais déjà ce modèle considère que le fait de ne pas jouir de toutes les capacités nécessaires à la réussite dans un modèle de marché n'est pas une condition suffisante à justifier la misère.

communauté et de l'État sont très différents dans chaque modèle. Le modèle conservateur identifie que chaque entité est en compétition avec l'autre pour satisfaire ses besoins et l'État se doit d'assurer la paix et l'ordre, sauf que ceux qui assurent l'ordre sont au-dessus de la loi. Autrement dit, ceux qui assurent l'ordre auront un avantage à répondre à leurs besoins ce qui demeure en continuité avec l'arbitraire des monarchies traditionnelles.

Le modèle libéral déclare que chacun a l'occasion de satisfaire ses propres besoins par le fruit de son travail. Les citoyens n'ont pas une responsabilité envers les autres membres de la communauté et le rôle de l'État est plutôt de protéger la propriété des individus. Même si chacun a l'occasion de satisfaire ses besoins, il y a quand même des personnes qui n'auront pas les capacités physiques ou intellectuelles pour satisfaire à leurs besoins et le rôle de l'État est primordial pour assurer que ceux-ci n'interfèrent pas avec la propriété des autres.

Le troisième modèle, celui de Jean Jacques Rousseau, établit des rôles très différents des deux autres modèles. Les rôles que prennent l'individu, la communauté et l'État reflètent les valeurs des communautés primitives. En particulier, les travaux de Sahlins (1976), Lévi-Strauss (1958), Mauss (1950) ou Godelier (2007) ont bien montré que la solidarité, la coopération, l'entraide et le partage dans des conditions pacifiques sont les principes caractéristiques des communautés humaines pré-politiques. La solidarité et le bien-être du plus grand nombre sont au sein de l'organisation de la communauté socialiste. Le citoyen et la cité deviennent interdépendants et changent avec les besoins communs. Cette approche collective regroupe tous les citoyens afin que chacun puisse soutenir l'autre. L'État est développé et gouverné par l'intérêt de tous les citoyens.

Plusieurs éléments de chaque modèle ont une influence sur la pauvreté. L'individu qui veut répondre à ses besoins, l'État qui doit assurer l'ordre et la communauté qui doit fonctionner effectivement sont tous des éléments qui jouent un rôle dans la responsabilité du problème de la pauvreté. Afin de mieux comprendre

l'impact des modèles ci-dessus et le lien à la pauvreté, explorons en profondeur leur application dans l'histoire britannique et canadienne.

#### 1.1.9 La sécurité sociale

La section précédente nous a permis de cerner les trois principaux courants philosophico-politiques en Occident. Aucun de ces grands systèmes n'a jamais existé dans sa pureté. L'histoire se déploie toujours dans le cadre des luttes sociales, où les groupes sociaux tentent par les moyens qu'ils inventent de parvenir à leurs fins. Ainsi, le courant conservateur a toujours été présent et fort en Europe, où il jouait en quelque sorte un rôle de frein au développement sans entraves du libéralisme, tandis qu'en Amérique le courant libéral rencontrait moins de résistances. En tout et partout, cependant, c'est le courant libéral qui a dominé le développement moderne de l'Occident. Il s'est déployé tant en Europe qu'en Amérique, mais là, il s'est particulièrement imposé, dans le cadre du développement d'un continent « vierge » où l'aristocratie, support au courant conservateur, n'a jamais eu de bases sociales pour freiner son libre déploiement. Le courant socialiste a également été plus important en Europe, où il a servi de contrepoids au développement libre de l'entrepreneur, qu'en Amérique, où la liberté de l'entrepreneur, l'absence de tradition collectiviste (qui n'étaient présente que chez les autochtones du pays) et le rôle de l'État libéral ont puissamment contrecarré son développement.

Ainsi, ce que nous nommons l'évolution de la sécurité sociale, constituée des divers programmes sociaux qui protègent en principe les plus démunis des maux de la société libérale, a procédé au rythme des luttes sociales. C'est ce que nous verrons dans les pages qui suivent.

#### 1.1.10 Les origines anglaises des programmes sociaux

L'histoire de l'Angleterre joue un rôle important à la fois dans l'histoire du développement du libéralisme, comme nous venons de le voir avec Locke, et également dans l'évolution du système de sécurité sociale d'où le Canada a copié les principales

idées et institutions. Le Canada est un héritier privilégié de la tradition anglaise dont Hobbes se faisait le défenseur; il a longtemps pris ses modèles politiques et sociaux de la mère patrie et le Canada demeure, comme l'Angleterre, une monarchie constitutionnelle. Ceci étant dit, commençons avec un aperçu de la problématique de la pauvreté en Angleterre aux XIVe et XVe siècles. Dès le début de la période d'industrialisation en Angleterre, les coutumes changent rapidement. Les enclos<sup>3</sup>, les mauvaises récoltes et l'explosion démographique font en sorte que des milliers de paysans et leurs familles se retrouvent dans les paroisses et les centres urbains dans le but de se trouver du travail salarié ou de l'aide pour se soutenir eux-mêmes et leurs familles. Le phénomène de la pauvreté, dont nous avons expliqué la caractéristique centrale ci-dessus, prend alors toute son ampleur. L'ère élisabéthaine connaît alors une hausse si extraordinaire de la pauvreté, que le Parlement anglais ne peut l'ignorer. « Le Parlement anglais met en place plusieurs lois qui ont culminé à la loi sur la pauvreté (Poor Law) de 1601. » (Alchin, 2011) Voici un bref survol des différentes lois adoptées par le Parlement anglais dans la seconde moitié du XVe siècle et abouti sur la loi sur la pauvreté de 1601. (Polanyi, 1983, 115) De l'ensemble de ces mesures, Polanyi dit qu'elles ne constituent rien de moins que la mise en forme d'un droit de vivre.

- La loi de 1552 demande à chacune des 15 000 paroisses anglaises de nommer deux personnes qui, chaque dimanche à la sortie de la messe, amasseront des fonds destinés à la cause des pauvres de la paroisse.
- La loi de 1563 détermine des catégories pour les pauvres : les méritants et les non méritants, ainsi que la détermination de l'aide à donner à chacun. Les pauvres non méritants étaient traités de criminels et recevaient des punitions très sévères.

---

<sup>3</sup> Les enclosures sont ce mouvement des propriétaires terriens anglais à partir du XVe siècle, qui consiste à fermer les champs, à exproprier les paysans qui travaillent à leurs bénéfices les terres communales et à élever des moutons. Ce mouvement a marqué la nouvelle alliance entre les marchands de la ville et les propriétaires terriens à l'origine de l'accumulation primitive du capitalisme anglais. Les paysans expropriés des terres sont devenus l'embryon de la classe ouvrière urbaine.

- La loi de 1572 est le premier impôt obligatoire imposé au niveau local, identifiant que la pauvreté est un problème local. L'argent récolté était utilisé pour aider les pauvres méritants, tandis que la sanction à l'impôt non payé prenait la forme d'une peine d'emprisonnement.
- La loi de 1576 prévoit la création des *Workhouses* et *Poorhouses* pour les pauvres méritants et *Houses of Corrections* pour les itinérants et les mendiants. Des sanctions étaient aussi prévues contre les mères et les pères des enfants bâtards.
- La loi de 1597 prévoit la création de superviseurs de la pauvreté, qui avaient comme rôle le calcul des taux d'impôt à percevoir pour les paroisses, la collecte des impôts auprès des propriétaires, la distribution de l'argent pour l'habillement, la nourriture aux pauvres et la supervision des maisons des pauvres des paroisses.
- La loi de 1601 prévoyait le prélèvement des taux obligatoires d'impôt pour chaque paroisse, afin de fournir du matériel de travail, des postes d'apprentis pour les enfants orphelins ou sans le soutien parental, l'aide aux pauvres méritants et spécifiait que parents et enfants sont co-responsables tant que les parents âgés vivent avec leurs enfants. (Alchin, 2011)

On voit comment ces mesures prises pour aborder le problème de la pauvreté en Angleterre sont de l'ordre de ce qu'envisageait le système conservateur de Thomas Hobbes. Ici, le Parlement anglais (souverain) se charge du problème de la pauvreté afin de préserver une forme de dignité humaine et de garder la paix. Le Parlement anglais augmente les impôts sur la société anglaise (taux obligatoires pour les paroisses et les propriétaires). Le Parlement décide du montant d'imposition et du montant que reçoit chacune des catégories de pauvres.

Ce modèle d'intervention par l'État sert de précédent important dans l'histoire de la sécurité sociale, et il aura une grande influence tant en Europe qu'en Amérique. Bien que prenant place avant la Révolution anglaise de 1649-1689 qui vit alors la réorganisation de l'importance politique relative de la royauté et de la bourgeoisie le

principe de soutien aux indigents, aux infirmes, aux malades, aux veuves, aux orphelins et aux pauvres en général oppose déjà deux visions du rôle de l'État dans la société.

Les luttes sociales opposant l'aristocratie à la bourgeoisie se résoudre finalement à partir de 1832, où les libéraux sont élus majoritairement au Parlement et profitent alors de leur majorité pour abolir les lois des pauvres. Dit autrement, le parti libéral abolit en 1834 le droit de vivre de manière à forcer toute personne sans travail le premier boulot disponible. De là, la réintroduction de nouvelles mesures pour le soutien aux pauvres passe par de nouvelles luttes sociales.

#### 1.1.11 L'histoire de la sécurité sociale au Canada

Comme nous avons déjà mentionné, le Canada anglais est un important héritier de la tradition anglaise<sup>4</sup>. Non seulement le Canada est une colonie anglaise, mais aussi une partie importante de sa population est d'origine anglaise et l'ensemble de son système politique a été décidé à Londres. Aussi, le Canada est un pays dont l'évolution semble à mi-chemin entre l'héritage anglais et l'influence américaine. Dans ce cadre, la tradition ontarienne qui caractérise les liens entre l'État et les pauvres découle directement de la tradition anglaise. Ainsi :

au XIXe siècle, même jusqu'au XXe siècle, seuls la famille et le marché étaient considérés comme les sources normales de soutien pour obtenir de l'aide. Lorsqu'un individu perdait sa source de rémunération, il devait se débrouiller pour trouver une autre source de revenus dans le marché ou emprunter ou chercher du crédit ou il pouvait se tourner vers sa famille pour obtenir de l'aide. Si, pour quelque raison, ces avenues ne donnaient aucun résultat, alors seulement, sur présentation de preuves, une agence sociale pouvait intervenir et offrir une aide temporaire d'urgence jusqu'à ce que l'individu trouve une source de revenu ou jusqu'à ce que l'agence décide que son support devait être retiré. (Boudreau, 2011c, 1)

Durant cette époque, chacun travaillait pour obtenir un revenu afin de se soutenir et soutenir sa famille. Ainsi, ceux-ci étaient libres de faire ce qu'ils voulaient avec leur

---

<sup>4</sup> Le Canada français est l'héritier de la tradition française où c'est l'Église catholique qui a pris en charge l'organisation du support aux pauvres. Voir Guest. 1993.

salaires, jusqu'au moment où il y a eu des fermetures d'usines et des pertes d'emplois. Chacun dépendait fortement de ses épargnes et sa famille afin d'obtenir de l'aide dans le but de se trouver un autre travail. S'il y avait une agence communautaire qui offrait de l'aide, c'était au détriment de la vie privée de l'individu, car celui-ci devait prouver qu'il avait besoin de soutien. Conséquemment, ceci a causé la stigmatisation et l'humiliation de l'individu, car il était vu comme étant « paresseux ». « L'argument principal anti-libéral est que la société ne doit pas faire payer le coût de ses progrès à des individus particuliers et à leur famille. » (Boudreau, 2011c, 2) Le modèle de gouvernance de cette époque était donc libéral. Locke dit que chaque individu est libre de s'approprier de ce qui est nécessaire pour satisfaire ses besoins par le fruit de son travail. Ainsi, comme le présente l'argument ci-dessus, l'État n'est responsable que de la protection de la propriété de l'individu. L'action de l'État est d'abord négative, l'État sanctionne ceux qui prennent de l'autre sans la permission. Le libéralisme n'indique pas que l'État a une obligation de soutenir financièrement ceux qui se retrouvent en situation de précarité, mais plutôt que chacun est responsable de soi et chacun doit se trouver des méthodes pour résoudre ses problèmes afin de satisfaire ses besoins essentiels.

Le libéralisme comme vision philosophico-politique à partir de laquelle on organise les rapports sociaux est vainqueur, s'est déployé 'librement' de 1834 à 1929, date du *Krash* boursier et de la très grande misère qui s'en est suivie. Comme quoi la main invisible du marché laissé à lui-même comme le supposait Adam Smith ne fonctionne pas. L'intérêt privé poursuivi par l'entrepreneur ne peut mener au bien collectif. Au début de cette crise, il y avait très peu de programmes sociaux pour aider les personnes et les familles à faire face à la crise. Puisque le gouvernement n'était pas équipé pour résoudre le problème, il devait explorer de nouvelles initiatives pour trouver une solution. Dennis Guest (1984) indique dans son texte « Social Policy in Canada » que les politiques gouvernementales qui accompagnent la crise sont établies-pour déterminer les limites de la liberté, de l'égalité et de la sécurité. Le but étant d'établir des régulations pour les programmes de santé, d'éducation de pension et de chômage. (Guest, 1984, 130)

La crise impose un changement au rôle de l'État qui doit tenir compte à la fois de l'écroulement du système économique libre et du bien-être de la communauté, mais c'est la Deuxième Guerre mondiale qui est le véritable catalyseur du développement de la sécurité sociale partout en Occident. Au Canada, « les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral comprirent que l'introduction de programmes sociaux n'était pas un luxe, mais plutôt une contribution valable à l'effort de guerre qui permettait de réduire les obstacles au fonctionnement de l'économie de guerre. » (Boudreau, 2011c, 9). Guest indique que :

les facteurs économiques et politiques associés à la société ouvrent la voie à une période de débat politique intense sur les réformes à envisager. Ensemble avec l'élaboration de programmes nationaux visant la résolution des problèmes sociaux, il y a d'importantes innovations sur le plan des politiques sociales, telles que l'assurance sociale. » (Guest, 1984, 130)

Pour une seconde fois, le Canada reproduit le modèle de l'Angleterre par l'adoption d'un plan complet de la mise sur pied d'un État providence cohérent sous le nom de Rapport Marsh et s'inspire très largement du rapport Beveridge, déposé au Parlement anglais en 1942. Ce plan proposait une panoplie de mesures, allant de l'assurance chômage à l'assurance maladie, la construction de logements sociaux à l'électrification massive, jusqu'à un système cohérent de soutien aux pauvres. Le gouvernement a pris des mesures afin de créer un filet de sécurité sociale afin d'aider les citoyens à se prendre en main. Afin de mieux comprendre le filet de sécurité canadien, passons au développement du système de sécurité sociale au Canada.

#### 1.1.12 L'État providence : le filet de sécurité

L'État providence se caractérise par la mise en place d'un filet de sécurité; il englobe les systèmes et les programmes qui assurent la satisfaction des besoins essentiels de chaque individu. Pour permettre cette forme de redistribution des richesses, l'État providence implique alors un ensemble de régulations politiques et fiscales, comme la réglementation des marchés et des impôts élevés pour les plus riches, qui subordonnent les intérêts privés des individus et des corporations aux impératifs du bien-

être général. C'est en réglementant la liberté de l'entreprise et en imposant à la valeur requise par les programmes sociaux que l'État assure la redistribution des richesses envers les plus démunis. Contrairement à la situation actuelle dite néolibérale, caractérisée par une grande polarisation des richesses, la régulation keynésienne de l'État providence est mise en œuvre afin d'aider l'économie en général et les individus en particulier à retrouver un équilibre, tant en période de croissance économique qu'en situation de diminution de prospérité. Cela crée un environnement favorisant la promotion de la protection sociale.

Le discours politique de l'État-providence trouve une part de son efficacité dans le fait qu'il propose un cadre social à la solidarité : l'espace national. Il pose ainsi une correspondance entre la solidarité, les valeurs et la société. La citoyenneté nationale est à la fois le garant et le principe de la légitimation. Il n'est pas rare, par exemple, de trouver dans le discours providentialiste ces énoncés selon lesquels une société doit faire en sorte que tous ses membres puissent vivre décemment. (Beauchemin, Bourque et Duchastel : 1995, 17)

Les fondements de la protection sociale sont illustrés d'une façon où les « mécanismes fournissent une sécurité économique et sociale aux personnes contre les aléas de la vie tels la maladie, le chômage, etc. » (Ruta, 2009, 1) L'importance d'avoir un tel système qui œuvre dans un pays développé comme le Canada est qu'il contribue à assurer à chaque citoyen une qualité de vie adéquate afin qu'ils puissent participer activement aux activités économiques et sociales, cela, en continuité avec la pratique humaine anthropologique. D'après Ruta, il y a trois modalités de la protection sociale : la réparation économique, la répartition sociale et la réparation domestique. (Ruta, 2009, 1) La première modalité de la réparation économique est le marché du travail dont le rôle primordial est de créer un environnement d'échange afin que chacun puisse contribuer et profiter des produits et des services offerts au Canada. La seconde modalité souligne la nécessité d'avoir un système d'aide sociale. Quand les individus se retrouvent en situation de précarité (financière, sociale, etc.), il y a des institutions qui assument le mandat de voir à la redistribution de la richesse afin qu'eux aussi puissent satisfaire à leurs besoins essentiels. Cette redistribution de la richesse prend la forme d'une variété de formes de programmes sociaux: pension de vieillesse, assistance

sociale, prestations pour personnes handicapées, etc. Enfin, la troisième modalité de la protection se retrouve dans le fonctionnement d'une communauté. À ce moment, certaines personnes peuvent activement participer au marché du travail tandis que d'autres, pour des raisons particulières, ne peuvent se le permettre. Cela témoigne de l'importance de la cohésion communautaire et le rôle que chacun joue pour assurer le bien-être du prochain. Afin que chacune des modalités puisse satisfaire son rôle, des institutions privées et publiques qui soutiennent nos communautés doivent intervenir de façon subtile au maintien de l'équilibre social. « C'est la totalité des interventions coordonnées pour le soutien aux moins nantis sous la forme des programmes sociaux qui se présente sous la forme de l'État providence.

« L'État providence désigne la forme prise par l'intervention de l'État dans la vie économique et sociale. Elle intervient pour rétablir les grands équilibres économiques et sociaux menacés par la crise. » (Beck, 2011) Cette intervention assure la protection sociale de la communauté qui peut se retrouver en état de crise en raison des problèmes sociaux et économiques.

Dans le discours providentialiste, non seulement la société est-elle responsable d'un ensemble de risques inhérents au fonctionnement du marché, comme le chômage ou l'incapacité pour l'individu de pouvoir aux besoins de sa famille par exemple, mais elle doit aussi pallier les inconvénients que vivent les individus du fait de leur origine sociale. (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 17-18)

La redistribution des richesses est importante pour créer un équilibre dans l'économie, car elle donne l'occasion à chacun d'y participer dans diverses sphères communautaires. La raison d'être de l'État providence n'est pas de faire disparaître les inégalités sociales et économiques, mais plutôt de « fournir à tous les citoyens et en particulier aux plus défavorisés, des liens aux services collectifs dans le souci d'assurer plus d'égalité et de justice sociale afin de rétablir l'équilibre social. » (Beck, 2011) D'après C. L. Marsh, l'État providence est « l'une des choses pour lesquelles se battent les peuples de l'univers, qu'elle constituait l'une des manifestations concrètes d'un meilleur monde et enfin qu'elle améliore la vie des masses » (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 11). Guest (1984) ajoute que les partis politiques de ce temps étaient en

compétition pour les votes des citoyens en attirant leur attention par l'expansion généreuse des programmes de sécurité sociale. L'État-providence souligne des valeurs importantes qui soutiennent la nécessité de vivre de façon commune. Les valeurs de l'État providence ressemblent à celles du discours déjà cité de Rousseau. Le modèle socialiste de Rousseau indique qu'afin de maintenir la cohésion sociale, chaque citoyen doit participer dans les décisions politiques pour faire la promotion du bien-être collectif. Le « vivre ensemble » favorisé par ce système indique qu'il y a la promotion des relations humaines et qu'ensemble, le vécu de la prospérité et le vécu de la pauvreté sont des moments partagés.

Chaque modèle a sa place dans un moment dans le temps, mais les temps changent et les modèles de gouvernance changent également afin de tenter de répondre aux besoins de la société. Le modèle conservateur de Hobbes répond aux besoins des citoyens du temps élisabéthain, car la monarchie avait le pouvoir d'instruire des impôts et des programmes pour aider les pauvres quand le problème de la pauvreté perturbait la société. L'ère de l'avant-guerre fait la promotion de la prospérité. Les citoyens devaient se prendre en main et répondre à leurs besoins par le fruit de leur travail. L'État garantissait la protection de la propriété privée et s'assurait que chacun prend soin de soi et sa famille. Cela fonctionnait bien jusqu'à l'heure de la crise économique où plusieurs citoyens ne pouvaient plus se prendre en main. Avec la fermeture de plusieurs compagnies industrielles, les citoyens devaient dépendre d'autres personnes pour répondre à leurs besoins essentiels. Les valeurs du modèle socialiste de Rousseau ressortent à ce temps dans l'histoire, car l'État doit se charger de la redistribution des ressources afin que chacun puisse activement participer à l'économie et compenser les pertes liées à la crise économique. Le but était de retrouver la prospérité afin que chacun puisse se prendre en main, participer collectivement à l'économie et satisfaire ses propres besoins ainsi que ceux de la collectivité. Cependant, ce temps se transforme encore une fois et le modèle de gouvernance change de direction. Explorons les changements de la sécurité sociale et l'impact de ces changements sur la condition sociale de l'heure actuelle.

### 1.1.13 La crise et les changements du système de sécurité sociale au Canada

Bien que l'État providence ait créé une transformation sociale et une atmosphère de prospérité au Canada, il s'est retrouvé en état de crise dès le milieu des années 1970. Cette crise se posa d'abord en termes financiers : la situation des déficits cumulés des États, années après année, devenait insupportable. La redistribution massive des richesses à laquelle procédait l'État providence depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne va pas sans coûts. « La crise s'est d'abord manifestée par une croissance démesurée des déficits des États occidentaux, à partir du milieu des années soixante-dix, ainsi que par une augmentation tout aussi impressionnante des prélèvements obligatoires sous forme d'impôts et de taxes à la consommation. » (Boudreau, 2011d, 2) C'est ainsi que « la crise de l'État providence peut se saisir le plus facilement dans l'alternative qui pose un choix entre une augmentation des dépenses sociales pour maintenir les services sociaux dans leur état actuel et une diminution des services dans le but de maintenir le niveau d'imposition actuel. » (Boudreau, 2011d, 2) Avec les grandes dépenses que génère l'État providence, le pays se retrouve à la veille d'une crise économique.

Au niveau financier, la crise s'est manifestée par un taux de croissance plus rapide des dépenses de l'État que ne l'était le taux de croissance de la production nationale. Le financement des programmes sociaux imposait un accroissement des prélèvements fiscaux et un endettement accru de l'État. Cela signifie simplement que l'État dépensait plus que la somme totale de ses revenus. (Boudreau, 2011d, 2)

En plus d'avoir des problèmes financiers à résoudre, il y a également une crise de valeurs : « La crise de l'État providence est la crise des valeurs de la solidarité mise en place après la Deuxième Guerre mondiale. » (Boudreau, 2011d, 4) La solidarité n'est plus la colle qui tient la société ensemble, il nous reste seulement que des « individus » et un discours sur la réduction du déficit national.

Pendant que l'État providence subit plusieurs critiques, il y a une nouvelle vague idéologique qui fait son apparition, celle du néolibéralisme. Ceci est une reprise du crédo libéral du XIXe siècle, qui avait mené à la grave crise qui s'était étalée de 1914 à 1945. Le néolibéralisme souligne la centralité de l'individu et de sa propriété, ce qui implique

un rôle minimal de l'intervention de l'État dans la société, particulièrement au regard de la redistribution des richesses, nous l'avons vu.

La transformation du contexte économique des années 80 s'est donc avérée d'une importance capitale pour le mouvement politique néolibéral de la fin des années 90. Ce premier moment de transformation politique fut comme une première étape de la globalisation des marchés mondiaux, c'est-à-dire de ce mouvement de domination du capital financier. (Boudreau, 2011d, 9)

Malgré l'engagement de chaque personne pour le bien-être collectif durant l'époque de l'État providence, il a aussi subi une chute dans le temps et est remplacé par un nouveau courant nommé le néolibéralisme. Ce courant est une extension du libéralisme de John Locke qui a une fixation sur l'acquisition d'autant de propriétés et de ressources possibles. Celle-ci n'arrête pas avec le nécessaire pour combler ses besoins primaires comme le décrit le modèle de Locke, elle sert à combler tous les désirs pour ceux qui peuvent se le permettre. Cette nouvelle façon de penser est introduite afin de permettre l'émancipation de l'économie de ses contraintes sociales : il s'agit de renverser le rapport entre l'économie et le politique, de manière à ce que le politique serve l'économie, l'inverse de ce qu'accomplissait l'État providence. Tout comme l'avaient entrepris les gouvernements conservateurs anglais et américains de la ministre Thatcher et du président Reagan, le gouvernement du Canada du Premier ministre Brian Mulroney s'engagea alors dans le mouvement de démantèlement de l'État-providence. (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 19) Il encourage « la multiplication de pratiques de déréglementation et de privatisation et, plus fondamentalement, à la soumission de la politique étatique au primat du marché mondial (libre-échange avec les États-Unis puis avec le Mexique). » (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 19) Cela est donc le nouveau modèle de gouvernance auquel le Canada s'engage afin de se débarrasser de la dette nationale.

#### 1.1.14 Le néolibéralisme et son impact sur nos communautés

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, chaque modèle trouve sa place dans le temps à partir d'un rapport des forces sociales en présence. Dans la même optique que

le libéralisme de John Locke, le néolibéralisme vise un fonctionnement social où l'État occupe un rôle auxiliaire à l'économie : il souligne l'importance de la privatisation des services, l'augmentation des marchés mondiaux ainsi que la réduction des services offerts par l'État afin de réduire la charge fiscale. Le résultat de cela sera discuté en profondeur dans les pages qui suivent. Le changement de courant apportera des changements dans les valeurs de nos communautés et comment chacun se perçoit en relation avec autrui.

#### 1.1.15 Les conséquences sociales du néolibéralisme et du capitalisme

Comme nous venons de le souligner, c'est en prenant prétexte d'un contexte financier difficile, que la classe dominante en ait profité pour réintroduire les préceptes du libéralisme économique, c'est-à-dire le capitalisme dérégulé ou sans encadrement politique et une fiscalité moindre pour tous. Cela provoque une suffocation de la capacité d'intervention de l'État. Ce que le capitalisme dit offrir, au nom d'une liberté difficile à saisir, c'est la création d'un équilibre social non pas entre les individus, mais entre des responsabilités financières réduites et des programmes sociaux également réduits. Comme le disait le président Reagan à l'époque, « le gouvernement est le problème », il faut donc le soustraire du maximum de responsabilités sociales et économiques. L'égalité allait dorénavant être remplacée par la consommation. Ainsi, le capitalisme occasionne et exacerbe une division de la société en classes sociales.

En pratique, le capitalisme de l'après-guerre soit entre 1945 et 1975 a bien fonctionné avec les populations occidentales. Ce nouveau système favorise maintes occasions permettant aux individus d'exercer leur plein potentiel. Un exemple concret est la poussée des jeunes vers l'éducation postsecondaire et la très grande mobilité sociale observée dans cette période d'après-guerre. L'accessibilité présente pour « chacun », mais depuis une génération, l'augmentation drastique des frais de scolarité déduit l'accès ou mène à l'endettement des étudiants. Bien qu'il y ait de vastes programmes de prêts et de bourses pour soutenir l'éducation des moins nantis, les réalités de cette situation sont que les jeunes des riches peuvent fréquenter sans soucis

financiers les universités et les enfants de familles modestes ou pauvres dépendent des revenus annuels des programmes de prêts et bourses. « Cette tendance à la hausse des coûts de l'éducation supérieure sera d'enclencher un vaste mouvement d'aiguillage des étudiants moins nantis (c'est-à-dire la majorité) vers le secteur technique au niveau collégial. » (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 21)

Le capitalisme permet aussi des promesses de réduction d'impôts qui engendrent des coupures massives dans les services sociaux (santé, correction, éducation, aide sociale, etc.). Les riches profiteront de cette réduction d'impôts, car ils auront moins à payer au gouvernement et auront quand même le financement nécessaire pour payer les services dont ils auront besoin. Cependant, les personnes à revenus moyens et les pauvres se retrouveront en situation de précarité, car ils ne profiteront pas autant d'une réduction d'impôts et ils n'auront pas le financement nécessaire pour payer les services dont ils ont besoin.

D'après ces deux exemples, il peut être noté que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres augmente rapidement et crée une division au sein de la société. Cela indique qu'il y a un éloignement de la solidarité et l'ère de l'individualisme s'installe subrepticement. Ainsi, dans une société où l'individu prend uniquement la responsabilité de sa propre vie et ne se préoccupe pas des autres, il se présente plus qu'une simple division sociétale, il y a, par la suite, un changement fondamental dans les valeurs humaines.

La progression du capitalisme apporte plusieurs changements par rapport à la façon de vivre des individus.

Les nouvelles propositions représentent une attaque contre les acquis du providentialisme et il est sans doute vrai de dire schématiquement que, dans ses effets concrets, elles consistent à reporter sur l'individu des responsabilités qu'avait assumées jusque-là l'État-providence. (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 21)

La population, individu par individu, est maintenant financièrement et socialement responsable de soi-même. Les malchances que vivent les personnes ne sont

plus des problèmes communs, liés aux risques de la vie sociale, réglés par l'État, mais plutôt des problèmes individuels gérés par l'individu.

Le néolibéralisme est une application particulièrement agressive du capitalisme qui est plus favorable aux entreprises aux dépens des travailleurs. D'ailleurs, les programmes de bien-être social sont systématiquement attaqués et des mesures sont mises en place pour créer un marché de travail plus discipliné. (Vaillancourt, 2010, 17)

Les réductions des programmes sociaux ont été introduites pour régler le problème du déficit afin de libérer l'économie de ses charges fiscales pour la société. Cependant, la réalité de la réduction des programmes sociaux fait en sorte que les personnes les plus vulnérables le deviennent davantage et ne peuvent participer aussi activement aux activités privées et publiques. Ainsi, il devient de plus en plus difficile d'accéder à la consommation pour ceux qui se retrouvent en situation financière précaire. Il semble à ce point que les politiques mises en place pour stabiliser l'économie étaient faites de bonne foi, et promettaient plus de liberté individuelle sous la forme d'une fiscalité réduite, mais en regardant de plus près, il semble qu'il y a une attaque contre les plus démunis. (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995, 22)

En songeant aux valeurs humaines des générations précédentes, il semble qu'il y a un éloignement de la communauté et une grande promotion de la vie individuelle. Pour certains, cela n'était pas un problème, car ils possédaient les connaissances requises pour se procurer le nécessaire et le surplus pour satisfaire leurs besoins. Mais pour ceux qui se retrouvent en situation vulnérable, la marge d'action à partir des allocations financières de plus démunies est rapetissée au point que le Canada se retrouve avec des populations qui sont incapables de se nourrir adéquatement, de se trouver un logement adéquat ou de se procurer des vêtements convenables. Sans être capable de satisfaire leurs besoins essentiels, il est évident que les pauvres ne peuvent déboursier des fonds pour participer aux activités privées et publiques et se retrouvent ainsi à vivre dans une sous-société de pauvres. Contrairement aux générations précédentes, la main tendue pour aider n'est plus présente et se fait remplacer par des sentiments d'exclusion, d'infériorité et de blâme. Ainsi, étant donné que les personnes pauvres ne peuvent activement participer

aux relations humaines, il est beaucoup plus facile pour la société en général d'ignorer et d'oublier les difficultés de ceux qui vivent en situation de pauvreté.

Pour ajouter à la problématique, se présente en 1995, la *Révolution du bon sens* du Parti conservateur de l'Ontario, sous la direction du Premier ministre Mike Harris qui vise à réduire davantage les services sociaux afin de responsabiliser ceux qui dépendent du système et de les obliger à participer au marché du travail afin qu'ils puissent y contribuer. La prochaine section est une brève description de la *Révolution du bon sens* et l'impact sur nos communautés les plus vulnérables.

#### 1.1.16 La *Révolution du bon sens* – l'ère de Mike Harris

L'idéologie néolibérale émerge au début des années 1980. En Ontario, c'est l'arrivée au pouvoir de Mike Harris du parti Conservateur qui représente ce courant de pensée et ceux-ci prennent le pouvoir en 1995. Il est dit que Mike Harris est « le symbole de la restructuration de la société néolibérale par son programme politique de la *Révolution du bon sens*» (Keil, 2002, 2). Le gouvernement de Mike Harris a fait plusieurs changements dans la façon de vivre des Ontariens. Un des changements les plus significatifs a été une importante réduction des impôts. « Mike Harris suggère régulièrement que l'Ontario est la province la plus fortement taxée dans l'Amérique du Nord et le parti conservateur se joint au discours de désapprobation de la dette et du déficit provincial. » (Walkom, 1997, 403) Mais qui dit réduction des impôts, dit également réduction des services. C'est à l'assistance sociale que s'en est pris ce gouvernement et nous avons assisté à une réduction significative des programmes d'assistance sociale. Vaillancourt indique que Mike Harris souligne son plan d'intervention envers les usagers du système d'assistance sociale :

Nous voulons ouvrir de nouvelles occasions et restaurer l'espoir pour les personnes afin de rompre le cycle de dépendance. Ceci sera la réforme de l'assistance sociale. Le meilleur programme d'assistance sociale créé est d'avoir un emploi réel, et ce plan en généra des centaines. Entre temps, nous devons contrôler les coûts et aider les individus à retourner sur le marché du travail. (Vaillancourt : 2010, 18)

Bien que le gouvernement Harris ait indiqué vouloir restaurer l'espoir et aider les personnes à retourner au travail, il demande l'impossible à une population déjà vulnérable. Il a imposé une réduction de 21 % des prestations de l'assistance sociale pour forcer tous ceux qui le pouvaient de se trouver un emploi, précarisant davantage tous ceux qui étaient dans l'impossibilité de le faire. Le gouvernement Harris a présenté toutes sortes de stratégies pour montrer comment il était possible de vivre avec moins pour justifier les réductions de bénéfiques. Par exemple, le ministre des Services communautaires et sociaux, un avocat, a dit « qu'une personne peut se nourrir avec 90 \$ par mois. » (Noël, 1997, 18-19) Un reporter a alors noté que la valeur nutritive mesurée d'un régime de 90 \$ par mois était moindre que celle prévue pour les prisonniers de guerre sous la convention de Genève. » (Noël, 1997, 18-19) Une autre fois, il a suggéré aux bénéficiaires de s'informer auprès des gérants d'épiceries pour acheter des boîtes de conserves abimées à moindre coût. (Noël, 1997, 18-19)

Les conséquences matérielles directes de la réduction des prestations des programmes ont été graves. La stratégie développée par le gouvernement Harris à vouloir forcer le retour au travail des bénéficiaires de l'assistance sociale s'apparente à une forme répressive d'incitation qui n'a fait qu'engendrer misère et stress. Rendre quelqu'un misérable en lui enlevant ce qui est nécessaire pour répondre à ses besoins essentiels n'est pas la solution qui va le motiver à vouloir retourner sur le marché du travail. Pour qu'une personne puisse atteindre un niveau supérieur de bien-être, elle doit au moins avoir le nécessaire pour répondre à ses besoins essentiels. Un logement adéquat et sécuritaire, une nourriture de santé, un moyen de transport et un service de garderie sont nécessaires avant même qu'une personne puisse se trouver un emploi. Le gouvernement Harris prétendait qu'une personne n'avait pas besoin de ces nécessités et n'a qu'à faire la transition dans le marché du travail.

L'histoire de la sécurité sociale au Canada identifie des éléments forts et faibles des modèles de gouvernance. Il est très clair que la société ne peut pas avoir en son sein des individus qui sont au-dessus de la loi. Il est également apparent que le rôle de l'État doit aller bien au-delà de la protection de la propriété privée; cependant l'engagement de

l'État dans la redistribution des ressources peut avoir des conséquences sévères pour l'économie. Du côté des valeurs, il est important d'établir un équilibre entre les impératifs économiques et les exigences de la solidarité, la ainsi que la promotion du bien-être collectif. L'idéologie néolibérale penche toute entière du côté des impératifs économiques.

C'est à ce travail d'équilibre que s'est davantage attardé le gouvernement libéral de Dalton McGuinty. Il avance des politiques moins radicales, qui prennent en compte le fait qu'une personne en situation de pauvreté a besoin de certains appuis pour assurer une transition réussie dans le marché du travail et propose donc une nouvelle stratégie pour rompre le cycle de la pauvreté.

## 1.2 La pauvreté en Ontario au début du XXI<sup>e</sup> siècle

Depuis 1995, les usagers de l'assistance sociale ont vécu des temps très difficiles. Le coût de la vie augmente très peu depuis 1995, c'est une caractéristique de notre temps, les taux d'intérêt et l'inflation sont en situation historique bas. Mais une note d'espoir pointe à l'horizon. En 2008, le gouvernement de Dalton McGuinty présente un projet de loi qui devient la stratégie ayant comme mandat de réduire la pauvreté en Ontario.

En raison de la crise financière qui marque la fin de l'année 2007, un temps critique pour les personnes vivant en pauvreté s'impose davantage à cause d'une diminution radicale de la disponibilité des liquidités et d'une diminution des ressources financières disponibles.

### 1.2.1 La loi 152 : une stratégie de réduction de la pauvreté en Ontario

Le mandat du gouvernement libéral de Dalton McGuinty ouvre une piste vers le changement portant sur la question de la pauvreté. Au mois de décembre 2008, le gouvernement provincial a publié *«rompre le cycle : la stratégie pour la réduction de la pauvreté en Ontario»* qui avait pour but de réduire la pauvreté infantile et familiale de 25 % dans les 5 années suivantes (ISAC, 2011). La stratégie pour la réduction de la

pauvreté souligne les mesures à prendre par le gouvernement pour atténuer les impacts que présentent la crise économique et les problèmes persistants de la pauvreté en Ontario.

« La publication arrive un an après que le gouvernement provincial s'engage à créer une stratégie pour la réduction de la pauvreté en Ontario ». (ISAC, 2011) Avec la présentation de cette stratégie, plusieurs agences et groupes militants qui luttent contre la pauvreté se sont donné comme objectif de surveiller, à la loupe, les plans gouvernementaux. Ainsi, le développement de cette nouvelle stratégie résulte de la prise de conscience du gouvernement, ainsi que du travail des agences et des groupes militants qui luttent pour l'établissement d'une solution permanente pour éliminer la pauvreté.

« La stratégie se développe et devient le projet de loi 152 – la loi sur la réduction de la pauvreté qui a été votée à l'unanimité pour l'approbation dès le 6 mai, 2009. » (ISAC, 2011) Plusieurs recommandations ont été proposées par des militants afin de donner une vision plus globale à l'intervention de l'État. Ainsi, le développement des pressions des agences et des militantes anti-pauvretés auprès du gouvernement a souligné avec force l'importance et la centralité de la responsabilité de l'État dans le développement et le maintien des politiques sociales qui visent au soutien de la qualité de vie pour tous les citoyens. (ISAC, 2011)

L'intention de la stratégie de la réduction de la pauvreté que présente la province de l'Ontario souligne que « les enfants devraient avoir la possibilité de réussir dans la vie et nous (le gouvernement) devrions fournir aux personnes aux prises avec des difficultés les outils dont ils ont besoin pour aller de l'avant. » (Gouvernement de l'Ontario, 2010)

De plus, un autre motif important de la stratégie pour réduire la pauvreté présentée par le document est « qu'il convient de faire pour notre économie : une main-d'œuvre instruite, en santé et apte au travail, ce qui revêt une importance cruciale pour l'avenir économique de cette province. » (Gouvernement de l'Ontario, 2010)

Le gouvernement provincial de Dalton McGuinty investit des sommes importantes d'argent dans l'éducation afin que les enfants puissent avoir les soutiens permettant de compléter leur éducation et les possibilités de réussite dans le monde du travail. (Gouvernement de l'Ontario, 2010) Ainsi, il y aura des investissements pour donner des ressources et outils supplémentaires aux familles vivant dans la pauvreté afin qu'elles aussi puissent se permettre de participer plus activement à l'économie ontarienne. (Gouvernement de l'Ontario, 2010)

La vision de la stratégie se présente de la façon suivante : « La stratégie de la réduction de la pauvreté de l'Ontario s'inspire de la vision d'une province où toute personne pourra développer son plein potentiel et contribuer et participer à la prospérité et à la santé de l'Ontario. » (Gouvernement de l'Ontario, 2010)

Ceci étant dit, il est nécessaire que les citoyens et la province travaillent ensemble pour aider les plus vulnérables à sortir de leur situation précaire. Avec la vision présentée, le gouvernement provincial a du pain sur la planche pour atteindre ses buts et être capable de démontrer son progrès. Il aura aussi à assigner des tâches au gouvernement fédéral et aux gouvernements municipales, car le gouvernement provincial ne peut pas être le seul responsable de tous les changements à long terme, il doit y avoir du soutien de chaque échelon du gouvernement.

Pour s'assurer que la stratégie se déroule de manière efficace, un système d'évaluation d'attentes objectives sera mis en place. « Les mesures ciblant les domaines importants qui seront suivis par le gouvernement sont la maturité scolaire, le niveau de scolarisation, les soins de santé et le logement. » (Gouvernement de l'Ontario, 2010) En dernier, pour réduire la pauvreté; il n'y a pas uniquement le gouvernement provincial qui doit s'engager, il doit y avoir un engagement des gouvernements fédéraux et municipaux, ainsi des partenaires stratégiques dans le secteur privé. Deb Matthews, la présidente du Comité du Conseil des ministres pour la réduction de la pauvreté du gouvernement McGuinty indique dans son message d'introduction « qu'il y a des personnes remarquables partout dans la province, des personnes qui travaillent fort pour améliorer la vie des personnes touchées par la pauvreté, qui comptent sur nous pour

améliorer cette condition. » (Gouvernement de l'Ontario, 2010) Il est important de prendre conscience que la pauvreté est un problème social qui doit être résolu de façon commune et que ce n'est qu'en travaillant ensemble que les objectifs seront atteints.

La première évaluation de la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement McGuinty a été publiée en 2010. Voici quelques avancements identifiés dans le rapport: plus de soutien financier pour les enfants et les familles à faible revenu, plus de programmes scolaires pour les enfants de tous les âges, une stratégie de logement en progression, une annonce pour la révision du programme d'assistance sociale afin qu'il y ait moins de complexité et d'obstacles. (Gouvernement de l'Ontario, 2010)

Bien que la stratégie pour la réduction de la pauvreté constitue un pas dans la bonne direction afin d'assurer le bien-être d'une population vulnérable, il y a quand même certaines lacunes quant à la direction de la stratégie. Étant donné qu'elle se retrouve quand même dans un cadre néolibéral, il y a certains aspects qui présentent des inadéquations. Soulevons les lacunes afin de procéder à des pistes qui répondent aux besoins de chacun.

### 1.2.2 Les lacunes de la stratégie pour la réduction de la pauvreté en Ontario

Bien que la stratégie du gouvernement McGuinty pour la réduction de la pauvreté constitue un avancement stratégique important de réponse au problème que pose la pauvreté, elle a quand même des lacunes. Une première critique que l'on pourrait lui porter est qu'elle ne tient pas compte des personnes seules qui ont un faible revenu. Celles-ci n'auront pas les fonds supplémentaires qu'ont les familles. Elles continueront à recevoir un petit montant au commencement du mois pour le loyer, la nourriture, les vêtements, le transport, etc. qui coûte très cher. Il y a d'abord plusieurs personnes seules qui se retrouvent sans logement et doivent utiliser les services communautaires pour se nourrir (banques alimentaires et repas communautaires).

Une deuxième critique souligne le fait que le gouvernement affirme que la pauvreté est une problématique intergénérationnelle. D'après le Réseau de planification

social de l'Ontario (RPSO), le gouvernement se trompe quand il suggère que la problématique de la pauvreté est intergénérationnelle. RPSO souligne que d'après des études, la pauvreté qui se reproduit d'une génération à l'autre est très basse. (RPSO, 2010) Le RPSO suggère que ce sont plutôt des conditions structurelles telles que le soutien financier inadéquat, un manque d'emplois au salaire adéquat et un manque de logement abordable qui sont les causes de la pauvreté en Ontario.

Enfin, une critique de ce plan du gouvernement de l'Ontario indique que de tels plans doivent faire l'objet d'une évaluation constante, de manière à bien ajuster son efficacité aux conditions sociales changeantes. En 2010, le gouvernement a finalement entrepris cette évaluation du programme d'assistance sociale. La stratégie est déjà en vigueur depuis deux ans et le gouvernement affirme qu'il reste encore 18 mois avant que tous les changements soient mis en application. Les groupes de lutte contre la pauvreté en Ontario croient qu'il est important de tenir compte, pour le moment, le montant que les prestataires de l'aide sociale reçoivent ne couvre pas encore les coûts réels de la vie en Ontario. De plus, le gouvernement doit prendre les mesures nécessaires pour augmenter le plus tôt possible les prestations d'assistance sociale afin de mieux accommoder les individus. Il doit, de plus continuer la révision des divers programmes pour éliminer les autres obstacles à la sortie de la pauvreté, comme l'accès au transport et à une nourriture adéquate.

Les groupes de lutte contre la pauvreté reconnaissent que les citoyens de l'Ontario ont droit au logement adéquat et à une quantité de nourriture de qualité pour satisfaire leurs besoins primaires. Ces groupes pressent le gouvernement d'agir plus rapidement, car les prestataires ne peuvent attendre 18 mois supplémentaires pour se voir accorder une augmentation de fonds.

Les critiques ci-dessus sont des critiques qui ont créé la toile de fond du mouvement du *Défi faites le calcul* qui est l'action communautaire au cœur de ce projet de mémoire. Le groupe de la campagne *Put Food in the Budget* (PFB) est celui qui a lancé le *Défi* pour encourager la demande d'ajout de 100.00 \$ par mois au budget de chaque personne bénéficiant de l'assistance sociale afin qu'elle puisse s'acheter de la

nourriture de santé sans avoir à choisir entre payer la nourriture ou le loyer. Ainsi, le groupe reconnaît que le gouvernement fait un effort avec la révision des programmes tels que l'éducation et le supplément pour les familles, mais le groupe veut également une enquête transparente et juste sur le vrai coût de la vie et le montant qu'une personne reçoit sur l'assistance sociale. Le groupe veut également qu'il ait l'engagement actif des bénéficiaires de l'assistance sociale, car c'est eux qui ont l'expérience vécue. De plus, il y a la question du programme *Special Diet Supplement*. Une personne bénéficiant de l'assistance sociale peut recevoir le *Special Diet Supplement* si elle vit avec une maladie qui requiert un régime alimentaire particulier. Le supplément donne une centaine de dollars par mois pour que ces personnes puissent s'acheter de la nourriture adaptée à leurs besoins. Des citoyens se sont opposés, par l'entremise des médias et des pressions auprès de leurs députés, sous prétexte que les bénéficiaires de l'assistance sociale abusent du supplément et n'en ont pas réellement besoin. *Put Food in the Budget* soutient l'octroi du supplément, car une personne bénéficiant de l'assistance sociale n'a déjà pas assez d'argent pour se nourrir et se loger alors, pour éliminer les abus, chacun devrait avoir 100 \$ de surplus afin de bien se nourrir. Enfin, un point important à souligner dans cette campagne est que le gouvernement de l'Ontario ne croit pas que les Ontariens aient la volonté nécessaire requise pour augmenter les taux d'assistance sociale. Le *Défi* tient à démontrer que la population ontarienne comprend que la pauvreté est un problème qui touche tout le monde et afin d'avoir un changement, il doit y avoir une action solidaire pour démontrer que l'augmentation des taux est nécessaire pour améliorer la qualité de vie de chacun en Ontario.

### 1.3 Stratégie *Défi faites le calcul 2010*

Le *Défi faites le calcul* est une action communautaire qui engage une variété d'individus de diverses communautés, dans une action publique de solidarité contre les injustices que vivent les bénéficiaires de l'assistance sociale, en particulier dans le contexte de la faim chronique qui se propage dans cette communauté. L'initiative vise à rassembler les personnes dans le but d'engager une délibération publique sur la pauvreté

et participer ainsi à développer des pistes stratégiques visant à augmenter les prestations d'assistance sociale et à réduire la pauvreté. En engageant des personnes de plusieurs sphères de la communauté, il serait possible d'influencer l'opinion publique au regard des causes de la pauvreté et de l'insuffisance du support étatique aux plus démunis.

### 1.3.1 Changer l'opinion publique

Malgré que la population croie comprendre la pauvreté, il y a tellement d'éléments à considérer dans cette question qu'il serait surprenant que la population générale en comprenne toute la complexité. L'expérience vécue de pauvreté est cependant en mesure de créer un espace où une personne peut véritablement sentir plusieurs nuances de la réalité de la pauvreté. Comme nous l'avons discuté ci-dessus, l'idéologie peut faire en sorte que la pauvreté se transforme d'un problème collectif à un problème individuel. Depuis sa transformation à un problème individuel, il y a une certaine stigmatisation des pauvres qui fait qu'il y a des malentendus quant aux raisons de la pauvreté.

Pensons un moment à nos propres discours internes quant à la pauvreté. Avez-vous déjà exploré la possibilité qu'une personne soit soutenue par le gouvernement justement parce qu'elle n'arrive pas à se trouver un emploi, plutôt que par pure paresse? Souvent, les réseaux sociaux tels que *Facebook*, *Instagram* et *Pinterest* servent de canaux de diffusion de messages qui discutent de la pauvreté et l'assistance sociale dans un contexte négatif. Les messages critiquent la personne pour ses circonstances regrettables ainsi que suggèrent que les personnes pauvres tirent avantage du système d'assistance social. Dans une recherche faite sur *Pinterest*, un lecteur peut taper le mot *welfare* dans le champ de recherche et peut retrouver des centaines de *Pins*, qui stigmatisent les personnes bénéficiant de l'assistance sociale. Afin de mieux illustrer ceci, certains de ces messages sont présentés dans l'annexe A.

Nous savons maintenant qu'il y a une grande stigmatisation liée à la prestation de l'assistance sociale. Non seulement les bénéficiaires de l'assistance sociale peuvent voir ces commentaires, mais les enfants y sont également exposés. Cela fait en sorte que les

enfants dès un jeune âge développent leurs propres jugements sans connaître la complexité de la pauvreté.

Remettons en question maintenant notre opinion ainsi que l'opinion publique sur la pauvreté. Est-elle juste? Dans le cadre de cette recherche, nous prenons position contre l'opinion publique sur la pauvreté et nous disons que les prestations versées ne sont pas suffisantes, donc nous proposons aux volontaires du *Défi* « faites le calcul » de remettre en question leur dialogue interne de la pauvreté et de vivre une expérience d'une semaine avec de la nourriture provenant seulement de la banque alimentaire dans le but d'avoir une meilleure compréhension de la pauvreté. Ensuite, on leur lance le défi de partager leur expérience de façon publique sur un blogue afin d'éduquer la communauté du Grand Sudbury au sujet de leurs difficultés et de la réalité de la pauvreté. Le tout vise à engager une délibération publique sur la pauvreté afin de changer l'opinion publique, de sensibiliser nos communautés sur le sujet et de faire des demandes au gouvernement de l'Ontario visant la hausse des prestations d'assurance chômage.

### 1.3.2 L'individu et communauté : la responsabilité sociale face à la pauvreté

La discussion précédente souligne un autre sujet important. La question que nous vous posons est « par qui est concerné par la pauvreté? Est-ce un problème individuel, communautaire, étatique, etc.? En réfléchissant la pauvreté dans son contexte anthropologique comme nous l'avons fait au début du texte, nous avons compris que le vécu de la pauvreté pour les Hommes de l'ère archaïque était collectif. Cela veut dire que chacun vivait la rareté et l'abondance ensemble plutôt que de le vivre simultanément en petit nombre. À mesure que nous avançons dans le temps, la pauvreté devient un manque de propriété privée et un problème individuel. Évidemment, nous pouvons observer des moments où la communauté ou l'État prennent une part de responsabilité et l'expérience devient un fardeau moins intense, car il y a du soutien autre que celui de la personne en question. Pourtant, à l'heure actuelle, il y a un recul de l'État quant à l'aide offerte aux personnes pauvres, car ce n'est pas populaire. Les communautés offrent une

certaine aide, tel que le soutien des banques alimentaires, des repas communautaires et des maisons d'hébergements, mais cela relève d'une conception résiduelle de l'aide sociale contre laquelle nos grands-pères se sont battus et cela ne répond pas toujours non plus aux besoins essentiels des pauvres.

Chacun doit prendre part à la lutte contre la pauvreté. Au Canada, il n'y a pas un problème de ressources comme la nourriture, mais plutôt d'un problème de volonté politique en faveur d'une redistribution des ressources plus équitable. Si chacun avait plus d'occasions de se procurer le nécessaire pour satisfaire ses propres besoins, il y aurait une moins grande disparité entre les plus riches et les plus pauvres.

#### 1.4 La pertinence de la recherche

La pauvreté est un sujet souvent tabou étant donné qu'elle est souvent introduite par l'individu. Ceci est la raison pour laquelle ce projet est pertinent à la pratique du service social et approprié pour un mémoire de maîtrise. La pauvreté joue souvent un rôle dans la condition de la personne et a une influence sur les systèmes micro, méso et macro sociaux. Le travailleur social peut avoir des clients ou travailler auprès des communautés qui vivent l'expérience de la pauvreté. Donc, connaître l'expérience de la pauvreté en profondeur et identifier des pistes pour pallier le problème sont des objectifs importants dans le développement de la pratique du service social qui vise le changement social et la justice sociale.

##### 1.4.1 Liens à la pratique du service social

En tant que travailleuse sociale, la problématique de la pauvreté nous interpelle directement; non seulement elle joue un rôle important dans notre pratique, mais elle est un facteur qui influence grandement la cohésion communautaire et le bien-être de ceux qui vivent dans ces conditions. Comment vivre dans des communautés où certains disposent d'une richesse 600 fois supérieure à celle de leurs pairs? Comment gérer les problèmes de délinquance, de violence, de santé publique, etc., dans ces conditions? La

fédération internationale des travailleurs sociaux donne la définition suivante pour décrire la pratique du travail social.

Le travail social assure la promotion du changement social, la résolution des problèmes dans le contexte des relations humaines, l'autonomisation et la libération des personnes pour l'amélioration de leur bien-être. Le travail social s'appuie sur les théories du comportement humain et des systèmes sociaux pour intervenir là où les êtres humains interagissent avec leur environnement. Les principes des droits de l'Homme et de la justice sociale sont fondamentaux pour le travail social. (FITS, 2005)

Un présupposé philosophique de la pratique est « le rapport de l'humain à son milieu social, comme les échanges individus-environnement sont au centre de toute réflexion éthique et au cœur de la profession du service social. » (Richard, 2013, 1) Si le rapport entre nos clients et leur environnement subit une rupture à cause d'un manque de ressources financières ou autres, il est nécessaire, comme travailleuse sociale, d'intervenir pour promouvoir et inciter un changement. Ce changement doit être introduit au niveau structurel afin de modifier les contraintes que vivent les personnes à faible revenu. Les changements peuvent également être faits au niveau micro social en donnant des stratégies communautaires et individuelles ayant pour but d'engager ceux affectés et leurs pairs à s'entraider et à promouvoir une meilleure qualité de vie. Cette fonction de la pratique souligne la valeur de la justice sociale ainsi que le droit de chacun de vivre adéquatement.

La lutte contre la pauvreté cadre totalement dans les objectifs de réalisation du bien-être des populations du code de déontologie de la Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS, 2005). Le travail social implique en effet le contexte des droits de l'Homme et de la dignité humaine, la justice sociale et la transformation sociale. La pauvreté en Ontario, ou dans le monde en fait, n'est pas un problème d'individus, elle est plutôt le produit inhérent à l'organisation des rapports sociaux qui découlent des prémisses philosophiques de l'idéologie libérale fondée sur l'individualisme, c'est-à-dire sur la prémisse que l'individu est seul responsable de son bonheur. Cette conception libérale de la société démontre son incapacité à organiser la société dès 1929, alors que le

*Krash* boursier avait fait persister une crise économique sur plus de dix ans et qui avait débouché sur la Deuxième Guerre mondiale, a été renouvelée depuis une trentaine d'années, après le hiatus de l'État social ou keynésien, sous une forme nouvelle néolibérale, dans le cadre de la globalisation des marchés. C'est là le cadre contemporain de la lutte pour l'opinion publique sur la question de la pauvreté, de la justice sociale, de l'équité en société : seul face au monde, ou ensemble face à l'adversité.

Le rôle du travailleur social est de lutter contre les injustices sociales, de faire valoir les droits de chacun à une vie digne, de promouvoir la transformation sociale quant à la perspective de la pauvreté, ainsi que de proposer des solutions pour assurer une cohésion communautaire. Le travailleur social est en mesure de faciliter une compréhension particulière de la problématique de la distribution des richesses, et de travailler avec les communautés pour mettre en place des stratégies et un plan d'action afin de lutter contre les injustices systémiques qu'imposent les inégalités sociales.

Une façon de lutter contre ce type d'injustice est d'influencer les politiques étatiques concernant la pauvreté. Mais, pour être en mesure d'influencer les politiques qui affectent les pauvres, il importe de bien connaître l'ensemble de la problématique de la pauvreté. Comprendre la pauvreté va plus loin qu'en connaître les définitions retrouvées dans les textes académiques. Il s'agit d'abord de comprendre les conditions sociales générales, structurelles et personnelles, qui font que des personnes en arrivent là; de comprendre les mécanismes par lesquels passent ceux qui s'en sortent, de manière à, peut-être, mieux aider ceux qui ne s'en sortent pas.

Dans le contexte de ce mémoire, les activités professionnelles du service social nous indiquent qu'il nous faut « évaluer le fonctionnement social, déterminer un plan d'intervention et en assurer la mise en œuvre ainsi que soutenir et rétablir le fonctionnement social de la personne en réciprocité avec son milieu dans le but de favoriser le développement optimal de l'être humain en interaction avec son environnement ». (OTSTCFQ, 2012, 8) L'activité du *Défi* permet d'évaluer le problème de la pauvreté en Ontario et plus particulièrement dans le Grand Sudbury dans le but de

développer un plan d'action qui ferait en sorte que les personnes à faible revenu puissent mieux manger et avoir une meilleure qualité de vie.

Maintenant que nous avons une meilleure compréhension de l'historique de la pauvreté, la base pour le *Défi faites le calcul* et le lien à la pratique du service social, passons à la dernière section de ce chapitre qui comprend l'identification des questions de recherche qui servent de base d'une discussion fructueuse sur le déroulement du projet du *Défi faites le calcul*, la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la délibération collective du groupe des participants et les pistes identifiées pour pallier le problème de la pauvreté.

### 1.5 Les questions de recherche

Dans le but de définir la recherche afin de tirer des conclusions particulières, nous proposons de répondre aux questions suivantes.

1. Comment les non-pauvres décrivent-ils le vécu d'une expérience de conscientisation à la pauvreté dans le cadre d'une démarche d'action sociale?
2. Comment est-ce que l'expérience des non-pauvres change leur perspective du problème de la pauvreté pour favoriser un changement social?

Afin de répondre aux deux questions présentées, les prochains chapitres tiennent à identifier la méthodologie du processus d'action ainsi qu'une analyse des données procurées des participants du *Défi* ainsi que des recommandations et une discussion afin de mettre en marche les pistes à suivre pour améliorer les problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

## CHAPITRE 2: La méthodologie

Le présent mémoire relate une stratégie de conscientisation de la population ontarienne à la pauvreté. Plus précisément, il porte sur les difficultés qu'éprouvent les bénéficiaires de l'assistance sociale à se nourrir convenablement à partir des faibles allocations de l'assistance sociale. La stratégie de conscientisation consiste à rendre publique l'expérience de personnes non pauvres à se nourrir convenablement à partir d'un budget type de l'assistance sociale. La section méthodologique explique comment et pourquoi nous avons choisi la méthodologie de l'étude de cas pour procéder cette expérience de conscientisation.

### 2.1 L'étude de cas

La méthodologie d'étude de cas est largement utilisée en service social (Creswell, 2007, Roy, 2004, Stake, 2005) ainsi que dans d'autres sciences humaines et sciences sociales. Pour certains auteurs, « l'étude de cas n'est pas une méthodologie, mais plutôt un choix à ce qui est étudié, d'autres auteurs présentent la méthodologie comme étant une stratégie d'enquête, une méthodologie ou une stratégie de recherche. » (Creswell, 2007, 73)

Comment les auteurs définissent-ils la méthodologie d'étude de cas? Roy (2004) indique : « on peut définir de façon provisoire l'étude de cas comme étant une approche méthodologique qui consiste à étudier une personne, une communauté, une organisation ou une société individuelle. » (Roy, 2004, 160) Creswell (2007) et Stake (2003) définissent l'étude de cas comme l'étude d'un système borné. (Creswell, 2007, Stake, 2003) L'étude de cas « est une recherche qui prend une approche qualitative où l'enquêteur explore un système borné (le cas) ou de multiples systèmes bornés (plusieurs cas) dans le temps, en détail et par une collecte de données qui incluent plusieurs sources d'information. » (Creswell, 2007, 73) Stake indique que « les chercheurs en étude de cas recherchent ce qui est commun et ce qui est particulier à un cas, mais le produit fini souligne souvent ce qui n'est pas commun. » (Stake, 2005, 447) Ainsi, il précise que « le

cas est choisi dans le but d'en développer une plus grande connaissance. » (Stake, 2005, 449)

D'après les auteurs, il y a trois types d'étude de cas : l'approche monographique, l'approche suggestive et l'étude de sujet individuel. (Creswell, 2007, Roy, 2004, Stake, 2005) Dans le cadre de ce projet, le choix de l'étude est celui de l'approche suggestive.

L'approche suggestive est similaire à l'étude monographique, mais se distingue par le caractère atypique ou suggestif du cas étudié. Ce type est sans doute le plus répandu dans les études actuelles. Selon cette approche, des cas exemplaires ou même exagérés sont sélectionnés pour étudier ou illustrer un phénomène qui ailleurs demeure diffus ou à l'état embryonnaire. (Roy, 2004, 166) Cela étant dit, l'étude de cas identifie une situation particulière pour en tirer des conclusions. Stake (2005) souligne que :

le cas étudié est une entité complexe qui se retrouve dans un milieu ou une situation intégrée dans plusieurs contextes et toiles de fond. Le contexte historique est très souvent un point d'intérêt, tout comme le sont les contextes culturels et physiques. D'autres contextes d'intérêt sont les dimensions sociales, économiques, politiques et éthiques. (Stake, 2005, 449)

Dans le cas du projet qui suit, il sera important de souligner le contexte historique, social, économique et politique de la problématique. Cela donnera l'occasion de mieux comprendre l'origine du problème et de voir où les efforts doivent être dirigés pour trouver une solution à la pauvreté.

### 2.1.1 L'identification du cas

Identifier un ou des cas est très important pour bien développer sa recherche. Roy (2004) indique que « le cas étudié est donc bien délimité, mais forme un sous-système dont l'analyse permet de mieux comprendre un système plus large. » (Roy, 2004, 166) Le chercheur aura l'occasion de bien explorer l'objet d'une problématique ou d'un phénomène. Stake (2005) ajoute que « la compréhension du phénomène particulier dépend largement du choix de l'étude de cas. » (Stake, 2005, 450) Le cas est le noyau de la recherche et le noyau doit donner des informations particulières, de manière à tirer des résultats qui sont le fruit de la recherche. Souvent, les informations qui ressortent de l'étude de cas sont plurielles, alors c'est au chercheur d'interpréter l'information afin de

créer une grande compréhension d'un phénomène pour ensuite tirer des conclusions. C'est là que réside la dimension herméneutique ou interprétative inhérente à toute recherche : c'est l'analyste qui indique le sens à dégager de sa recherche. (Gadamer, 1996,

Dans le cadre de ce projet, le cas choisi est le *Défi faites le calcul*. Les informations que nous dégageons de ce projet sont très nombreuses et pourraient être utilisées pour d'autres recherches indépendantes. Aux fins de ce projet, les informations centrales sont le vécu des participants non pauvres du *Défi* tel que ces informations se dégageront de leurs perceptions de la pauvreté après l'activité du *Défi*. L'information présentée sera précisément celle qui sera dégagée par le vécu des participants non pauvres à l'expérience de la pauvreté que représente le défi de s'alimenter convenablement à partir d'un budget insuffisant.

### 2.1.2 Le contexte

Le contexte du *Défi faites le calcul*, est très important à dégager pour bien comprendre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Tous les auteurs qui traitent de la méthodologie qualitative identifient l'importance de comprendre la dimension historique, qui est la toile de fond du problème étudié, ainsi que les dimensions sociales, économiques, politiques et éthiques. Le chercheur doit considérer la question à l'étude et la situer dans son véritable contexte historique, de manière à circonscrire la toile de fond de l'avènement de ce problème social et son impact dans toutes ses dimensions : sociales, économiques, politiques et éthiques.

Le *Défi faites le calcul* est une stratégie de lutte contre la pauvreté en Ontario et il a un lien direct avec le bien-être des membres de la communauté. Il est important de bien cerner l'histoire de ce problème social en donnant une indication des raisons pour lesquelles l'Ontario se retrouve dans une situation de pauvreté accrue. Il est également important d'identifier que la pauvreté n'est ni une affaire de gêne, ni de biologie, ni de psychologie : la pauvreté est un fait social donné dans l'action humaine, c'est-à-dire dans le choix de la stratégie de distribution des richesses sociales, le choix étant lui-

même fondé sur une idéologie. C'est dans la pratique humaine que se situe le problème, et c'est dans la pratique humaine que réside la résolution.

Il sera aussi important d'identifier le climat social, économique et politique de la province de l'Ontario à l'heure actuelle. Cela veut aussi dire de comprendre la direction que prend l'opinion publique, à partir de la revalorisation de l'idéologie libérale de chacun pour soi, même si cette revalorisation s'accompagne de fortes résistances à tendance socialisante, tel le mouvement de « occupy ». Tout cela pour dire que l'essentiel de la lutte se situe au niveau des idées, c'est-à-dire de l'opinion publique.

### 2.1.3 La collecte de données

Sachant que la collecte de données pour l'étude de cas peut être lourde, il est quand même important de tirer de l'information de plusieurs sources afin d'éviter des biais dans l'information. Roy (2004) indique : « en faisant appel à plusieurs méthodes et sources de données, on limite les biais causés par des erreurs de mesure. » (Roy, 2004, 177) Bien que nous ne prévoyons pas mesurer le phénomène, nous utiliserons tout de même diverses sources d'information de manière à corroborer l'essentiel de notre propos sur les causes et les conséquences de la pauvreté, ainsi que sur les difficultés des prestataires de l'assistance sociale à bien s'alimenter à partir d'un budget insuffisant. En utilisant cette méthode de collecte de données, le chercheur doit ensuite procéder à ce que les auteurs nomment la triangulation des données. (Roy, 2004, 177, Stake, 2007) Ceci « permettra au chercheur de combler les lacunes ou biais de chacune des méthodes ou des sources dont il fera usage. » (Roy, 2004, 177) D'après Jacques Hamel, « la triangulation des données place l'objet d'étude sous « le feu d'éclairages différents dans l'espoir de lui donner tout son relief. » (Hamel, 1997, 104)

Les données sont nombreuses et peuvent inclure des entrevues, des observations, des documents, des artefacts, etc. (Creswell, 2007, 79) Tous ces types de données sont importants et servent à établir la triangulation de l'ensemble, de manière à permettre l'établissement des conclusions les moins biaisées possible.

La première partie de l'analyse se concentre sur le contenu des blogues des participants et la deuxième partie de l'analyse se concentre sur les données de la session de réflexion. Les deux parties de l'analyse aident à formuler des réponses aux questions et soulignent des moments importants dans l'expérience des participants.

Étant donné que les données qualitatives proviennent directement des segments de blogues des participants et que la plupart des participants étaient anglophones, les segments de blogues seront présentés dans la langue de discussion du participant afin de préserver l'intégrité de l'information et les nuances que comportent leurs réponses. Les données quantitatives seront représentées en 8 tableaux pour démontrer la fréquence d'un sous-thème ainsi que leur progression au cours de la semaine.

La raison du choix des blogues est que ceux-ci furent le moyen utilisé par les participants pour diffuser les impressions de leurs expériences au grand public. Conformément aux normes d'éthiques, les participants ont accepté de signer un formulaire de consentement pour l'utilisation de l'information partagée sur leurs blogues. Puisque cette information est d'ordre public, les participants auraient pu être identifiés et d'après les normes éthiques de l'université Laurentienne, seuls les blogues de participants ayant signé un formulaire de consentement pouvaient être analysés. Alors, seuls 13 blogues ont été analysés sur 23 participants.

Les extraits de la session de réflexion ne seront pas présentés de la même façon. La session de réflexion a été faite en groupe et les extraits ont été enregistrés en groupe et il est donc possible que certaines déclarations proviennent de participants qui n'ont pas signé le formulaire. Ces déclarations sont donc anonymes et ne pourront pas permettre d'identifier un participant en particulier.

Les données de ces deux sources d'information ont été choisies, car elles sont pertinentes aux questions de recherche. L'expérience des participants est le fruit de notre analyse.

#### 2.1.4 L'analyse des données

Les données qui seront collectées pourront être analysées à la fois par des méthodes qualitatives et par des méthodes quantitatives. C'est ce que l'on nomme la méthode mixte. Nous procéderons ainsi « pour avoir une compréhension plus large de la problématique ou pour mieux comprendre, expliquer ou appuyer les résultats de l'autre approche. » (Creswell, 2009, 204-205) La méthode mixte permet de neutraliser les biais liés aux méthodes dans leur pureté. (Creswell, 2009, 14) La méthode mixte permet surtout de dégager des résultats plus détaillés qui peuvent s'appuyer l'un et l'autre dans le but d'expliquer un phénomène en plus grande profondeur.

D'après Creswell (2009), il y a trois stratégies générales pour la méthode mixte. Dans le contexte de ce projet, le choix s'est fixé sur la méthode concurrente. Celle-ci souligne le processus où le chercheur met en œuvre les deux méthodes d'analyse de façon concurrente dans le but de donner une analyse compréhensive du problème. (Creswell, 2009, 14-15)

L'analyse des données est au cœur du projet, car « c'est à ce moment qu'on cherchera essentiellement à répondre aux questions de recherche initiales – et à celles qui ont fait surface au cours des travaux de terrain. » (Roy, 2004, 179) Comme il a été mentionné précédemment, la collecte de données doit avoir un lien direct avec les questions de recherche. Si les données n'ont pas un lien direct avec les questions posées, leur analyse ne répondra pas aux exigences du projet de recherche. Alors, il est toujours important de cibler ses questions de recherche afin de tirer des conclusions valides.

Dans le cadre de ce projet, la méthode mixte permettra de comprendre le vécu et l'expérience des participants en profondeur. L'approche qualitative permettra de mieux dégager les moments significatifs du *Défi* quant à l'expérience profondément subjective des participants. L'approche quantitative permet de valider davantage l'expérience objective des participants en notant le nombre de fois qu'ils vivent une expérience ainsi que l'intensité de l'expérience en notant le nombre de fois qu'un sujet particulier est discuté.

### 2.1.5 Les forces et faiblesses de la méthode d'étude de cas

Comme toute autre méthode de recherche, la méthode d'étude de cas comporte évidemment des forces et des faiblesses.

#### *Faiblesses*

Souvent utilisée en sciences humaines, l'étude de cas est critiquée pour la validité interne et externe des résultats.

D'une part, d'aucuns diront que les études de cas s'appuient sur des informations partielles qui ne représentent pas toute la réalité du cas réel (validité interne). Il peut y avoir des biais dans les résultats. Par exemple, ces chercheurs peuvent négliger certains témoignages et mettre l'accent sur des propos ou des groupes de répondants qui les intéressent, qui défendent leur thèse. (Roy, 2004, 166-167)

Quant à la validité externe, Roy (2004) discute :

D'autre part – et c'est peut-être la critique la plus sérieuse –, on reproche à la méthode de se pencher sur des cas qui ne sont pas représentatifs de l'ensemble. L'étude d'un seul cas fait que l'on ne peut vraiment l'utiliser pour vérifier des hypothèses sur un ensemble plus large. Le reproche est donc de nature statistique dans le sens où l'on critique l'unicité des cas. (Roy, 2004, 167)

Une autre critique énoncée concerne le choix du cas lui-même. Creswell (2007) indique « qu'un défi que les chercheurs rencontrent est l'identification du cas. » (Creswell, 2007, 75) Tant qu'il n'y a pas une solution claire pour éviter ce problème, Creswell (2007) souligne que « le chercheur doit décider ce qu'il veut choisir en reconnaissant qu'il y a une gamme de possibilités pour un sujet commun. (Creswell, 2007, 75-76) Pour ajouter à la difficulté, il existe un lien entre la validité de la recherche et le choix d'étudier un ou plusieurs cas. La raison de cette difficulté découle du fait que les auteurs peuvent choisir un ou plusieurs cas qui soutiennent leurs questions de recherche pendant qu'ils négligent d'autres cas qui ne soutiennent pas leurs questions.

En prenant conscience des critiques présentées, le projet qui suit est l'exploration d'une expérience vécue de pauvreté par des non-pauvres dans une communauté du nord de l'Ontario. Nous n'étudions donc qu'un seul cas (le *Défi faites le calcul*). Par contre, l'information recueillie du cas symbolise l'expérience de plusieurs participants. Donc, l'étude du cas *Défi faites le calcul* inclut un champ d'analyse alimenté par les multiples

expériences personnelles des participants. La recherche gagne en validité, car l'expérience des participants reflète différentes conclusions relatives aux questions de recherche.

La validité interne des résultats dans le cas de ce projet n'existe pas de la même façon. Tous les témoignages disponibles des participants ont été utilisés dans l'analyse de données. Par contre, nous n'avions pas accès à toutes les données de participants, car certains n'ont pas donné leur consentement pour que leur expérience soit analysée. Il était donc impossible de faire une analyse complète de toutes les expériences. En supposant que nous ayons eu droit à tous les échantillons, nous pensons cependant que les résultats n'auraient guère été différents que ceux obtenus par la présente recherche. Après tout, nous avons constaté une certaine saturation des résultats, ce qui laisse à penser que l'étendue des expériences possibles a été circonscrite.

L'expérience collective d'un vécu de pauvreté provoquée devient alors un objet d'analyse légitime. Autant que la question de la validité externe puisse se poser, l'expérience de plusieurs participants donne l'occasion pour une exploration des sous-systèmes tels que les expériences des participants plus vastes.

Voilà donc comment nous pouvons succinctement présenter les faiblesses de la méthode de l'étude de cas.

### *Forces*

Roy (2004) souligne qu'une des forces de l'étude de cas est qu'elle permet l'exploration de phénomènes nouveaux ou négligés. Sa valeur se retrouve dans des études exploratoires là où des phénomènes ont été très peu étudiés ou qu'ils ont été mal observés ou compris.

L'étude de cas permet de comprendre le contexte et l'histoire entourant le cas. Leur exploration permet d'identifier des périodes charnières dans l'histoire, périodes qui seraient significatives en relation avec le problème plus général, ou qui permettent de saisir l'évolution du problème. Le contexte permet d'identifier des moments qui ont eu un impact sur la problématique souvent négligée par d'autres méthodes d'analyse.

Dans le contexte du *Défi faites le calcul*, le processus d'exploration de la pauvreté par des personnes non pauvres offre une lentille d'observation particulière de la pauvreté. D'abord, cela permet d'analyser des expériences de personnes particulières, non pauvres, afin de tirer des conclusions plus précises du vécu de la pauvreté, plutôt que d'en faire des hypothèses. Ayant la capacité d'élargir le champ d'étude d'une question sociale telle que la pauvreté, l'étude de cas permet d'obtenir une nouvelle perception du problème.

Passons maintenant à l'étude de cas du *Défi faites le calcul*.

#### 2.1.6 Étude de cas – l'historique du *Défi faites le calcul*

Au Canada, particulièrement au sein de certains groupes, les effets de la pauvreté sont profonds et ils se propagent d'une génération à l'autre. Nous devons de toute urgence mobiliser les ressources dont nous avons besoin pour lutter contre la menace de ce fléau et prévenir la persistance de la pauvreté. (Conseil national du bien-être social, 2011, II)

La pauvreté dans la province de l'Ontario, comme au Canada d'ailleurs, devient un problème qui grandit rapidement, tellement que le gouvernement libéral de la province est conscient qu'il doit prendre des mesures pour diminuer l'écart entre les plus pauvres et le reste de la population. Il a mis en place un projet de loi, la loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté, mais ce projet de loi a seulement pris en considération les enfants et familles. Il y a quand même des personnes vivant seules qui font partie de la population vivant en pauvreté.

La question de la pauvreté parmi les personnes vivant seules en Ontario a stimulé la création d'un projet d'action communautaire qui demande un plus grand engagement du gouvernement libéral dans la réduction de la pauvreté. Comme nous l'avons déjà mentionné, c'est l'organisme *Put Food in the Budget* qui a fait pression auprès du gouvernement provincial pour faire augmenter la part alimentaire des allocations sociales. L'objectif était d'augmenter de 100\$ par mois les prestations d'assistance sociale en Ontario pour chaque adulte, afin qu'il ait accès à un régime alimentaire sain. N'ayant pas eu de succès avec la demande, ce regroupement lança, en 2010, le projet

collectif s'intitulant le *Défi faites le calcul*, et s'est déployé partout en Ontario, y compris dans la ville du Grand Sudbury. L'objectif ultime de l'exercice était de favoriser une transformation de l'opinion publique, de manière à la rendre favorable à une augmentation des prestations de l'aide sociale, qui prenne en compte les coûts réels d'une alimentation saine. Nous vous présentons maintenant quelques chiffres pour identifier le contexte de la pauvreté dans la région du Grand Sudbury.

Il y a approximativement 157,857 personnes qui vivent dans la ville du Grand Sudbury et 14,9 % de celles-ci se retrouvent en situation de pauvreté (Ville du Grand Sudbury, 2006). D'après les recherches faites par les bénévoles de *Put Food in the Budget*, une personne bénéficiant du régime d'assistance sociale recevait, en 2010, le montant de 585 \$ par mois, tandis qu'une personne bénéficiant du programme ontarien de soutien pour les personnes handicapées recevait le montant de 1042 \$ par mois (*Put Food in the budget*, 2010). D'après le rapport sur le sans-abrisme effectué par le Réseau des sans-abri, un logement studio moyen à Sudbury coûte 485 \$ par mois, et un logement à une chambre coûte 651 \$ par mois (Réseau des sans-abri, 2008, 3). D'après le rapport du service de santé publique de Sudbury et du district nommé « le panier à provisions nutritif 2010 », une personne doit dépenser 248\$ par mois pour se nourrir adéquatement, c'est-à-dire d'aliments sains et nutritifs. (Voir Annexe B) (Service de santé publique de Sudbury et du district, 2010, 1) Ces chiffres donnent un aperçu net de la situation de la pauvreté dans la ville du Grand Sudbury et ce problème s'accroît rapidement.

Sachant que la situation est similaire partout dans la province, *Put Food in the Budget* prépare des activités d'ordre communautaire qui visent à changer l'opinion des individus quant à la pauvreté pour ensuite proposer des changements nécessaires à l'échelle provinciale.

À la suite de leur demande d'augmentation des prestations d'assistance sociale, le collectif *Put Food in the Budget* planifia une série d'activités communautaires, dont la première visait à développer et distribuer un sondage qui demandait aux répondants d'évaluer le montant qu'une personne vivant seule doit dépenser chaque mois pour

répondre à ses besoins essentiels. Aussitôt terminé, ce sondage fut envoyé aux députés provinciaux pour obtenir leur avis. Bien que plusieurs réponses de députés indiquaient l'importance de hausser les prestations, la réponse de Madeleine Meilleur, alors ministre des Services sociaux et communautaires et députée de la région d'Ottawa-Vanier, fut, pour plusieurs, étonnante, voire choquante :

elle comprend que les bénéficiaires d'assistance sociale ne reçoivent pas assez et qu'elle « aimerait bien ajouter un 100 \$ par mois pour leurs prestations, mais que cela coûte cher chaque fois que nous nous déplaçons sur les demandes de ce genre. » Tout en reconnaissant le lien que la recherche démontre entre la santé et la pauvreté. Mme Meilleur dit que le public appuie les priorités du gouvernement en matière de santé, d'éducation et de l'économie et que l'aide sociale « n'est pas sur son radar. » (Réseau de planification social de l'Ontario, 2010, p.6)

La déclaration publique de la ministre des Services sociaux et communautaires et députée de la région d'Ottawa fut l'amorce qui propulsa le collectif *Put Food in the Budget* dans la planification de la deuxième activité, la création du *Défi faites le calcul*. Ainsi, pendant une semaine, on invita des personnes de tous les milieux sociaux à se porter volontaires pour se nourrir uniquement de denrées provenant d'un panier d'une banque alimentaire. Les participants ont pris part à plusieurs activités communautaires dont une rencontre avec le comité organisateur, une conférence de presse et ils ont dû suivre les lignes directrices du *Défi*. (Les lignes directrices peuvent être retrouvées à l'annexe C) La raison de cette demande particulière était de simuler, le plus près possible, une situation de pauvreté sans perturber les obligations quotidiennes des participants. Le premier essai de l'activité commença en avril 2010, avec dix participants localisés à Toronto. En raison de la réussite de la première expérience à Toronto, et afin de viser le plus grand nombre de personnes possibles, *Put Food in the Budget* a demandé aux autres communautés de l'Ontario de participer au projet. Ainsi, plus de dix communautés, incluant la ville du Grand Sudbury, ont participé au *Défi faites le calcul*. L'activité a connu beaucoup de succès partout en Ontario et à Sudbury, et a pu rejoindre 23 participants. Ci-dessous est un tableau qui démontre les personnes qui ont participé au *Défi* ainsi le secteur dont ils proviennent :

<b>Secteur de travail</b>	<b>Nombre de personnes</b>
<b>Santé publique</b>	2
<b>Éducation</b>	2
<b>Politique</b>	1
<b>Religieux</b>	1
<b>Service social</b>	3
<b>Secteur privé</b>	3
<b>Arts et culture</b>	1
<b>Médias</b>	3
<b>Autres (membres de famille des participants)</b>	7

Le processus de recrutement des participants au *Défi* se divise en deux. Le premier consiste à recruter les personnes nécessaires qui feront partie du comité organisateur. Ce comité a été choisi par le conseil de planification sociale de Sudbury et comporte des personnes de la communauté qui manifestent un intérêt particulier à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, incluant ceux ayant vécu l'expérience.

Le deuxième volet de recrutement se concentre sur les participants du *Défi* lui-même. En groupes, le comité organisateur cible le type de personnes qu'il veut avoir comme participants; des personnes connues en communauté provenant des secteurs privés, de santé, d'éducation, politique, arts et culture, des groupes religieux ainsi que les médias, ceux qui ont de l'influence et ceux qui sont non pauvres. Le comité organisateur prépare plus de 30 invitations qu'il envoie par la poste ainsi que des annonces par les médias pour attirer des participants.

Afin de bien organiser le projet, le comité organisateur de concert avec le conseil de planification sociale de Sudbury développe le *Défi* à partir d'une base d'organisation communautaire. Ce processus identifie des étapes particulières qui aident à réussir l'engagement d'une communauté.

## 2.2 L'organisation communautaire

« L'organisation communautaire est une intervention professionnelle dans une communauté qui s'adresse prioritairement aux communautés affectées par les inégalités, l'exclusion et l'appauvrissement dans une perspective de justice sociale. » (RQIIAC, 2012) Cette intervention « s'inspire du fondement premier de l'affirmation selon laquelle les problèmes sociaux sont de nature collective et requièrent des solutions collectives. » (Bourque et coll., 2007, 8) Le lien entre l'organisation communautaire et le travail social s'identifie comme étant « l'acte professionnel qui a pour objet le fonctionnement social, c'est-à-dire les interactions des individus, des familles, des groupes et des collectivités avec leur environnement dans le but mutuel du développement humain et social. » (Duperré, 1999, 184) Celui-ci a un lien particulier avec les valeurs de base du travail social de la transformation et de la justice sociale.

L'organisation communautaire se définit comme intervention planifiée de changement social dans, pour et avec les communautés locales afin de s'attaquer à ces inégalités, à cette concentration du pouvoir et à ces discriminations. Pour ce faire, elle s'inspire des traditions, objectives, et le mode d'organisation des mouvements sociaux. » (Bourque et coll., 2007, 9)

Bref, le lien entre le travail social et l'organisation communautaire se retrouve dans la promotion du bien-être de la communauté afin que chacun puisse jouir, de façon juste, à ce qui est offert par celle-ci.

Le processus d'organisation communautaire commence par l'identification d'un problème par une population particulière. À l'identification du problème, l'organisateur communautaire doit comprendre le contexte afin de rassembler ceux affectés ainsi que des membres de la communauté clé pour ensuite effectuer une transformation du problème. Doucet et Favreau expliquent :

même si on ne comprend plus très bien le monde ou même si notre compréhension du monde n'est jamais satisfaisante, on doit quand même tenter de le transformer. (Doucet et Favreau, 1994, 274)

L'examen du problème de la pauvreté nous permet de découvrir des pistes stratégiques pour développer et adopter une solution permanente de sa résolution. Avec l'aide des individus affectés par les problèmes de l'insécurité alimentaire et la pauvreté

et les membres clés de la communauté, il peut y avoir une délibération collective pour découvrir la réalité de la problématique, changer l'opinion publique et lutter pour la dignité des pauvres.

L'organisation communautaire comprend différents volets : le développement local, la planification sociale et l'action sociale ou communautaire. Dans ce projet de mémoire, la méthode d'action sociale/communautaire a été utilisée pour conscientiser la communauté au problème de la pauvreté en Ontario.

### 2.3 Les valeurs de l'action sociale/communautaire

Les valeurs de l'action sociale/communautaire se posent également dans leur dimension éthique. D'après Lamoureux et collaborateurs, « la référence éthique dans le champ de l'action communautaire porte d'abord et avant tout sur des valeurs tenues fondamentales par les personnes, les groupes et les institutions qui ont à l'œuvre dans les milieux communautaires. » (Lamoureux et coll., 2003, 111) Ils expliquent

sur le plan éthique communautaire, notre héritage historique nous permet d'identifier 4 valeurs cardinales : l'autonomie, la démocratie, la justice et la solidarité. Ce sont des valeurs de continuité d'une actualité particulièrement percutante. Elles rejoignent les caractéristiques que l'écologie considère comme essentielles à la vie : la compétence en dehors de laquelle il n'y a pas d'autonomie possible : l'autodétermination dont la démocratie demeure le meilleur véhicule; l'identité et l'estime de soi dont le corollaire obligé est la justice et la relation aux autres et au monde naturel dont l'expression la meilleure est sans doute la solidarité. (Lamoureux et coll., 2003 : 112)

Comprendre les valeurs de la justice sociale, la solidarité, la démocratie et l'autonomie est primordial dans l'organisation d'une action sociale/communautaire. Chacune a un rôle particulier à jouer afin de préserver les raisons primaires de la lutte, l'augmentation des prestations de l'assistance sociale et la réduction de la pauvreté.

Les valeurs soulevées ci-dessus identifient ce qui est nécessaire dans le développement d'une communauté saine, c'est-à-dire une communauté où les individus peuvent participer activement tout en assurant la possibilité de réaliser les besoins de tout le monde. Bien que les définitions des valeurs soient brèves, elles peuvent être observées dans le processus d'action du *Défi faites le calcul*.

Ce qui sera analysé dans le prochain segment du texte sera le processus d'action communautaire. Cette partie mettra en évidence non seulement les valeurs discutées, mais aussi les étapes à suivre afin d'exécuter une action sociale.

### 2.3 Le processus d'action sociale/communautaire

Le processus d'action sociale/communautaire est nécessaire afin d'assurer qu'il y ait une cohésion dans le développement d'un projet d'organisation communautaire. Doucet et Favreau décrivent très clairement les étapes à suivre afin d'assurer un processus efficace. *Le Défi faites le calcul* suit le processus identifié par Doucet et Favreau et passe par les étapes de voir, juger, agir et évaluer. Afin de comprendre les actions pour chaque étape à l'annexe E se retrouve les détails de l'action requis et l'action du *Défi* qui correspond.

La méthodologie ainsi que le processus d'action aident grandement à cerner un inventaire d'information qui aide à répondre aux questions de recherche. Étant donné qu'il y a beaucoup d'information qui a été créée au cours de ce projet, il est important de ne prendre que ce qui est essentiel à notre recherche pour éviter de se perdre.

## CHAPITRE 3 : Description et interprétation des données

### 3.1 Description et interprétation des données

Avant de commencer avec les données des blogues, nous vous présentons une image des participants au *Défi*. Les participants au *Défi* ont été choisis par le comité organisateur et incluent des personnes des secteurs privé, de la santé, de l'éducation, de la politique, des arts et de la culture, des groupes religieux ainsi que des médias. Le comité a choisi ces groupes afin de pouvoir générer un résultat significatif. Ces individus sont des membres non pauvres de la communauté ayant la capacité de contribuer à un changement social. Sans nommer les participants par leur nom, le tableau suivant présente les secteurs de provenance des participants au *Défi*.

Le groupe de participants comptait 11 femmes et 12 hommes. La majorité des individus étaient d'âge moyen entre 45 ans à 60 ans à l'exception de quelques jeunes adultes. 87% des participants avait un lien direct au marché du travail, tandis que 13% fréquentaient l'école secondaire. Chacun avaient été informé, au préalable, du but de l'activité, des lignes directrices, des informations relatives aux médias sociaux, qu'ils devaient utiliser un *Blogue*, *Facebook* et *Twitter* et tous avaient signé un formulaire de consentement qui soulignait les risques de l'activité et la possibilité de mettre un terme à l'expérience à tout moment.

Chacun des participants se trouvait, d'une manière directe ou indirecte, en rapport d'influence avec les politiques qui affectent les taux de prestation de l'assistance sociale. Ce qui émane de cette activité est le partage des expériences vécues qui a comme résultat une plus grande compréhension du problème de la qualité de l'alimentation des assistés sociaux et la conscientisation d'un plus grand nombre de personne à ce problème.

#### 3.1.1 Les blogues

Après ce bref survol de profil des participants, nous vous présentons maintenant les données des blogues. Dans le but de bien présenter les données de façon cohérente,

nous avons regroupé les commentaires en thèmes. Ces thèmes nous donnent l'occasion d'évaluer les données qualitatives et quantitatives dans le but de faire ressortir des conclusions qui aideront à répondre aux questions de recherche. La santé, les sentiments de reconnaissance, les désirs insatiables et le décrochage, la créativité, les liens aux relations humaines et la transformation des consciences seront les thèmes d'analyse de cette recherche. En plus d'établir un lien avec l'expérience vécue par les participants, il est aussi possible de faire ressortir les liens significatifs entre la pauvreté et la santé, constat qui devraient mener à une transformation sociale : le but ultime de ce processus d'action sociale.

#### 3.1.1.1 La santé

La santé est le thème utilisé pour créer un lien entre la problématique de l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Ce thème souligne l'effet perçu sur la santé physique des participants après avoir passé une semaine à suivre un régime provenant de la banque alimentaire. La santé inclut également l'effet éprouvé sur la santé mentale dont le résultat provient des émotions vécues au cours de la semaine.

La santé physique des participants a beaucoup été affectée durant le *Défi*. La majorité des participants avaient indiqué consommer de la nourriture saine, comportant des fruits et des légumes, de la viande et du poisson frais, du pain brun, des aliments faibles en sodium, en glucides et en gras. À partir de ce que les participants ont partagé, il est possible de constater que les éléments sains n'étaient pas présents dans leur panier reçu de la banque alimentaire. La plupart des participants ont subi des malaises physiques parce qu'ils n'ont pas eu l'occasion de se nourrir de manière convenable. La qualité de la nourriture était une préoccupation car, certains aliments avaient dépassé la date d'expiration et contenaient beaucoup de gras, de sucres, de sodium et de glucides. Les participants ont aussi exprimé leur inquiétude par rapport à la quantité de nourriture disponible. Sachant qu'ils n'avaient que trois jours de nourriture, qu'ils devaient échelonner sur une période de sept jours, les participants ont moins consommé que d'habitude, ce qui a entraîné les « maux de faim ». Les participants ont eu des maux de

tête, des étourdissements et maux au cœur. Pour appuyer ces affirmations, voici quelques extraits de témoignages sur les maux de la faim :

*I woke up with a dreadful headache, definitely inspired by not eating. Since I was babysitting my cousins last night, I never had supper...I brought the box of KD with me but it was simply too much effort. Once they were in bed and sleeping, I passed out with a hungry gnawing tummy. (Participant 11)*

*Ce n'est pas temps que je ressens les "shakes" ce matin mais il est évident que mon corps ne se sent pas en top forme. (Participant 4)*

*Even with all this planning, Monday morning came, I did not eat enough for breakfast and halfway through question period I had a hard time concentrating and I forgot a meeting. (Participant 3)*

*I couldn't think strait, i was barely able to get my work done in fact I'm correcting a few things today from yesterday. My head was killing me, and i too was tripping all over the place for some strange reason my back hurt most of the muscles in my body hurt, so i quit the challenge. (Participant 9)*

*Before going to the Blue Door Cafe for lunch, I weighed in at Alice's office: I dropped 5 pounds this week. (Participant 7)*

D'après les participants, leur santé physique a été très affectée. Faute de ne pas avoir eu une quantité et une qualité de nourriture appropriées, les participants n'étaient pas à l'aise dans leur vie de tous les jours. Ils ont été affectés au niveau de leur emploi, de leur vie privée et leur vie publique. Il y a un lien très important qui existe entre une santé physique malsaine et le maximum de temps pendant lequel une personne peut fonctionner à son plein potentiel. Ce sujet sera discuté en détail au cours de la discussion portant sur la transformation des participants. Il est important de retenir qu'il est nécessaire d'avoir un bon régime alimentaire pour participer activement aux diverses sphères de la vie publique et privée.

La santé mentale est le second sous-thème de la santé. Il y a un lien important qu'il faut noter entre la santé physique et mentale. Souvent, quand une personne se sent malade ou subit un malaise physique, il s'en suit souvent un malaise quant à sa santé mentale. Les participants ont souvent discuté de problèmes physiques accompagnés de sentiments de frustration, d'anxiété, de stress, de culpabilité et la déprime. Ceci est le

résultat du fait qu'ils n'ont pas eu assez à manger ou qu'ils avaient des ennuis quant à un manque de variété.

Les participants ont souvent affirmé qu'ils se sentaient moins capable de faire les activités régulières de leur journée, car ils ressentait une baisse d'énergie et/ou de l'inconfort physique. Lorsqu'une personne n'est pas capable de participer activement aux activités régulières de la vie, il y a une grande possibilité qu'il peut y avoir des répercussions sur leur santé mentale. L'exclusion sociale, les problèmes familiaux, des lacunes au travail peuvent être le résultat d'une mauvaise alimentation dans la vie d'un individu et dans le cas des participants au *Défi*, ces sensations nouvelles semblent provenir des lacunes dans leur régime alimentaire.

Plusieurs participants affirment avoir éprouvé des sentiments de dépression important et d'apathie par rapport à leurs activités quotidiennes, car ils n'avaient pas leur énergie régulière. Cette observation sera discutée davantage plus loin, lorsqu'il sera question du thème sur le changement de perspective. Il est également important de noter le fait que les prestataires sont souvent perçus comme étant incapables de prendre des initiatives, qu'ils ne sont pas actifs et qu'ils n'apportent aucune contribution à la communauté. En réalité, ce sont des individus qui peuvent difficilement être actifs, tant physiquement que mentalement à cause des conséquences d'une alimentation inadéquate. Ceci a été l'objet de la discussion de certains participants, la réalité pour eux quant au *Défi* fut de découvrir les énormes difficultés liées au fait de ne pas avoir de la nourriture fraîche tout en continuant à participer activement aux tâches régulières de la vie. Voici quelques extraits de témoignages sur le manque d'énergie partagés par les participants :

*I could see my energy levels dropping off as the week progressed and not having my usual "zest for life" is really depressing, not only for me but for my family and friends. (Participant 5)*

*Je me sens mieux les matins comparativement au début de la semaine mais c'est clair que par la fin de la journée, je deviens assez irritable. J'ai fait ce constat hier soir en conduisant à la maison lorsqu'un chien a traversé la rue et que j'ai failli klaxonner parce qu'il ne traversait pas assez vite à mon goût... Je me suis*

*surprise à penser... ouais, peut-être que le manque de fruits, de légumes et de viandes commence à m'affecter!* (Participant 4)

*My friends and family can't stand to be around me because since Saturday I've become VERY grouchy and irritable. I'm usually a happy-go-lucky guy but lately I'm fed up with just about everything.* (Participant 9)

*My apartment is a terrible mess. I need to clean, I need to do laundry, I need to clean up...I hate when my place is a mess. But you know what? I'm too tired. I don't care. Right now, besides dreaming of pizza (and oranges starting about now), I dream about going back to sleep.* (Participant 11)

*I'm experiencing the irritability others have been noting as well as headaches. Both Alice and I have been cranky-pants these past couple of days. But I think I'm managing things slightly better: while the sample size admittedly was small, those polled in a survey of the household declared Alice crankier by 2 to 1 margin (thanks, son).* (Participant 7)

*Poverty pushes a person across the razor's edge between hope and depression. It would be easy to lean towards the latter.* (Participant 2)

La lutte sociale du *Défi* ne consiste pas à donner plus d'argent aux « pauvres non méritants », mais plutôt de combler les besoins de santé physiques et mentaux d'une population vulnérable. Le tableau 1 de l'annexe E représente la fréquence quotidienne des blogues portant sur les problèmes de santé physique et mentale des participants du *Défi*. Il est important de noter que souvent, les participants discutaient de problèmes de santé physique et mentionnaient aussi un malaise quant à la santé mentale. Il est aussi intéressant d'observer que pendant les journées 4 et 5 (milieu de la semaine), il y a eu une hausse dans la discussion de ces sujets. Cependant, vers la fin de la semaine, il y a une baisse dans le nombre de fois que cette question a été abordée. Nous pourrions en conclure que cette diminution résulte de l'abandon des plus affectés et du fait que la semaine tire à sa fin et que nos participants anticipaient un retour à leur diète régulière.

Ce qu'il est important de retenir est que chaque participant a vécu un certain malaise de santé au cours de la semaine. Pour eux, la semaine s'est terminée le 8 octobre à midi, mais pour la population qui vit dans la pauvreté chaque jour, la fin n'arrive pas à une date fixée à l'avance.

### 3.1.1.2 Les sentiments de reconnaissance

Les commentaires portant sur le thème de reconnaissance n'ont pas été aussi nombreux que ceux portant sur la santé, mais ils étaient quand même très présents dans le discours de plusieurs des participants. Les participants ont mentionné qu'ils étaient reconnaissants pour ce qu'ils avaient reçu de la vie et que, trop souvent, on tenait certains éléments pour acquis. Le *Défi* a été vécu durant un temps où les individus sont appelés à être reconnaissants, surtout au moment de l'Action de grâce. Plusieurs participants ont profité de la célébration de l'Action de grâce pour faire le lien entre l'abondance de leur vie habituellement et la pauvreté authentique de la condition d'assisté social. Ils ont également noté que la condition de pauvre crée une certaine vulnérabilité avec et autour de l'accès à une nourriture saine.

Voici certains des commentaires:

*I am grateful for the staff at the Salvation Army...for their hard work...for the way they non-judgmentally try to meet the needs of those who have little or no voice in our society...for Jennifer pushing me to maintain the integrity of this challenge...for day old fruit and veggies..and for the kind first-nations woman who made standing in line a little more comfortable. (Participant 2)*

*So thankful and blessed am I for the life I have been given. (Participant 6)*

*I am grateful I do not have to do this challenge "every single day!" (Participant 5)*

*So, as I think about this week, I am thankful for what we do have left, as with Kath's creativity we might just make it. And I hope for a better future for those who have to live day to day with next to nothing. (Participant 2)*

*Lorsqu'on a ramassé nos assiettes, on nous a demandé si on avait aimé le souper et en toute franchise, j'ai dit que c'était le meilleur repas que nous avons mangé de la semaine et que nous étions très reconnaissant. Aucunes questions, d'une grande gentillesse - j'ai énormément de respect pour ces gens qui donnent de leur temps pour servir ces repas trois fois par jour. Merci (Participants 4 et 13)*

*This thanksgiving has a whole new perspective for me. I have so much to be thankful for. (Participant 8)*

Même sans avoir des grands nombres, nous pouvons quand même conclure que c'est un sujet de discussion important. Le tableau 2 de l'annexe E souligne que la discussion s'est animée à partir de la troisième journée, atteignant son apogée à la cinquième journée, pour se calmer ensuite et tomber à plat au huitième jour. Il va sans

dire que plus les participants ressentait des malaises de santé, plus ils étaient reconnaissants des bienfaits dont ils jouissaient quotidiennement dans leur vie normale.

### 3.1.1.3 Les désirs insatiables et le décrochage

Le thème de discussion suivant est celui des désirs insatiables, ou « cravings » de nourriture, vécus par les participants, ainsi que la discussion portant sur la tricherie ou le décrochage des participants. Ces thèmes ont été regroupés, car il y a un lien entre les désirs insatisfaits que les participants ont connus et le décrochage vécu par certains des participants. En effet, plusieurs participants ont abandonné le *Défi* parce qu'ils n'ont pu résister à des fringales ou à l'appât d'aliments sains qui leur faisaient défaut.

Les participants qui ont discuté des besoins partagent qu'ils avaient des désirs non seulement de manger des aliments frais, mais également des aliments qu'ils ne mangent pas régulièrement. Ils ont admis qu'ils ont regardé ou senti des odeurs de nourriture pour combler le manque créé par leur participation au programme. Voici certains des commentaires :

*Went to Canadian Tire, they were selling sausage on a bun outside, I never eat sausage on a bun, I could have devoured in one gulp, the smell was so enticing. (Participant 6)*

*Have you had any cravings? I am craving a succulent fresh orange! Mmmm, imagine how good that would taste? How about a fresh salad with fresh veggies and roasted red pepper dressing on it? Top that off with a sirloin steak, medium rare from the Keg! And a Skor Blizzard from DQ for dessert Mmmm...this weekend just can't come fast enough. (Participant 5)*

*I literally dreamed of flying pizzas two days ago demonstration o, but right now I am dying for oranges. I don't care what form - juice, peeled, unpeeled, just give me an orange! (Participant 11)*

En plus d'avoir des envies pour certains aliments, certains participants ont discuté de la possibilité de tricher ou de décrocher. Pour certains, le malaise de santé ainsi que le manque de nourriture saine ont été des causes suffisantes pour décrocher du *Défi*. Cette décision des participants qui ont abandonné, est une puissante démonstration que le régime suivi par les pauvres ne répond pas aux critères d'une alimentation

adéquate. Parmi les participants qui ont pris part à cette recherche, 3 ont décroché le 6 octobre à cause de la mauvaise alimentation et 2 autres le 7 octobre, car ils devaient partir en voyage. De plus, certains participants qui ont voulu se rendre jusqu'à la fin du projet ont dû, pour une raison ou une autre, consommer de la nourriture au-delà de ce qu'ils avaient dans leur panier.

*I'm a little disappointed in myself because as of Tuesday evening, I had to quit the challenge. Leaving the office at 4 pm Tuesday afternoon with my tomatoe soup and ritz crackes long gone, I proceeded to continue with my scheduled plans for the evening. Close my trailer for the season, get to the hospital to visit Dad before visiting hours were over then getting home. I've accomplished this type of schedule before without eating until I get home, however this time very different. When I got home, my stomach was in knots and making noises that would scare children on Halloween. I couldn't bring myself to eat the month old expired weiners I had boiled the day before which gave me a choice of can of tuna, which at the time would take to long and cereal, very little milk left. With knees shaking I grabbed anything I could get my hands on and hence quitting the challenge. And just so you know, nothing I grabbed was healthy, just food.*  
(Participant 6)

*I made the decision to cheat today after I almost fell down my stairs at home.... So I'm eating a bagel with cream cheese right now, because it was \$2, beside work, and I needed to eat. /cower...Forgive me!* (Participant 11)

*Last night i had to withdraw from the challenge, my day at work was horrible. I couldn't think strait, i was barely able to get my work done in fact I'm correcting a few things today from yesterday. My head was killing me, and i too was tripping all over the place for some strange reason my back hurt most of the muscles in my body hurt, so i quit the challenge.* (Participant 9)

*Right now, I am -THIS- close to tapping out of the challenge. But what if I couldn't? I think I'd want to die.* (Participant 11)

Il est intéressant de noter jusqu'à quel point les participants se sentaient coupables de tricher ou de décrocher. La réalité est qu'ils ont fait ce qu'ils pouvaient et, ainsi, ont réussi à mettre en évidence le problème de la nutrition inadéquate des prestataires de l'assistance sociale.

Le tableau 3 de l'annexe E représente le nombre de fois que ce thème a été partagé au niveau des blogues. Même si ce thème n'a pas été le thème majeur des

discussions, il est quand même important de souligner que pendant le 4<sup>e</sup> et le 5<sup>e</sup> jour, il y a eu une hausse des discussions sur ces deux thèmes. Ainsi, il peut être observé qu'à la fin de la semaine, l'intensité de discussions était en nette baisse, car le *Défi* s'achevait.

#### 3.1.1.4 La créativité

Le thème de la créativité regroupe trois sous-thèmes importants : la préparation du menu, l'absence de choix et les paniers de nourriture. Le lien entre ces trois sous-thèmes est la créativité, car l'absence de choix de nourriture contenue dans le panier force les participants à démontrer une certaine créativité dans la préparation et la planification de leur menu pour la semaine. Bien que l'objet des discussions était évidemment la nourriture et la façon dont les participants avaient vécu la semaine, il semble qu'il y a eu une certaine phobie et un sentiment de frénésie quant au menu. Dès le début du *Défi*, les participants ont souvent discuté de l'importance de la planification afin de s'assurer qu'ils avaient suffisamment de nourriture pour la semaine. Ils ont pris le temps de planifier des repas dans le but de bien rationner leur nourriture pour arriver à la fin de la semaine. Pour plusieurs, les portions allouées étaient inférieures à ce qu'une personne devait normalement consommer dans une journée. Ceci est la raison des malaises physiques ressentis par la majorité des participants. Voici quelques commentaires:

*I've measured out our oatmeal and it will run out on Wednesday, so I measured out 2 days of cereal for breakfast, the rest of the cereal serves as part of our lunch. (Participant 8)*

*I spent much of day 3 (Sunday) cooking and making lists to try to make my box of food last until next Friday. It was such a challenge that I got very little else done. I now feel like a prisoner of my list. I have never spent that much time, effort and energy on food. (Participant 3)*

*One of the major differences of opinion in our house these past two days is how much time to invest in our meals. One thing that I definitely have realized is that the food bank, as important as it is, does not provide ingredients but rather food. (Participant 1)*

*I usually drink tea with milk. I discovered porridge with tea tastes pretty good. That way I can conserve the remaining milk for the upcoming week. Rationing the food for the upcoming week is going to be a challenge. (Participant 10)*

Il y a deux points à souligner. Le premier point parvient du participant 3 qui affirme être prisonnier de son menu et le deuxième point du participant 1 qui déclare avoir eu un manque de choix. On constate donc un lien direct entre l'absence de choix et la créativité : l'absence de choix force alors la créativité, sauf qu'à force d'avoir mal à la tête, d'avoir les genoux qui tremblent et le ventre qui gargouille, la créativité risque de s'épuiser rapidement. D'où le sentiment de se sentir prisonnier. Le mot « prisonnier » représente une personne sans droit ou sans choix. Dans le contexte de la pauvreté et plus précisément lorsqu'il s'agit d'un manque de nourriture, une personne perd ses droits, car elle n'a pas « le choix », elle n'a pas la possibilité de se procurer de la nourriture adéquate pour s'alimenter. Elle n'a donc aucune alternative, autre que de faire appel à la banque alimentaire qui ne peut, de toute manière, offrir de choix. Alors d'après la description ci-dessus, il est possible de constater qu'une personne vivant dans une situation de pauvreté pourrait se sentir prisonnière.

Le prochain thème de discussion a porté sur les denrées. Comme l'indique le participant 1, la nourriture offerte dans le panier de la banque alimentaire ne contient que des denrées qui ne peuvent constituer un repas complet et nutritif. La créativité du participant est donc importante, car elle permet aux participants de trouver des solutions différentes à la consommation des uniques denrées offertes par la banque alimentaire. La quantité de nourriture n'est pas abondante et la majorité est constituée d'aliments non-périssables. Les aliments ont déjà été rationnés afin que les bénéficiaires puissent avoir assez de nourriture pour 3 jours. Cela exemplifie l'inadéquation de cette option pour les usagers des banques alimentaires. Les banques alimentaires ne sont pas équipées pour répondre aux besoins croissants d'une population toujours plus nombreuse à vivre l'insécurité alimentaire.

Contrairement aux discussions préalables, les thèmes portant sur la préparation du menu et les paniers de nourriture ont été fortement discutés en début de semaine. Cela a probablement été motivé par le fait que les participants n'étaient pas encore

épuisés, que le panier était alors rempli de nourriture et que l'insuffisance de nourriture était si évidente qu'elle a vite fait l'objet d'une discussion. La fin de la semaine, évidemment, a vu un déclin de ce type de discussion, car les participants avaient de moins en moins de nourriture, de moins en moins d'énergie, de plus en plus de maux de tête, alors moins de raison pour discuter des préparations à faire : chacun mangeant ce qui restait. Il est intéressant d'observer que durant la 7<sup>e</sup> journée, il y a eu une petite hausse des discussions portant sur le panier de nourriture. Certains participants ont voulu souligner, en guise de synthèse, ce qui restait dans le panier puisque c'était la veille de la fin du *Défi*.

Quant à l'absence de choix, tout comme les autres thèmes durant les journées 4 et 5, il y a eu plus de discussions à ce sujet. Les participants commençaient à vouloir une variété dans la nourriture mais malheureusement la capacité de choisir n'était pas possible pour eux. (Voir tableau 4 de l'annexe E)

#### 3.1.1.5 Les liens aux relations humaines

L'avant-dernier thème de discussion porte sur l'aspect social de la pauvreté. Le titre des liens aux relations humaines a été choisi pour identifier les thèmes de l'exclusion et la perception publique. Ces deux thèmes ont un impact significatif sur la création des relations humaines pour ceux qui vivent dans la pauvreté. Souvent, ils se privent d'une relation avec d'autres, car ils ne veulent pas se faire exclure ou juger d'après leur situation de vulnérabilité. Ainsi, les relations que créent les personnes pauvres le sont avec d'autres personnes qui vivent dans la même situation. Les deux thèmes n'ont pas été souvent mentionnés dans les blogues, mais il y a eu tout de même des discussions importantes quant aux relations humaines que vivent ces personnes vulnérables.

L'exclusion a été discutée par certains des participants, car ils n'avaient pas eu l'occasion de manger les mêmes aliments que les autres autour d'eux. Les participants 1 et 7 ont été invités à un « potluck » et ont préparé de la nourriture provenant de leur

panier de nourriture pour partager avec les autres personnes qui étaient présentes. Ils affirment qu'ils sont les seuls à avoir mangé les plats qu'ils avaient apporté.

*We brought some of our pasta tossed with a little canned, stewed tomatoes and our daily allotment of two wieners. No one ate our dish. Maybe they felt sorry for us and didn't want to decrease our portions or quite possibly it was the steaming lasagna on the one side and the delicious sweet and sour chicken on the other side. (Participant 1)*

Ce participant souligne le fait que si lui et sa compagne étaient réellement bénéficiaires de l'assistance sociale, ils seraient incapable de s'acheter de la nourriture pour participer à ce pot luck.

*The really sad thing is that if we were truly relying on the food bank for food we definitely wouldn't have even gone to the potluck. How humiliating it would be to bring our makeshift casserole and expect other people to eat it. No wonder depression and social isolation is high in low-income populations. Not only are you missing the extra money needed for a night out but you don't even have the means to enjoy a free Saturday night hanging out with friends. (Participant 1)*

D'autres participants ont partagé leur vécu quant à l'exclusion :

*I can't do a lot of things i want to do, I want to hang out with my friends but i can't because they have real food all around them. (Participant 9)*

*I did not have the courage to attend any receptions although we have a delegation from China visiting us as well as the Museum association. (Participant 3)*

*My watery vegetable soup and toast just doesn't compare to what everyone else is eating. Actually I think this is a form of torture, I likely will start watching the food channel soon. (Participant 8)*

L'exclusion des participants n'a pas seulement été vécue dans le contexte des personnes qu'ils voient chaque jour, mais il y avait aussi des moments où les participants se sentaient inconfortables durant les activités de la semaine : manger à la mission et aller à la banque alimentaire. Les participants notent qu'ils ne se sentaient pas confortables, car ils croyaient que ceux qui les observaient durant les activités de la semaine les jugeaient.

*There is nothing subtle about a 6'1" bald man dressed in a polo shirt and Tommy Hilfiger pants, when all around are under 6' and in denim (and have hair).  
(Participant 2)*

*When asked what their thoughts were, our 13 yr old commented on how he noticed he was the only one with braces...our 11 yr old son was conscious that he felt like we were different because we were dressed differently than others...and he astutely picked up the fact there were a few in the mission that seemed lonely.  
(Participant 2)*

*I felt awkward with my bags in Burger King and wondered if people assumed I was 'using' the foodbank because I was out the door then buying fast food.  
(Participant 8)*

Les commentaires précédents ont un lien avec le deuxième thème à savoir celui de la perception publique. Un autre problème que vivent les pauvres est la perception publique. Souvent, les individus croient que les personnes bénéficiant de l'assistance sociale exploitent le système. Le participant 8 soulève cette questions lorsqu'elle discute de l'exploitation possible du système. D'autres participants ont eu des expériences similaires lorsqu'ils étaient à la banque alimentaire. Le participant 11 partage l'expérience suivante :

*I have been so excited about this challenge, so I didn't expect embarrassment and shame to be the two strongest feelings I felt inside when I went into the Salvation Army's food bank on Notre Dame Avenue... My Uncle drove me to the food bank, so I show up in a nice black car, wearing my business clothes. Clean black slacks and a businessy-pretty shirt. Overdressed. Very conspicuous. The entire time, I felt as if people were staring at me, thinking "Why is she getting food from the food bank?"... Like Larry and Kathy, who posted below me, I couldn't help but wonder if people thought I was abusing the assistance of the people at the food bank.... The feeling was amplified when I left carrying a big box. The bus stop outside was full, and I could just imagine all those people knowing I need help and had to go for food (even though I'm taking part in a challenge). I wrapped my grey hoodie tighter and tried to look miserable. It wasn't hard..... To me, these things really emphasized how poverty is a really cruel foe. Not only do people in poverty have to make do with what they can afford to eat, they have to go to outside help for food. But the emotional trauma that comes with it? It really hurts -- for me, it's just a ghost of the wound people who are truly in this situation must experience. (Participant 11)*

Le participant 2 indique que lui et sa conjointe ont eu une discussion avec leurs enfants à propos du *Défi*. Il mentionne que l'enseignant de leur fils a fait connaître sa perception des personnes qui bénéficient de l'assistance sociale de la façon suivante :

*I had an interesting conversation with our 13 yr. old son, last night. We continued to discuss why [we] have chosen to do the challenge. He talked of how one of his teachers said that people on social assistance use their money to buy alcohol...I almost lost it. Not at him, but at the fact that there continues to be a stigma (aka. stereotype, prejudice) against those on social assistance. The implication was those that need to go to a food bank and/or soup kitchen is because they spend their money foolishly, and therefore need the social safety net to make up for their mistakes. We corrected his teachers ignorance (and dare I say arrogance) of what was assumed...and yet we are not surprised. (Participant 2)*

Il est intéressant d'observer que même le personnel enseignant des école a une vision particulière des prestataires d'assistance sociale. Quand une personne en position d'autorité partage une vision entachée de jugements contre une population particulière, il n'est pas étonnant que ces jugements culpabilisant la victime soient transmis d'une génération à l'autre. Il semble donc qu'il y ait beaucoup de conscientisation à faire pour mettre un terme à la reproduction des stéréotypes sur la pauvreté.

En dernier lieu, il y aura une présentation de la fréquence de discussion. Le graphique 5 à annexe E représente le nombre de discussions qu'il y a eu à propos des thèmes d'exclusion et de la perception publique. Bien que les deux thèmes n'aient pas été discutés autant que les autres thèmes, il est quand même important de constater qu'ils ont tout de même fait l'objet de discussion. C'est le début de la semaine qui a été témoin de la majeure partie de la discussion sur l'exclusion. Ce fut le temps où les individus ont dû se présenter en public pour le *Défi* (banque alimentaire, émission). Dans le contexte de la perception publique, comme dans plusieurs des autres thèmes, vers le milieu de la semaine il y a eu une certaine réalisation de l'ampleur du problème. Il semblerait que rendu au milieu de la semaine, le vécu soit devenu plus intense et plus réel pour la majorité des participants.

### 3.1.1.6 La transformation

Le dernier thème de discussion est celui de la transformation des consciences. Bien que chaque thème soit important, celui de la transformation a un rôle fondamental à jouer dans le processus de changement social. Afin de parvenir à influencer les politiques sociales, il doit y avoir une délibération publique dans le but de faire prendre conscience à la société du problème réel de la pauvreté et de l'insecurité alimentaire, afin de mettre en évidence les politiques qui doivent changer, parce qu'elles ne répondent pas aux besoins des plus vulnérables. Étant donné qu'il a été indiqué par Madelaine Meilleur, député provincial de la région d'Ottawa-Vanier et Ministre des services sociaux et communautaires, que la question d'une hausse des prestations d'assistance sociale n'est pas sur le « radar » des citoyens de l'Ontario, le *Défi* fournit les preuves qui montrent l'importance de sensibiliser les communautés au problème de la pauvreté en Ontario et au Canada. Le *Défi* a été un extraordinaire outil de promotion du changement et de conscientisation sur la vulnérabilité des assistés sociaux en Ontario, il a été un excellent moyen de développement de l'opinion publique et de promotion d'un meilleur appuis étatique aux assistés sociaux.

Bien que les participants au *Défi* étaient pour la plupart déjà sensibilisé au problème de la pauvreté, celui-ci est devenu d'une importance encore plus grande pour certains. Ils ont réalisé jusqu'à quel point le niveau de soutien institutionnel ou de l'État actuel était inadéquat. Les participants au *Défi* ont précisément été choisis pour ces raisons, ils avaient un rôle important à jouer dans la transformation de l'opinion publique. Pour eux, il est évident qu'il y a eu une prise de conscience de la réalité de la pauvreté et qu'ils ont été capables de suggérer des pistes à suivre, des stratégies de changements des politiques sociales.

La réalisation de la précarité physique et mentale des pauvres s'est concrétisée dès le début du *Défi* lorsque les participants ont vécu l'expérience de la banque alimentaire. Les sentiments de honte et d'embarras ressentis ont créé des sentiments d'humilité et une compréhension à l'égard des personnes qui vivent en pauvreté. Le participant 1 discute du temps requis à vivre en situation de pauvreté. Il indique

également l'impact négatif que cette condition peut avoir sur la vie sociale d'une personne.

*Well, after investing 2 hours in the round trip from home to the food bank I am wondering who has time to be on a low-income? I can drive to the grocery store, drop \$150, and be home with the goods all put away within an hour and a half. The plus side is that it doesn't take long to microwave a can of beans.*  
(Participant 1)

La discussion continue au cours de la semaine et on constate, d'après les réflexions entendues, une prise de conscience évidente de la part des participants. Plusieurs ont éprouvé des sentiments de reconnaissance et de gratitude pour ce qu'ils possédaient déjà. Plusieurs des réflexions ont été partagées dans la section des sentiments de reconnaissance.

*As I considered what I had experienced then, and consider how many living locally survive off next to nothing, I was humbled. As I finished supper tonight, I found my mind wandering of how I would like to "celebrate" going back to normal next weekend. The reality for many, there will not have the same opportunity.* (Participant 2)

L'observation la plus importante a été dégagée lors d'une discussion sur la santé physique et mentale. Elle a accentué davantage la prise de conscience que manifestait déjà chaque participant. Vers le milieu de la semaine, il y a eu plusieurs discussions autour de la santé et sur le fait que le manque de nourriture a un effet direct sur le fonctionnement physiologique et psychologique d'une personne. Ainsi, les participants soulignent comment la santé joue un rôle important dans la vie quotidienne d'une personne. Plusieurs participants ont réalisé qu'avec une quantité minimale de nourriture à consommer, il est plus difficile d'aller travailler, de faire des exercices, de sortir avec des amis : en somme, toute une gamme d'activités.

*Si le constat du peu de nourriture santé accessible aux gens qui visitent la Banque alimentaire ET le peu d'argent alloué par la prestation mensuelle m'affectent émotivement comme ça le fait présentement, je suis nerveuse à l'idée des émotions que je vais vivre ce soir en allant à la Soupe populaire. Je suis nerveuse mais j'ai également très hâte de vivre une telle expérience et je suis d'accord avec l'inscription d'un des participants qui disait que tout le monde devrait vivre cette expérience une fois dans leur vie. Nous serions tous un peu plus conscientisé des défis que vivent certains nos co-citoyens.* (Participant 4)

*Not too sure what that's about and for a person, who usually suffers from insomnia, I'm sleeping constantly, so home is not exactly clean, very draggy for someone like me who is somewhat of a clean crazy person, it is quite stressful seeing it like this. It's terrible stressed about cleaning home, too tired to do anything about it, I now understand. (Participant 6)*

*How can someone live like this? I don't want to go to work tomorrow; I want to curl up in my bed and sleep. I spent the entire weekend sleeping. No energy to speak of and very lethargic and groggy...For someone who -HAS- to live on this diet, I can see why it'd be hard to get off it. Get off OW or find work that can accommodate a disability. It's just so much easier to stay in bed and pretend it will be better tomorrow. Wait for a miracle, the lottery, or a magical floating pizza. (Participant 11)*

Le participant 11 a fait un commentaire particulièrement intéressant par rapport à la problématique du jugement que portent certaines personnes vivant de l'assistance sociale. Elle discute des préjugés qu'elle avait au sujet des bénéficiaires de l'assistance sociale et en prenant part au *Défi*, elle a pu y voir plus clair.

*One of the reasons I wanted to do this challenge is because of those types of assumptions. There are people in all social and economic stratas who cheat the system, and the poor aren't the only ones. But the vast majority of people on OW or ODSP<sup>5</sup> aren't out to screw over the system. (Participant 11)*

Enfin, les prochains commentaires feront la transition d'une prise de conscience à des pistes de renouvellement des politiques sociales de soutien aux pauvres. Le participant 10 mentionne qu'il comprend la raison d'être de l'exercice du *Défi* mais qu'il aurait voulu être plus que seulement un touriste de la pauvreté à Sudbury. Il discute de la nécessité d'un changement social.

*There's one thing I'm just wondering about. We're doing this challenge because we want to. But, at the end of it, we're going to be eating at a nice community luncheon and sharing stories about our experiences. Some of us will congratulate ourselves on making it. Others will not. All of us will likely reflect on what this means for people who depend on a food bank to get by. But, is what we're doing a kind of tourism? Dropping in, but then leaving as it suits us. See the locals, eat what the locals eat, tell stories about what it's like, and then beat*

---

<sup>5</sup> OW – Ontario Works, ODSP – Ontario Disability Support Program

*it.... Of course, it's all fine and dandy for me to wax philosophical on a full belly ...even if it's stuffed with what the "locals" eat. (Participant 10)*

Comme nous pouvons le constater, la remarque du participant 10 met en évidence la nécessité d'intercéder en faveur de réformes pour la réduction de l'écart qui existe entre les pauvres et ceux qui vivent bien.

*If this challenge simply raises awareness about appropriate food bank donations, and the insufficiency of food for those needing assistance then it has been a good thing. If this challenge results in a significant change of view on the social stigmas of those who access support services and who are on ODSP, or OW then this has been a great thing. If this challenge takes those of us who have participated, witnessed, listened and supported; beyond our guilt, then we have stumbled onto something that is absolutely life giving to all of us. When we see each other as equal, more alike than different, we don't need to feel sorry for anyone because we understand we are all in the same boat. I celebrate with those who celebrate, I grieve with those who grieve, we share the same air, and we can share our burdens. My guilt will not empower anyone and will only continue to reinforce our differences. When we extend help to someone not because they are poor but simply because they are our neighbour, then we offer what cannot be donated, supplied or bought and that is dignity, respect and empowerment. If this challenge could do all that, then it could change the world. (Participant 8)*

Ce que ce participant affirme a un lien direct avec ce que préconise Rousseau quand il propose que « chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale; et nous recevons en corps chaque membre comme partie indivisible de tout. » (Rousseau, 1964, 361) Rousseau souligne l'importance de l'égalité entre les citoyens. Ainsi que l'importance créer un « corps » où chaque membre peut trouver sa place. Le participant 8 souligne l'importance de vivre de façon symbiotique et comment cette conception nous conduit vers une société égalitaire. Vivre ensemble et en harmonie est un phénomène fondamental pour le bon fonctionnement de la société dans laquelle on vit. Si nous ne pouvons voir le prochain comme un citoyen égal, le fonctionnement social harmonieux n'est pas possible. Et, si nous ne pouvons concevoir un fonctionnement social harmonieux, les problèmes comme la pauvreté et l'insécurité alimentaire demeureront. Un changement social est essentiel pour assurer une meilleure santé et une meilleure qualité de vie pour ceux et celles qui

sont aux prises avec la pauvreté. Puisque l'idéologie néolibérale est philosophiquement incapable d'assumer et de résoudre cette problématique nous devons donc choisir une piste différente. Ce *Défi* montre la nécessité de s'orienter vers une nouvelle conception de la vie sociale. Il ne s'agit pas de proposer un retour à l'État providence et au temps de prospérité de l'après-guerre, il s'agit plutôt de repenser un système qui prend les besoins de chacun en compte et qui valorise la dignité humaine. Les participants au *Défi* ont proposé plusieurs recommandations quant aux changements qui doivent s'effectuer pour favoriser une meilleure qualité de vie. Il s'agit de recommandations qui commencent d'abord dans le cœur de nos communautés et qui finiront par se propager plus largement.

*This challenge has made a positive impression. I've received a number of encouraging comments from people who support the challenge and what it's trying to accomplish. The next challenge will be to keep up the momentum once this challenge is over. (Participant 7)*

*Fruit and vegetables are just nowhere in this way of life. At this time of year, there should be donations of bushels of apples, bushels of all kinds of veggies. I think we need to get, someday, somehow these types of food to the food bank. (Participant 6)*

*I went over to the Ste. Anne Community Garden to help with the fall clean-up today and one of the gardeners had a really interesting perspective on how increasing funding for social assistance would be effective. She said that the more that people have to work with, the better they usually do at budgeting. I have heard many people say, "Well you can't give them more money, all you ever see them with is a Tim's in one hand and a cigarette in the other hand." Well, perhaps with more resources people with low-incomes will have more hope, motivation and a brighter outlook? I wouldn't be surprised that with the ability to purchase healthy foods people won't have to make difficult choices such as: it is cheaper to buy a Tim Horton's coffee and a bag of chips than it is to purchase fresh vegetables and whole wheat pasta to prepare a meal? (...) We can donate - healthy food choices and money are welcome. I was also reminded today of the beautiful community gardens that are cropping up in our city. More than a place to grow healthy food in a sustainable way, they provide outdoor activity with neighbours that are welcoming and a chance to learn how to take more control over what you eat. (Participant 1)*

Les participants étaient très motivés à développer des stratégies pour améliorer le système social. Après le *Défi*, il y a eu une réunion sur ce thème pour mettre en commun

les réflexions par rapport au vécu de la semaine et pour développer des points de repères qui pourraient favoriser une transformation positive de la problématique. Ce thème sera discuté en profondeur lors de la discussion des recommandations suite à la session de réflexion.

La fréquence des échanges portant sur les deux thèmes est parmi les plus élevées de la semaine. On a pu constater qu'il y a eu une progression de l'intensité de la discussion constante pour ces deux thèmes. Il a eu une diminution du nombre de discussion du thème des stratégies, mais la discussion sur la prise de conscience a continué de façon régulière jusqu'à la veille de la fin du *Défi*. Il est intéressant d'observer que plus les participants éprouvaient des malaises physiques et mentaux, plus ils devenaient conscients de la problématique et discutaient de stratégies de changement des politiques sociales (Voir tableau 6 de l'annexe E).

#### 3.1.1.7 Sommaire des thèmes d'analyse

L'analyse des blogues des participants du *Défi faites le calcul* permet d'étudier le vécu des participants au cours d'une semaine où ils se sont nourris d'un panier de nourriture distribué par une banque alimentaire. Les discussions ont abordé plusieurs éléments qui ont eu un effet sur le bien-être d'une personne qui vit dans la pauvreté et qui ne peut pas se procurer les aliments nutritifs nécessaires pour pleinement participer aux activités de la vie quotidienne. Ces discussions ont soulevé plusieurs problèmes quant à la santé, les relations avec les autres et la prise de conscience sociale de l'ampleur des défis causés par la pauvreté. Le tableau 7 à l'annexe E présente le total des discussions par thème, telles que ces discussions ont animées les blogues pendant la semaine du *Défi*. Il peut être noté que les thèmes de la santé physique et de la prise de conscience comptent pour un total de 32 discussions chacun. On peut donc se poser la question suivante : après avoir subi un malaise physique intense, les participants et les membres de la société en général peuvent-ils devenir conscients de toute l'ampleur d'un problème comme la pauvreté? Bien que le but de cette lutte était de conscientiser la population en général au problème de la pauvreté, il est inquiétant de constater que des

circonstances (la pauvreté et l'insécurité alimentaire) si sévères ont dû être atteintes avant que la société réagisse et réalise qu'une stratégie collective, la lutte contre la pauvreté doit s'imposer. Un autre thème de discussion qui a occupé les participants fut la créativité du menu, car celui-ci ne leur fournissait aucun contrôle dans le choix de leur nourriture. Les sentiments de gratitude ont également été le sujet de plusieurs discussions; les participants ont eu l'occasion de réfléchir sur tout ce qu'ils possédaient déjà et d'en être reconnaissants. Enfin, la santé mentale qui va souvent de pair avec la santé physique est un thème qui démontre jusqu'à quel point l'alimentation et la santé sont intrinsèquement liés à la pauvreté.

Examinons maintenant, en détail, la réflexion des participants quant aux événements de la semaine, les recommandations stratégiques et la transformation de la problématique.

### 3.1.2 Questions de réflexion

Une activité de réflexion a fait partie de la session d'évaluation des participants. Les questions demandées durant la session d'évaluation ont été choisies pour donner une vision de l'expérience et pour comprendre l'impact de celle-ci sur les participants. Les questions ainsi que certains des commentaires partagés par les participants seront présentés sous forme de tableau qui peut être retrouvé à l'annexe F.

Plusieurs des questions posées dans le tableau précédent ont été discutées lors de l'analyse des blogues alors elles ne seront pas discutées une deuxième fois. Les questions posées aux participants ont fait l'objet d'une discussion du groupe. L'emphase de cette discussion a été mise sur l'impact du *Défi* sur le groupe ainsi que les stratégies favorisant des changements.

Dans le tableau de l'annexe F, il peut être observé que les participants ont dû être vigilants pour maintenir assez nourriture pour la semaine. Pour certains, rationner la nourriture était possible tandis que d'autres n'ont pas été capables de finir la semaine avec la quantité de nourriture dont ils disposaient. Ils ont indiqué que la semaine n'était pas plaisante et pour certains, l'expérience a été terrible.

Une série de questions ont été posées à propos de la sensibilisation des autres personnes dans la communauté. La première question de ce genre souligne le partage avec d'autres membres de la famille, des amis ou des collègues de travail. Évidemment, les participants ont discuté avec plusieurs personnes au cours de la semaine, mais leur but ultime était de les conscientiser aux problèmes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Certains ont discuté de la qualité et de la quantité de la nourriture qu'ils ont dû consommer, d'autres participants ont partagé l'expérience de leur vécu. Les participants ont affirmé que leurs auditeurs avaient été sympathiques à leur situation, mais que des inquiétudes avaient tout de même été exprimées quant à la solution proposée qui consiste à donner plus d'argent aux prestataires de l'assistance sociale. Pour d'autres participants, les membres de leurs cercles sociaux avaient été ouverts aux discussions et avaient été réceptifs à l'idée que la pauvreté avait des implications néfastes sur la vie des personnes pauvres. Bien que certaines personnes avaient exprimé des inquiétudes et ne croyaient pas à la possibilité de changer les politiques sociales, d'autres se retrouvaient à débattre de la question de la pauvreté afin de mieux comprendre et de développer la conscience de l'opinion publique de la population en général. Le but de cette lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire est de conscientiser le plus de personnes possible. En transformant l'opinion publique et les politiques sociales, il y aura des changements positifs pour les questions de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

La question 7 du tableau de l'annexe F a permis aux participants de faire connaître leurs expériences qui ont un lien avec les personnes dans nos communautés qui sont dépendantes des services communautaires comme la banque alimentaire, la mission et autres repas communautaires qu'ils doivent utiliser pour vivre. Les participants à l'évaluation ont expliqué leur perception de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et de l'assistance sociale dans le but de changer la perception négative qui les accompagne souvent. Ils ont indiqué que l'expérience est dégradante, indignante et humiliante. Tous ont souligné que ce n'est pas une façon de vivre et certaines sont allées jusqu'à affirmer que cela est comparable à une forme de torture. Les participants ont mis

l'accent sur la situation actuelle des assistés sociaux quant à la santé mentale et physique malsaine qui crée une atmosphère apathique, ainsi que l'exclusion régulière que vivent les assistés sociaux, tout cela dans le but de changer l'aspect négatif associé à la condition de ces personnes. Ce ne sont pas des individus qui ne font rien et prennent avantage du système, mais plutôt des personnes qui n'ont pas l'occasion de vivre en santé et d'être des membres actifs des sphères publiques et privées de la communauté.

Finalement, les stratégies de changements doivent être soulignées. Au cours de la session de réflexion, les participants étaient d'accord pour dire qu'il était nécessaire que les assistés sociaux aient plus d'argent pour acheter ce dont ils ont besoin. Ceci n'arrivera pas du jour au lendemain, alors ils ont recommandé d'autres stratégies qui pourraient être mises en œuvre plus rapidement. Les jardins communautaires a été une stratégie populaire; l'augmentation des jardins communautaires et la participation des personnes pauvres créeraient de nouvelles occasions de créer des liens avec d'autres membres dans la communauté et procureraient une plus grande abondance d'aliments nutritifs qu'elles pourraient consommer. De plus, les participants ont discuté d'autres moyens qui permettraient aux individus de se sentir plus à l'aise pour consommer de la nourriture saine. Certaines de ces recommandations sont des cuisines collectives où les individus pourraient faire à manger ensemble et partager leurs expériences, accompagné de sessions pour apprendre comment bien se nourrir à partir d'un budget restreint et enfin avoir des sessions de groupe où les membres d'un tel groupe apprendraient à conserver de la nourriture pour ne pas gaspiller. Ainsi, ils pourraient apprendre à faire des conserves ou déshydrater leurs aliments frais pour en avoir à d'autres temps de l'année. Tout cela ne sont que des pistes de réflexions pour que les personnes pauvres puissent consommer de la meilleure nourriture; ces pistes ne deviennent des actions communautaires qu'à partir de moment où les personnes qui ont des ressources, telles que les capacités intellectuelles ou culturelles à conserver de la nourriture, peuvent les partager avec d'autres en ayant le but de permettre à leur prochain de les appliquer pour lui-même. En partageant son expérience avec son prochain, tout le monde arrive à développer ses propres stratégies pour vivre plus adéquatement.

Une autre stratégie émancipatoire discutée consisterait à développer un réseau social où les personnes à faible revenu pourraient connaître d'autres membres de la communauté. De plus, le réseau social soulignerait les capacités de chacun dans le but de créer des communautés plus inclusives. Cette stratégie s'harmonise bien avec les idées de Rousseau lorsqu'il discute de « plus le lien social s'étend, plus il se relâche, et en général un petit État est proportionnellement plus fort qu'un grand ». (Rousseau, 1964, 386) Bref, plus les prestataires de l'assistance sociale développeront leurs aptitudes, plus ils seront en mesure d'alimenter leur vie communautaire.

Les participants ont discuté d'une dernière recommandation. Celle-ci s'applique aux banques alimentaires. Même si le *Défi* n'était pas une lutte qui visait l'amélioration des banques alimentaires, il y a quand même un lien immédiat qui peut être fait pour améliorer la qualité de la nourriture qui y est distribuée. La banque alimentaire fonctionne avec des dons de nourriture provenant des autres membres de la communauté. Alors, la communauté qui donne doit être consciente des aliments qu'elle offre afin de permettre à la banque alimentaire d'offrir de la nourriture saine. Les participants recommandent de donner de la nourriture qui est meilleure pour la santé plutôt que de donner la première chose qui nous tombe sous la main. Par exemple, au lieu de donner des pâtes blanches, il faudrait donner des pâtes de blé entier.

Les recommandations faites par les participants au *Défi* sont des recommandations que chacun peut essayer d'appliquer pour améliorer la qualité de vie des individus les plus vulnérables. Pour certains, il est nécessaire d'avoir une certaine agence pour développer et diriger des programmes comme les jardins communautaires et les cuisines collectives. Mais pour les dons de produits sains aux banques alimentaires, c'est une petite prise de conscience qui ira loin pour améliorer la qualité de vie pour les plus pauvres de la communauté.

Les informations et les réflexions qui proviennent de l'analyse des blogues alimentent une grande discussion quant aux pistes à suivre pour l'avenir. Faisons un retour sur les questions de recherche afin de partager des découvertes importantes et de souligner des avancements de la cause.

### 3.2 Retour sur les questions de recherche

Prenons maintenant le temps de réfléchir aux questions de recherche. Voici ce que nous avons posé comme question dès le début du projet :

3. Comment les non pauvres décrivent-ils le vécu d'une expérience de conscientisation à la pauvreté dans le cadre d'une démarche d'action sociale?
4. Comment est-ce que l'expérience des non pauvres change leur perspective du problème de la pauvreté pour favoriser un changement social?

La première question souligne comment le processus d'action sociale encourage une expérience de conscientisation des personnes non-pauvres. Si on demande à une personne de décrire une situation dans laquelle elle n'a pas d'expérience, il sera difficile d'avoir une description juste. Les politiques qui gouvernent les prestations d'assistance sociale en Ontario sont déterminées par des fonctionnaires de l'État. Ceci étant dit, ces personnes travaillent et ne vivent pas de l'assistance sociale au moment où les taux sont déterminés. Nous venons de documenter le fait que les prestations d'assistance sociale ne sont pas adéquates pour ceux qui vivent l'expérience de la pauvreté; ils ne sont évidemment pas ceux qui déterminent les taux. Il existe donc deux groupes d'individus : ceux qui développent les politiques et qui ne connaissent pas les conditions de vie concrètes de ceux qui vivent de l'assistance et ceux qui vivent de l'assistance sociale et qui ne décident pas des taux de prestations requises pour vivre adéquatement. Il semble qu'un lien doit être établi dans le but de mener à une compréhension de la problématique et de répondre aux besoins des assistés sociaux.

La démarche du *Défi faites le calcul* crée le lien nécessaire de conscientiser les individus de notre communauté à la problématique pour de meilleurs taux d'assistance sociale. L'action sociale souligne les valeurs de la solidarité qui a pour but de rassembler les individus de la communauté afin qu'ils puissent travailler ensemble pour trouver des solutions efficaces afin de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les solutions pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté seront avantageuses à la communauté entière. Le choix de l'action sociale comme méthode d'intervention sur la question de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire rassemble ceux qui peuvent faire

une différence politique avec ceux qui vivent l'expérience. De plus, le choix de cette méthode est ancré dans les valeurs du service social telles que la justice sociale, le droit de chacun à vivre adéquatement et le respect et la dignité de chaque personne. Le choix de décrire le processus de l'activité par la méthode d'étude de cas permet de cibler l'expérience particulière des participants et d'en faire l'analyse. Cette analyse permet ensuite de faire ressortir les points importants dans le but de tirer des pistes de solutions afin de créer un changement social.

Depuis trop longtemps déjà, la question de la pauvreté revient dans l'actualité sans jamais qu'on lui apporte de solution satisfaisante. Le vécu des prestataires joue un rôle particulier dans la façon dont la question est abordée quant au libéralisme depuis que la grande pensée est que les pauvres ont qu'eux-mêmes à se blâmer pour leur situation. De plus, les contribuables, ceux qui travaillent devraient ne pas avoir à payer d'impôt. Ce que cette action sociale souligne est que la pauvreté n'est pas le résultat du choix d'être paresseux et de ne pas vouloir contribuer. Nuls savons depuis plus d'un siècle que la vraie question est celle des risques sociaux de la vie industrielle ou financière moderne, ainsi que des contextes de reproduction et de socialisation des familles pauvres. L'expérience des participant crée un lien entre les deux monde, celui de la réussite de certain côtoyant la faillite des autres, tout cela dans le but de comprendre d'avantage les obstacles à surmonté afin d'explorer des changements sociaux.

La lutte a connu beaucoup de dynamisme dans la ville du Grand Sudbury avec l'aide des médias traditionnels et sociaux. Ce dynamisme a été ressenti également dans plusieurs régions de la province. Le but des médias était de faire connaître la lutte à d'autres gens afin de mener à une plus grande conscientisation. Le groupe *Put Food in the Budget* indique que plus de 1000 personnes dans la province de l'Ontario ont participé au *Défi*. Ainsi, *Put Food in the Budget* a organisé une équipe provinciale qui incluait des personnes de chaque région. Les participants de l'équipe provinciale avaient des liens particuliers avec ceux qui développaient les politiques d'assistance sociale. L'équipe incluait des députés provinciaux de certaines régions de la province. Le soutien

de ces individus, ainsi que celui des participants ont fortement influencé la direction de la discussion de la pauvreté en Ontario.

Dans le cadre de la première question de recherche, il semble que le processus d'une action sociale a conscientisé les individus non pauvres à la question de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Suite au manque de fonds nécessaires pour encourager la poursuite de la lutte, il a été impossible de concevoir une mobilisation pour créer un changement social. Les résultats du *Défi* ne sont pas perdus; il y a plusieurs recommandations qui peuvent être observées pour la ville du Grand Sudbury. Il y a un réseau de jardins communautaires qui grandit régulièrement et des individus de quartiers défavorisés qui y participent. Un groupe communautaire a organisé un réseau de jardiniers dans le but de semer des aliments pour les banques alimentaires afin de distribuer de la nourriture fraîche aux personnes qui en ont besoin.

La deuxième question de recherche vise à invoquer une nouvelle perspective sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire par le vécu du *Défi*. Imposer une personne à se nourrir uniquement d'un panier de la banque alimentaire pendant une semaine ne semble pas tellement difficile, mais qu'arrive-t-il s'il est impossible de reprendre la consommation des aliments sains? Certains des participants au *Défi* se sont posés cette question et leur réponse était que cette façon de vivre n'est pas adéquate pour eux ou les personnes qui la vivent régulièrement. Si la question a été posée, nous sommes sur la bonne voie. Ce sont des questions comme celle-ci qui indiquent le début d'une délibération collective au sujet de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Cette façon de vivre n'est adéquate ni pour les participants ni pour quiconque d'autre. Au cours de la semaine, les participants ont eu plusieurs occasions de connaître de nouvelles perspectives et ils ont utilisé les informations pour se questionner et pour remettre en question ce qui se passait dans leur communauté. Certains se sont demandés s'ils faisaient seulement du tourisme où s'il y avait la possibilité d'opérer un véritable changement. D'autres ont découvert que certains vivent sans choix jusqu'au point où ils ne sont pas capables d'effectuer des choix nutritifs pour leur propre santé. Ils se sont rendu compte qu'il y avait beaucoup d'indignité, de honte et de gêne liés à une personne

qui manque de ressources. Les questions qu'ont posées les participants font partie des buts que voulait atteindre le *Défi*.

La délibération dans laquelle les participants se sont engagés, en lien avec les autres personnes de leur milieu, permet une meilleure compréhension de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. De plus, cette compréhension très concrète de la pauvreté permet un regard plus critique de la situation, et permet de mieux lutter contre les injustices sociales flagrantes à l'intérieur même de notre communauté. L'engagement des participants dans un dialogue de questionnement permet de découvrir des pistes d'intervention futures et d'encourager une conscientisation plus vaste avec d'autres membres de la communauté.

Dans le cadre de la deuxième question de recherche, les buts ont été atteints de la façon suivante. Les participants ont développé une compréhension plus vaste de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire par leur vécu. Les participants ont vécu des malaises physiques et, ils ont aussi eu honte, se sont sentis gênés et ont eu l'occasion de vivre une perspective négative. Cette nouvelle perspective réduit le jugement et permet l'engagement de chacun ensemble plutôt que de créer une division communautaire.

L'information qui est ressortie de ce projet nous permet de comprendre l'importance des changements qui sont nécessaires au niveau de l'État afin que chacun puisse vivre une vie digne et que les communautés soient plus inclusives. La pratique du travail social nous permet de participer à de tels projets dans le but d'influencer les politiques et de s'engager dans un discours plus global au sujet du bien-être de nos sociétés. En raison du rôle que nous avons pris durant ce projet, nous avons eu l'occasion de faire des liens et des découvertes importants que nous présentons à la prochaine section.

### 3.3 Avancements pour la cause

Dès le début du projet, nous avons cherché des pistes à suivre pour améliorer la condition à l'heure actuelle. Nous avons présenté les modèles de Hobbes, Locke et Rousseau afin de bien comprendre les systèmes philosophico-politiques propres à la modernité occidentale. Il est sous-entendu que nous ne pouvons pas retourner dans le

temps et appliquer un modèle particulier mais nous pouvons ressortir ce qui fonctionne bien et nous appuyer sur cela pour suggérer un système qui est beaucoup plus inclusif.

D'après les commentaires des blogues des participants et les réponses de la session de réflexion, les thèmes sous-jacents sont alignés avec le courant de pensée de Jean-Jacques Rousseau. Les participants affirment souvent que nous devons vivre ensemble et notre situation financière ne nous différencie guère d'autrui. Il est très clairement souligné par les participants au *Défi* que chacun a ses propres problèmes, mais cela n'est pas une raison de ne pas être capable de se nourrir efficacement.

Dans l'ensemble de ses écrits politiques, Rousseau souligne l'importance de la solidarité. Solidaire, la communauté a la capacité de se soutenir si l'intérêt est celui du plus grand nombre. Cela implique plus de partage de ressources et moins d'occasions qu'un petit nombre de personnes ait accès à un grand nombre de ressources. Dans le passé, le Canada a été capable de répartir plus équitablement les ressources avec le système social de l'État providence. L'État providence a eu un impact très positif sur le fonctionnement de la société en favorisant l'étendue de la distribution des richesses par le biais de nombreux programmes sociaux entre 1945 et 1975. Toutefois, le retrait de l'État providence et le retour du libéralisme du marché et de la dérèglementation depuis une trentaine d'années, a fait reculer de manière très importante la redistribution des richesses, où les grandes corporations n'assument pas leur devoir de payer des impôts pour soutenir les programmes sociaux qui visent la redistribution des richesses.

Alors, que proposons-nous en tant que direction? Au cours de la lutte du *Défi*, plusieurs suggestions pour un meilleur système ont été suggérées. Voici les pistes stratégiques et les recommandations faites par le groupe du *Défi* :

- Exiger le versement d'une prime de 100\$ pour les personnes bénéficiant de l'assistance sociale pour qu'elles puissent se procurer de la nourriture saine. Ensuite, réviser le coût de la vie pour chaque ville dans le but de donner un montant d'argent adéquat pour que les bénéficiaires de l'assistance sociale ne doivent pas choisir entre payer leur loyer ou acheter de la nourriture.

- Verser des subventions publiques et privées pour fournir du soutien aux programmes communautaires qui aident les personnes et les familles à faible revenu à se procurer de la nourriture saine à travers les cuisines communautaires et les jardins communautaires.

- Avoir une meilleure compréhension de la vie sur l'assistance sociale – cela encouragera un climat d'empathie afin d'encourager chacun à participer à une vie communautaire.

- Au lieu de donner des items non voulus à la banque alimentaire, prendre conscience du don qui est fait et donner des aliments frais et sains pour que les personnes dans le besoin puissent quand même se nourrir de façon adéquate.

- Créer des programmes d'aide aux personnes en situation de précarité pour qu'elles puissent avoir les compétences nécessaires pour s'actualiser.

- Commencer des discussions communautaires aux milieux des agences communautaires qui incluent les bénéficiaires de l'assistance sociale dans le but de créer des programmes qui soutiennent les personnes qui reçoivent des revenus bas.

- Prendre conscience collectivement (chaque membre de la communauté) de ce que les partis politiques présentent dans leur plateformes et prendre des décisions qui supporte la collectivité plutôt qu'un petit groupe privilégié; les problèmes sont mieux surmontés en groupe qu'individuellement.

- Chaque membre de la communauté doit prendre conscience de son propre discours quant aux préjugés liés à la pauvreté dans le but d'être conscient de l'impact négatif que cela propage parmi les autres membres de la communauté incluant les enfants.

Même si ces recommandations ne sont pas toutes des changements à long terme qui doivent commencer avec le gouvernement et ses politiques, elles soulignent des changements importants qui peuvent commencer au sein de nos communautés. Ce que ce projet représente est une prise de conscience d'un problème urgent. La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont des problèmes qui touchent tout le monde. La pauvreté nous coûte non seulement en fonction de nos systèmes de santé, économique, correctionnel et d'éducation, mais elle nous coûte aussi en fonction de notre sens moral et de nos valeurs

sociales. La philosophie de la solidarité nous permet de trouver des solutions qui nous engagent à nous entraider afin que nos communautés puissent retrouver le sens de vivre ensemble qui est tellement fondamental dans les valeurs du Canada.

Ce que nous présentons dans la prochaine section discute précisément de nos valeurs et du changement qu'elles subissent au détriment de la prospérité de l'économie canadienne.

### 3.4 Partage de découvertes importantes

Depuis le *Défi faites le calcul* au mois d'octobre 2010, il y a eu certains moments significatifs qui ont influencé de façon particulière la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les événements incluent l'élection provinciale en 2011, deux budgets axés sur des politiques d'austérités (provinciale et fédérale) ainsi qu'une visite d'un représentant des Nations-Unies. De plus, le Conseil national du bien-être du Canada a publié un rapport qui souligne que :

un grand nombre de Canadiens et de Canadiennes craignent que la réduction de la pauvreté passe par un accroissement des dépenses à l'égard des gens vivant dans la pauvreté qui minerait la situation des autres. Or, une recherche croissante et l'expérience en la matière indiquent une tout autre chose : que tout le monde tire avantage de l'investissement dans la réduction de la pauvreté. (Conseil national du bien-être du Canada, 2011, 1)

Regardons brièvement l'influence de ces événements.

#### 3.4.1 L'élection provinciale 2011

Le *Défi faites le calcul* s'est développé un an avant une élection provinciale en Ontario. Cela fut une décision stratégique pour essayer de faire pression sur les partis politiques afin qu'ils favorisent un changement aux structures de l'assistance sociale. Le *Défi* a donné naissance à un mouvement plus intense sous le nom de *Poverty Free Ontario*. Les conseils de planification sociale et autres groupes communautaires s'étaient organisé avec un minimum de fonds dans leur travail contre la pauvreté en Ontario. Pour être visible dans les communautés, *Poverty Free Ontario* organisé des conversations communautaires, des rassemblements pour délibérer la question de la pauvreté et dans le

cas de la ville du Grand Sudbury, des pancartes ont été placées dans des lieux stratégiques pour faire la promotion de la cause. Les membres de *Poverty Free Ontario* avaient les informations du *Défi* ainsi que celles de plusieurs articles et de rapports qui indiquaient que la pauvreté n'était souhaitable pour personne et voulaient publiciser sa lutte à la veille de l'élection provinciale. Le but était de convaincre le Parti libéral de l'Ontario que le niveau de pauvreté devait être diminué pour améliorer la situation des résidents de la province de l'Ontario.

Le 6 octobre 2011, l'élection provinciale a pris place avec les préoccupations majeures du système de santé, l'état fiscal et l'environnement pour les trois partis dominants (Fasken, Martineau, DuMoulin, 2011). Les plateformes présentées mettaient beaucoup d'emphasis sur l'économie dans le but de créer des emplois et d'offrir plus d'éducation et des programmes d'apprentis accessibles. Chacun des partis proposait des réductions d'impôts pour les corporations ainsi que des crédits d'impôts pour rendre l'Ontario plus attrayante pour les entreprises, de manière à favoriser un climat de croissance économique. Dans le cadre du soutien pour les personnes et les familles à faible revenu, le Parti Libéral s'engage à continuer de mettre en œuvre les programmes de pleine journée pour les enfants en maternelle partout dans la province. Il s'engage également à réduire les frais de scolarité pour rendre l'éducation postsecondaire plus accessible. Le Parti Libéral s'est engagé à revoir l'assistance sociale dans le but de travailler avec les municipalités afin de développer plus de logements abordables et de déterminer les objectifs de la réduction de la pauvreté. Le Parti Conservateur s'est engagé à réduire les bourses pour étudiants étrangers dans le but de garder plus de fonds pour les étudiants de l'Ontario. Dans le cas de l'assistance sociale, le Parti conservateur a proposé que les bénéficiaires de l'assistance sociale soient obligatoirement résidents de l'Ontario depuis au moins une année avant d'être éligibles au versement de prestation. Le Nouveau Parti démocratique proposait de créer un plan de pension pour venir en aide aux personnes sans pension de retraite d'un employeur. Le NPD s'était aussi engagé à réduire les récupérations d'assistance sociale pour les bénéficiaires du programme ontarien pour personnes handicapées quand elles sont en transition vers le marché du

travail. Il proposait aussi d'indexer les primes d'assistance sociale pour les bénéficiaires du programme « Ontario au travail », au taux d'inflation. Enfin, le NPD s'était engagé à suivre les recommandations de la commission pour la revue de l'assistance sociale. (Fasken, Martineau, DuMoulin, 2011) Cela n'est qu'un bref aperçu des plateformes des partis politiques, mais quand même des objectifs importants à retenir. Le Parti Libéral a fait élire un gouvernement minoritaire.

#### 3.4.2 Le rapport Drummond et le Budget provincial 2012

Les questions de l'assistance sociale et de la pauvreté sont encore des objectifs importants d'après *Poverty Free Ontario*. Par contre, en 2012, le rapport Drummond, du nom de cet économiste en chef de la banque Toronto-Dominion, et le budget qu'a présenté le gouvernement libéral indiquaient que la question de la pauvreté en Ontario avait perdu de son importance. Il semble que, depuis quelque temps, les objectifs les plus importants sont l'économie et la restauration du déficit. Les propositions du rapport Drummond seront néfastes pour les pauvres en Ontario.

Le rôle du rapport Drummond était d'identifier des recommandations pour rétablir le déficit de la province. Le rapport proposait une série de réductions dans certains programmes sociaux afin de moins dépenser d'argent. Voici quelques exemples proposés par le rapport :

- Exiger une somme d'argent pour des crédits supplémentaires à de l'école secondaire;
- Diminuer le montant de fonds dépensé pour les médecins et les hôpitaux et trouver des professionnels et des services communautaires moins chers;
- Comprimer certains programmes universitaires;
- Terminer ou rediriger les réductions en frais de scolarité de 30% pour les étudiants à faible revenu;
- Limiter l'assurance santé des personnes âgées qui ne sont pas à faible revenu;
- Geler le programme ontarien pour le soutien des enfants à 1,100\$;

- Réduire les dépenses envers les programmes sociaux (incluant l'assistance sociale) de 0.5%, ce qui est moins que le taux d'inflation;
- Mettre fin ou revoir les subventions pour les coûts d'électricité.

Les recommandations du rapport Drummond sont celles qui guident le gouvernement libéral à créer le Budget provincial 2012. Ce budget a été controversé. Les mesures d'austérité contenues dans le Budget sont inquiétantes. Le rapport Drummond propose que le gouvernement libéral prenne une direction budgétaire qui favorise l'économie et réduise le déficit de la province. Le Budget n'a pas proposé de solutions pour les personnes et les familles à faible revenu. Les libéraux se sont quand même engagés à donner plus de financement aux familles pauvres mais à rythme plus lent.

Janet Gaspirini, la directrice générale du Conseil de planification sociale de Sudbury, est fortement déçue de l'orientation du Budget 2012. Il gèle les taux d'assistance sociale et ralentit les plans pour le programme ontarien de soutien pour enfants. Mme Gasparini souligne les implications que cela aura sur une population déjà vulnérable, qui n'a déjà pas les capacités financières pour bien subvenir à ses besoins. Elle indique que les dépenses alimentaires et en électricité ne restent pas les mêmes, ce qui fait en sorte que le défi pour ces personnes sera encore plus grave (Northern Life, mars 2012).

Ce que Mme Gaspirini souligne est important; les personnes bénéficiaires de l'assistance sociale ne sont pas en mesure de bien se nourrir à l'heure actuelle. Sans une hausse de taux d'assistance sociale, ces personnes auront encore plus de problèmes, tels que des problèmes de santé mentale et physique, des problèmes sociaux et des problèmes communautaires. Cela indique que le gouvernement libéral n'a pas choisi de considérer les résultats de la lutte du *Défi faites le calcul* et que la prospérité de chacun n'est pas au cœur de ses décisions fiscales.

### 3.4.3 Le Budget fédéral 2012

Le Budget fédéral 2012 prend également une position d'austérité. Le gouvernement fédéral conservateur propose un budget qui « soutiendra l'économie et donnera une sécurité financière pour le futur » (Gouvernement du Canada, Budget 2012). Le but du Budget est favoriser le développement de l'économie du pays afin qu'elle prospère à long terme et de réduire les dépenses gouvernementales pour diminuer le déficit du pays. Il s'agit là d'une version canadienne de la politique néolibérale dite *trickel down economics*, où la croissance économique des riches favoriserait, à terme, même les plus pauvres.

Le Budget propose plusieurs projets de recherche dans le but de mieux comprendre l'économie et les pratiques pour assurer sa prospérité. De plus, le gouvernement fédéral est intéressé à fournir son soutien aux entreprises et de réduire les dépenses dans le but d'équilibrer le système et de réduire le déficit national. Avec les propositions du Budget, il y aura de graves répercussions sur la population à faible revenu partout au Canada.

Les conservateurs proposent de cibler des changements pour le programme de chômage dans le but d'encourager les personnes à retourner au marché du travail et de créer des liens rapides entre travailleurs et emplois. (Gouvernement du Canada, Budget 2012) Les conservateurs tentent de fournir des lignes directrices plus rigides qui rendront le processus d'application pour le chômage plus difficile. Alors, les personnes qui perdent leur emploi seront obligées de trouver un autre emploi le plus rapidement possible et elles auront à se contenter d'un emploi moins payant. De plus, les personnes qui font du travail saisonnier n'auront plus la possibilité de réclamer du chômage hors saison. Donc, ceux qui travaillent dans des régions qui permettent seulement du travail saisonnier auront à se déplacer pour obtenir un autre emploi.

Quant à la durabilité des programmes sociaux au Canada, les conservateurs ont augmenté de l'âge de retraite de 65 ans à 67 ans. Le premier ministre Stephen Harper explique qu'avec la quantité de personnes qui se retrouvent à l'âge de retraite, le programme d'assistance sociale pour les personnes âgées ne sera pas solvable pour les

générations à venir. Donc, d'ici le mois de janvier 2019, les personnes ayant 65 ans n'auront plus l'occasion de recevoir des fonds supplémentaires du gouvernement avant l'âge de 67 ans. Cela fait en sorte que les programmes d'assistance sociale provinciaux auront à fournir du soutien aux individus pour deux ans supplémentaires.

En dernier lieu, les conservateurs proposent d'investir dans les marchés d'échange étranger qui favorise la place de l'entreprise privé au détriment des politiques étatiques, bref, la philosophie de Locke plutôt que celle de Rousseau.

Selon le rapport Drummond, le Budget provincial 2012 et le Budget fédéral 2012, les priorités sont claires : la prospérité économique, la réduction du déficit et un regard critique des dépenses, en particulier pour les programmes qui aident les personnes à faible revenu. Il semble que ce qui est important à l'heure actuel est l'intérêt des grandes corporations depuis qu'ils n'ont pas à déboursier des impôts proportionnellement à leur revenue annuel. Mais pour l'individu, un être vivant, il n'y a pas de considération profonde qui garantie ce qui est essentiel pour vivre convenablement. Le vécu de nos communautés ne ressemble plus au temps de l'État providence ou chacun avait un intérêt au bien être de son prochain. À l'heure actuelle l'intérêt est privé et individuel. Les valeurs de Locke sont mises en relief depuis que les riches s'occupent d'eux même et les autres membres de la communauté se retrouve à vivre en difficulté.

#### 3.4.4 La question d'insécurité alimentaire et l'ONU

Au mois de mai 2012, le journal *National Post* rapportait que le Canada avait reçu une visite d'Oliver De Schutter, un représentant spécial des Nations-Unies. Ce qu'il a rapporté au sujet de la situation d'insécurité alimentaire au Canada est triste.

Lors de sa visite au Canada, De Schutter a eu l'occasion de rencontrer des familles bénéficiaires de l'assistance sociale indiquant qu'elles ne ~~pouvaient~~ acheter de la nourriture saine pour leurs enfants, car elles n'avaient pas suffisamment d'argent. De plus, il a rencontré des communautés amérindiennes du nord du Manitoba et de l'Alberta qui vivent dans des conditions désespérées (National Post, mai 2012). Le pire est que son rapport indique qu'il y a 900,000 ménages, soit 2,5 millions de Canadiens qui vivent

l'insécurité alimentaire. Il a dit que cette situation était « inexcusable pour un pays si riche. » (National Post, mai 2012)

Le gouvernement conservateur a refusé de rencontrer De Schutter. Ce dernier a indiqué que « cela n'est pas la norme et c'est la tradition de rencontrer les ministres aux cours d'une mission comme celle-ci. » (National Post, mai 2012) De plus, puisqu'il n'a pu rencontrer les ministres pour discuter la situation, il n'a pas été possible de trouver des solutions. (National Post, mai 2012)

La situation de l'insécurité alimentaire au Canada est évidemment urgente, du fait que les Nations-Unies puissent rédiger un rapport indiquant que plus de deux millions de Canadiens vivent sans avoir suffisamment de nourriture. Ce qui est également inquiétant, c'est le manque d'intérêt du gouvernement conservateur envers la sévérité de la situation. Puisqu'il n'a pas voulu rencontrer De Schutter, le gouvernement conservateur semble donner le message qu'il n'est pas particulièrement intéressé à trouver des stratégies pour mettre fin à l'insécurité alimentaire. De Schutter a indiqué que « le Canada doit arrêter d'avoir une attitude pharisienne car le bilan qu'a le Canada pour adhérer de façon sérieuse aux recommandations des Nations Unis est effrayant. » (National Post, mai 2012)

Il est triste de savoir qu'il y a tellement de personnes et de familles souffrant d'insécurité alimentaire au Canada et que le gouvernement que nous avons choisi n'a pas de préoccupations à trouver des stratégies pour éliminer le problème. Au Canada, il y a assez de nourriture pour que chacun puisse bien se nourrir, mais d'après ce que démontre le gouvernement conservateur, avec le refus d'une rencontre avec les Nations-Unies, le problème ne lui appartient pas.

Évidemment, c'est décevant de ne pas avoir été capable de conscientiser les personnes nécessaires pour effectuer un changement au niveau de la philosophie des politiques au Canada. Dans la prochaine section, nous ferons une discussion au sujet des limites du projet ainsi que les limites du projet de recherche.

### 3.5 Limites du projet et de la recherche

En dépit de ses succès, la lutte n'a pas eu l'influence nécessaire pour faire un changement au niveau des politiques. Depuis la loi de 2009 sur la réduction de la pauvreté, le gouvernement libéral de l'Ontario s'est engagé à créer un comité pour revoir les taux. Cela a été fait, mais les recommandations du groupe ne peuvent pas être mises en œuvre, car le gouvernement libéral a gelé pour deux ans les taux d'assistance sociale faisant partie de leur budget 2012. Ainsi, le dynamisme du *Défi* s'est rapidement estompé car sa continuité n'était pas possible à cause d'un manque de fonds. Même s'il y a eu un certain décrochage, plusieurs Conseils de planification sociale ont choisi de continuer à lutter sous le nouveau nom de *Poverty Free Ontario*. Le mouvement a eu une certaine influence mais sans des fonds réguliers et des luttes régulièrement publiques, la question de la pauvreté est un problème persistant.

Cette situation présente également des limites pour cette recherche. Évidemment, il y a des limites méthodologiques telles que la source dont viennent les données. Il y a également des limites dans le but de la recherche. Bien qu'il y ait eu des très bonnes discussions, ainsi l'occasion de délibérer collectivement au sujet de la pauvreté et des changements au niveau des communautés, nous n'avons pas été capable d'insuffler un changement au niveau des politiques sociales. Toutefois, en donnant vie à la question de la pauvreté par des projets comme celui-ci, il y a quand même l'espoir que cette question se retrouve sur le « radar » des personnes qui peuvent inspirer un changement.

## CHAPITRE 4 : Conclusion

Le but de ce mémoire était de développer et de publiciser un processus de délibération communautaire afin de comprendre le vécu de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et parvenir ainsi à dégager des stratégies pour forcer l'adoption de politiques de prestations sociales adéquates au maintien d'une vie digne, y compris dans la satisfaction des besoins alimentaires. Le *Défi faites le calcul* a permis à des personnes non pauvres de la communauté de vivre les conditions de vie des prestataires de l'assistance sociale. Cela leur a permis de mieux comprendre les conditions réelles de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Le *Défi* a aussi créé un espace où les membres de la communauté, pauvres ou non pauvres, ont pu se réunir et échanger sur les manières de mieux travailler ensemble pour forcer une réforme des politiques de l'assistance sociale.

Étant donné que ce mémoire a été produit dans le cadre d'une maîtrise en service social, il est important de souligner les liens entre les valeurs de la pratique et le but de cette activité. Le *Défi faites le calcul* est un processus d'action sociale qui a un lien direct aux valeurs de justice et de transformation sociale, ainsi qu'à la dignité et le respect de chacun. À partir de ma position en tant que travailleuse sociale, cette activité m'a permis de réfléchir et d'exercer plusieurs compétences ancrées dans la pratique du service social. Par exemple, de s'opposer aux préjugés et à la discrimination des personnes et groupes vulnérables, lutter pour le développement social, agir collectivement. Cela permettrait à chaque individu de développer son potentiel et de participer activement à la vie sociale, de manière à pouvoir tirer sa part de l'enrichissement collectif. (Richard, 2013, 3) De plus, cette activité a permis d'identifier les lois, les règlements, les mesures et les politiques sociales, « ainsi que les contextes organisationnels et pouvoir prendre en considération leur impact sur la pratique et sur les enjeux éthiques potentiels ou avérés ». (OTSTCFQ, 2012, 17) L'activité du *Défi* a également permis de créer des liens entre la pratique du service social et des modèles théoriques de philosophies politiques (conservatisme, libéralisme, socialisme) présentés dans le but de questionner le modèle d'organisation sociale actuelle et de délibérer la

question de la pauvreté au regard d'un modèle d'organisation sociale moins individualiste et exclusif.

Jean Jacques Rousseau discute souvent dans son modèle de gouvernance socialiste l'importance de la participation de chacun dans la vie communautaire. Il souligne ainsi le rôle que doit jouer l'État dans la gouvernance de la vie communautaire afin que chaque citoyen puisse satisfaire ses besoins essentiels. Le Canada a vécu un temps où chacun pouvait bénéficier d'aide financière en cas de besoin. Évidemment, le modèle social démocrate d'État providence qui avait pris le relais après l'échec monumental du modèle libéral du XIXe siècle était couteux. Face aux pressions continues des divers idéologues et groupes d'intérêt privés, les différents gouvernements occidentaux ont, dès le début des années 1980, réintroduit les mesures qui allaient progressivement éroder les politiques sociales de l'après-guerre de la Deuxième Guerre mondiale et réaligner le modèle d'organisation social sur la doctrine libérale.

Dans le rapport « Sens et sous » du Conseil national du bien-être, il est indiqué que « la gouvernance importe également lorsque de grands problèmes sociaux ou économiques surviennent, et, bien souvent, plus le problème est important, plus le gouvernement doit jouer un rôle. » (Conseil du bien-être national, 2011, 79) Le rôle que doit jouer l'État en situation d'urgence est celui de trouver des solutions pour chacun plutôt que pour un groupe particulier. Rousseau indique que l'État a le rôle d'assurer que chacun ait ce dont il a besoin et participe activement aux activités communautaires. Mais ce rôle de l'État est mis en pratique de diverses manières, selon l'orientation philosophique du gouvernement qui gère les affaires de l'État. À l'heure actuelle, le rôle que jouent le gouvernement libéral (État provincial) et le gouvernement conservateur (État fédéral) en est un qui favorise l'économie et la prospérité de l'intérêt privé, au-delà des nécessaires solidarités collectives. C'est donc dire que c'est au niveau macro-social que les politiques dominantes sont libérales, ou, plus précisément, néolibérale, en ce que la philosophie politique dominante vise un rôle restreint de l'État dans son rapport à l'individu. Malgré que les divers gouvernements indiquent qu'ils font des efforts pour aider les personnes vulnérables dans leurs plateformes politiques, cela n'est pas du tout

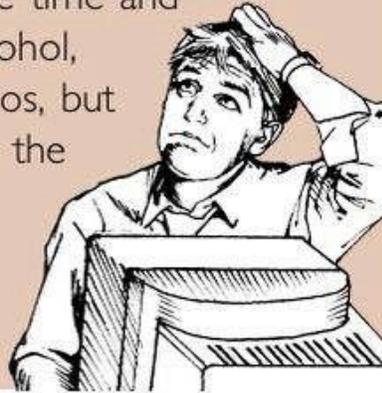
apparent dans les résultats. Ce qui se répète dans leurs discours est leurs préoccupations concernant l'économie, la prospérité et le maintien d'une forme d'État minimal et que de la prospérité découlera nécessairement une diminution de la pauvreté. Le résultat de ces politiques est la polarisation des richesses, et donc l'accroissement de la pauvreté et le coût d'autres programmes sociaux tels que la santé et l'éducation. Avec plus d'argent, les personnes pauvres pourraient mieux se nourrir, se trouver un logement adéquat et avoir les ressources nécessaires pour entreprendre un retour vers le marché du travail. En même temps, elles auraient moins de problèmes de santé physique et mentale, elles seraient moins susceptibles de commettre des crimes et elles seraient capables de mieux réussir à l'école. Si chacun a les mêmes chances de réussite, cela nous rapprocherait d'autant d'une société démocratique où le bien-être de chacun remplace l'intérêt privé. Il est important de puiser dans les forces existantes pour mobiliser de plus grands changements quant aux stratégies de réduction de la pauvreté. D'après le rapport « Sens des sous », « la majorité des Canadiens et Canadiennes vivent maintenant dans une province dotée d'une stratégie de réduction de la pauvreté. D'autres provinces et territoires s'orientent dans cette direction. » (Conseil du bien-être national, 2011, 81) Dans le but d'avoir du succès à long terme, il serait important d'avoir l'engagement du gouvernement fédéral. Donc, la coordination entre chaque palier de gouvernement est importante afin d'avoir le partage des ressources, mais pour assurer le partage de ressources entre les paliers gouvernementaux il doit avoir l'établissement d'un système où le bien-être du plus grand nombre est le plus important. Cela nous rapporte au questionnement du début de ce mémoire. La pauvreté est la responsabilité de qui? Seulement de l'individu ? Seulement de la communauté ? Seulement de l'État? Nous savons que les individus doivent se prendre en charge et les communautés doivent les supporter, mais le rôle de l'État est majeur dans la reconstruction de notre filet de sécurité. Afin que les ressources soient disponibles pour la redistribution les corporations doivent prendre part financièrement dont leur contribution a un impact positif dans la redistribution des ressources. Il y a tant de richesse au Canada que nous sommes en peine de trouver une raison à la pauvreté.

La principale raison qui permet de comprendre et d'expliquer la pauvreté réside dans le fait que l'État ne force pas les riches à payer des impôts proportionnels à leur revenu annuel. Afin de distribuer la richesse, les riches doivent soutenir les plus démunies. Nous devons créer des conditions convenables, telle que les personnes qui se retrouvent en situation de précarité puissent continuer à vivre dignement. La richesse du 1% des plus riches de la population, voire la richesse de premier 10% des plus riches doit être mieux répartie au sein de l'ensemble de la population. La pauvreté nous concerne tous, nous devons prendre conscience que le bon fonctionnement de nos communautés dépend non seulement de chacun et de chacune, mais que le bien-être du plus grand nombre est une responsabilité collective, une responsabilité politique, et donc une responsabilité étatique qui doit s'exercer dans la mise en forme de programme sociaux qui ont pour norme ce que Hobbes nommait le Commonwealth, et ce que Rousseau nommait le bonheur du plus grand nombre, et que nous avons qualifié de bien-être collectif.

Les connaissances nécessaires pour réduire la pauvreté partout au Canada sont disponibles; la bonne volonté et la persistance sont essentielles pour effectuer un changement. Il faut incorporer ce qui fonctionne des modèles de gouvernance, travailler ensemble et choisir de vivre de façon solidaire. Ce projet de mémoire, fait dans le cadre d'une maîtrise en travail social, a comme but de développer une façon d'améliorer la qualité de vie des plus vulnérables et de créer un sens plus égalitaire entre les personnes qui habitent dans les communautés. Comme la justice et la transformation sociale sont des valeurs de base, je vous encourage à prendre conscience des problèmes sociaux qui nous touchent en tant qu'individus. Résoudre ces problèmes nous aiderait à retrouver la capacité de vivre ensemble et une qualité de vie adéquate pour chacun. Le bien-être de chacun peut être compromis si nous vivons individuellement, mais ensemble, nous avons les capacités d'assurer une qualité de vie digne et adéquate pour nous-mêmes et pour nos prochains... Pensez-y!

ANNEXE A  
STIGMATISATION DES PERSONNES SUR LE BIEN-ÊTRE SOCIAL À  
L'INTERNET

How come people on welfare can somehow find the time and money to get alcohol, smokes and tattoos, but can't seem to do the same for birth control?



someecards  
user card

Congratulations on your huge tax return after sitting on your ass all year long. Now you can pretend like you're not white trash for a few weeks.



ROTTENCARDS  
USER CARD

For all of the taxes they take out of my paycheck, the least they could do is send me a picture of the lazy bastards I'm supporting so I can put them on my desk.



ANNEXE B  
PANIER DE PROVISION NUTRITIVE



# Le panier à provisions nutritif

Le coût de l'alimentation dans les districts de Sudbury et de Manitoulin

2010

Chaque année, le Service de santé publique de Sudbury et du district doit évaluer le coût de la saine alimentation en utilisant le Protocole concernant le Panier à provisions nutritif (PPN). Année après année, les résultats montrent que les familles à faible revenu ont de la difficulté à payer leur loyer, leurs factures et à acheter des aliments sains. Ce rapport présente les difficultés des gens qui vivent avec l'aide sociale ou à faible revenu et ce que l'on peut faire pour les aider.

Le PPN est une liste de 67 aliments, dont les prix ont été évalués dans neuf épiceries des districts de Sudbury et de Manitoulin. Les aliments de cette liste sont basés sur les habitudes d'achat d'aliments moyennes des Canadiens et les recommandations sur la nutrition de *Bien manger avec le Guide alimentaire canadien*.

Les résultats du PPN servent à déterminer le coût des aliments sains pour les personnes et familles vivant dans diverses situations (voir Tableau 1). L'analyse de 2010 permet de constater qu'il en coûte 171 \$ par semaine (740 \$ par mois) pour nourrir une famille de quatre personnes (deux parents, deux enfants) dans les districts de Sudbury et de Manitoulin.

## Les coûts sont trop élevés ...

Pour bien des gens dans notre communauté, le coût d'achat des aliments sains dépasse leur budget familial, et le manque de logements abordables et de moyens de transport viennent souvent compliquer les choses.

Le défi *Do the Math Challenge* est une initiative pour sensibiliser les gens au problème de la faim en Ontario et montrer le besoin d'un supplément alimentaire de 100 \$ pour les gens vivant de l'aide sociale. Un des volets de cette campagne provinciale est d'inviter les leaders et personnes connues de la communauté à vivre seulement avec le contenu normal d'un panier de banque alimentaire pendant une semaine. Dernièrement, plus de 20 participants de la région du Grand Sudbury ont pu vivre personnellement les obstacles quotidiens de nombreux individus dans notre communauté.

« J'ai participé au défi pour mieux comprendre les obstacles auxquels font face les gens à faible revenu sur le plan de la santé. Les gens doivent être capables d'acheter des aliments sains pour eux et leurs enfants. »

*D<sup>re</sup> Penny Sutcliffe, médecin-hygiéniste du Service de santé publique de Sudbury et du district*

Le gouvernement provincial a adopté récemment des mesures positives pour aider à régler les problèmes de pauvreté. L'enquête annuelle du PPN montre qu'il reste encore beaucoup de choses à faire. Le Service de santé publique de Sudbury et du district demande à la province de réviser les programmes d'aide sociale afin de refléter le coût réel des modes de vie sains, y compris des aliments nutritifs, des moyens de transport accessibles, et des logements abordables pour s'assurer que tous les Ontariens et Ontariennes puissent faire les bons choix pour leur santé. Ceci inclurait un supplément alimentaire de 100 \$ par mois aux prestations d'Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.

## Comment pouvez-vous aider?

**Parlez** des problèmes qui vous préoccupent! Si vous êtes convaincu que tout le monde devrait avoir accès à des aliments sains et abordables – **donnez votre opinion.**

**Remplissez** le questionnaire en ligne *Do the Math* pour soutenir la campagne provinciale *Put Food in the Budget*.

**En vous renseignant** sur les causes fondamentales de la pauvreté et de la faim et en participant aux efforts locaux pour soutenir la *Stratégie de réduction de la pauvreté de l'Ontario*.

**Contribuez** aux organismes locaux qui s'occupent de sécurité alimentaire en soutenant les programmes et réseaux listés dans le répertoire *Sudbury and Manitoulin Districts' Community Food Security Directory 2010*.

**Tableau 1 : Y a-t-il assez d'argent pour manger des aliments sains?**

	Ménages avec des enfants				Ménages avec une seule personne		
	Scénario 1 Famille de quatre, Ontario au travail	Scénario 2 Famille de quatre, gagne le salaire minimum (à temps plein/ toute l'année) <sup>j</sup>	Scénario 3 Famille de quatre, gagne un salaire moyen en Ontario (après impôts) <sup>k</sup>	Scénario 4 Parent seul avec 2 enfants, Ontario au travail	Scénario 5 Ménage d'une personne, Ontario au travail	Scénario 6 Ménage d'une personne, POSPH	Scénario 7 Ménage d'une personne, SV/SRG
	<b>Revenu</b>						
<b>Revenu mensuel total</b>	1 908 \$ <sup>a,c,d</sup>	2 514 \$ <sup>c,d,e,f,g</sup>	5 775 \$ <sup>e,f</sup>	1 757 \$ <sup>a,c,d</sup>	606 \$ <sup>a,d</sup>	1 071 \$ <sup>a,d</sup>	1 201 \$ <sup>b,d</sup>
	<b>Dépenses</b>						
<b>Loyer (appartements, une pièce – 3 chambres; peut inclure ou non les services publics)<sup>h</sup></b>	942 \$	942 \$	942 \$	823 \$	502 \$	502 \$	677 \$
<b>Nourriture (Panier à provisions nutritif)<sup>i</sup></b>	740 \$	740 \$	740 \$	561 \$	248 \$	248 \$	182 \$
<b>Revenu mensuel restant pour les autres dépenses<sup>l</sup></b>	226 \$	832 \$	4 093 \$	373 \$	-144 \$	321 \$	342 \$

**Scénarios :**

- **Scénario 1 :** 2 adultes (homme et femme de 31 à 50 ans), 2 enfants (filles de 8 ans, garçon de 14 ans); prestataires d'Ontario au travail (OT).
- **Scénario 2 :** 2 adultes (homme et femme de 31 à 50 ans), 2 enfants (filles de 8 ans, garçon de 14 ans); revenu basé sur un travailleur au salaire minimum, 40 h/sem., 10,25 \$/h.
- **Scénario 3 :** 2 adultes (homme et femme de 31 à 50 ans), 2 enfants (filles de 8 ans, garçon de 14 ans); revenu basé sur le revenu moyen en Ontario pour un couple avec enfants, en utilisant le revenu après impôts 2005.
- **Scénario 4 :** 1 adulte (femme de 31 à 50 ans), 2 enfants (filles de 8 ans, garçon de 14 ans); prestataires d'Ontario au travail.
- **Scénario 5 :** 1 adulte (homme de 31 à 50 ans); prestataire d'Ontario au travail.
- **Scénario 6 :** 1 adulte (homme de 31 et 50 ans); Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).
- **Scénario 7 :** 1 adulte (femme de plus de 70 ans); revenu basé sur la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti (SV/SRG).

**Sources des données pour le calcul des revenus et dépenses :**

- a) Prestations maximales de base et pour le logement. OT et POSPH. En mai 2009.
- b) [Programme de la Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti \(SV/SRG\)](#). En mai 2009.
- c) Le maximum de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, le supplément de la Prestation nationale pour enfants, et la Prestation ontarienne pour enfants. En vigueur de juillet 2009 à juin 2010.\* [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca)
- d) Crédit de la TPS fait sur une base trimestrielle, mais calculé sur une base mensuelle. Les chiffres sont tirés du Tableau sur les lignes directrices de la TPS. En vigueur de juillet 2009 à juin 2010.\* [www.cra-arc.gc.ca](http://www.cra-arc.gc.ca)
- e) [Cotisations à l'assurance-emploi\\*](#)
- f) [Régime de pensions du Canada\\*](#)

g) [Calculateur en direct de la Prestation fiscale pour le revenu de travail\\*](#)

h) [Rapport sur le marché locatif](#). Société canadienne d'hypothèques et de logement, printemps 2010. Loyer moyen des appartements.

i) Résultats du Panier à provisions nutritif 2010, le Service de santé publique de Sudbury et du district. On inclut des facteurs d'ajustement de la taille de la famille dans le calcul.

j) [Le salaire minimum\\*](#)

k) Revenu médian d'un couple avec enfants.

Référence : [Statistique Canada. 2007. Ontario \(tableau\). Profil des communautés de 2006. Recensement de 2006. Statistique Canada catalogue no 92-591-XWE. Ottawa. Publié le 13 mars 2007.\\*](#)

l) Les autres dépenses « de base » après le loyer et l'alimentation comprennent le téléphone, le transport, les frais de garde d'enfants, les articles ménagers et personnels, les vêtements et les fournitures d'école. De plus, d'autres dépenses courantes dans bien des foyers incluent le transport privé (une voiture), le coût d'achat et d'entretien d'une maison, les animaux domestiques, l'achat de matériel de lecture, sortir manger à l'extérieur ou avoir des invités.

Référence : [Statistique Canada. 2008. Les habitudes de dépenses au Canada. Catalogue no 62-202-X. Ottawa.](#)

\*Vérifié le 23 juillet 2010.

**Avis de non responsabilité :**

Comparer et interpréter les résultats du PPN doit être fait avec prudence; sinon, des erreurs d'interprétation peuvent survenir. Consultez le Document d'orientation sur le Panier à provisions nutritif (pages 13–14), ministère de la Promotion du santé, mai 2010.

Traduit par un traducteur agréé.  
This document is available in English.

ANNEXE C  
LES LIGNES DIRECTRICES

## ***Lignes directrices pour le Défi faites le calcul***

1. Le *Défi* commencera après la conférence de presse le 1<sup>er</sup> octobre, 2010
2. Vous seriez demandé de vous rendre à la banque alimentaire de l'armée du Salue après la conférence de presse le 1<sup>er</sup> octobre, 2013.
  - Vous devez contacter l'armée du Salue pour avoir un rendez-vous.
  - Numéro de téléphone : 705-566-8151 Adresse : 634 avenue Notre Dame.
  - Vous devez apporter votre identification pour une évaluation.
  - Si vous n'avez pas encore fait un don à la banque alimentaire SVP apporter le don avec vous pour l'évaluation.
3. Vous serez demandé de vous rendre à la mission pour manger un repas communautaire. Vous aurez à faire un don pour votre repas.
4. Vous serez invité à utiliser le transport publique, une bicyclette, de marcher ou de demander pour un tour (à quelqu'un qui ne vit pas avec toi) pour ce rendre à la banque alimentaire.
5. Vous serez invité à écrire un blogue au sujet de votre expérience. Cette information sera publiée sur le blogue et les compte de *Facebook* et *Twitter* du *Défi*.
6. Vous serez demandé de vous engagez au *Défi* pour au moins 3 jours. Il sera préférable de compléter la semaine au complet mais si cela n'est pas possible; vous serez demandé de soumettre un blogue discutant des circonstances qui on fait vous avez décroché.
7. Vous avez le droit à 5 items au cours du Défi : l'huile, la farine, le sel, le café et du poivre.
8. Vous serez demandé de ne pas accepter de la nourriture d'autres personnes. Si vous assistez à des réunions, apporter un dîner de votre panier de la banque alimentaire.
9. Le Défi se termine le 8 octobre, 2010 à midi au dîner communautaire. Vous êtes encouragé de vous rendre pour partager vos expériences de la semaine.
10. Merci et bonne chance avec le *Défi*!

ANNEXE D  
TABLEAU DE COMPARAISON MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ACTION SOCIAL

TABLEAU DE COMPARAISON MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ACTION SOCIAL

Étapes – Doucet et Favreau	Processus <i>Défi Faites le calcul</i>
<p>1. Voir : Phase exploratoire</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cibler l'injustice que l'on veut combattre avec des leaders du milieu</li> <li>• Développer une connaissance exacte des forces en présence surtout de l'adversaire; connaissance de lois.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La pauvreté en Ontario et plus spécifiquement la question de l'insécurité alimentaire à Sudbury</li> <li>- Leaders : <i>Stop Community Food Centre</i> et SPNO (provincial), Conseil de planification sociale de Sudbury (locale)</li> <li>- Forces : Députés qui ont participé au sondage et au <i>Défi</i>, regroupement provincial de la lutte contre la pauvreté.</li> <li>- Faiblesses : Non-participation de certains Députés et la prise de position publique du gouvernement provincial</li> <li>- Les lois : La loi 152 pour la réduction de la pauvreté</li> </ul>
<p>2. Juger : Phase d'organisation/planification</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Choisir un objectif atteignable, précis, limité, possible</li> <li>• Le faire apparaître (par l'information) comme contribution positive au développement de la communauté</li> <li>• Ouvrir des négociations loyales avec les autorités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une action communautaire de sensibilisation sociale à la pauvreté et plus spécifiquement, de l'insécurité alimentaire pour les prestataires de l'assistance sociale à Sudbury.</li> <li>- Sondage, vécu de la pauvreté par un régime de la banque alimentaire et un processus d'évaluation d'activité</li> <li>- Favoriser la délibération collective à propos des enjeux socio-économique dans le contexte de l'insécurité alimentaire.</li> <li>- Amener une réflexion de fond sur la responsabilité sociale à l'égard de la pauvreté.</li> <li>- Demande du groupe d'augmenter immédiatement de 100\$ par mois les prestations pour chaque adulte bénéficiant de l'assistance sociale pour leur permettre d'acheter des aliments de santé.</li> </ul>
<p>3. Agir : Phase de réalisation/exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre des moyens de contraintes si nécessaire</li> <li>• Organiser une action d'éclat</li> <li>• Informer les groupes, organisations, mouvements, personnalités pour obtenir un soutien</li> <li>• Faire éclater l'injustice sur la place publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'engagement d'un comité organisateur de personnes qui ont l'expérience vécue de l'assistance sociale et des personnes qui travaillent dans le secteur de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire pour développer les étapes de l'initiative du <i>Défi faites le calcul</i>.</li> <li>- Choisir des participants stratégiques pour maximiser l'impact sur la communauté - membres des secteurs politiques, santé, économique, éducation, art et culture et les médias.</li> <li>- Informer les participants de leur rôle et obtenir le consentement pour leur participation.</li> <li>- Faire la promotion de l'événement pour encourager autres membres de la communauté d'y participer.</li> <li>- Conférence de presse le 1er octobre annonçant le <i>Défi</i> et faire la présentation des participants à toute la communauté de Sudbury.</li> <li>- Débuter la semaine du défi où les gens vivront d'un « panier » de la banque alimentaire</li> <li>- Des présentations ont été faites à certaines agences et personnes pour promouvoir l'activité pour avoir du support.</li> <li>- Le projet a été présenté dans les médias locaux et nationaux (CBC Radio) (presque à chaque jour).</li> <li>- Utilisation des moteurs de médias sociaux comme <i>Facebook</i> et <i>Twitter</i> pour que les membres de la communauté puissent suivre le progrès des participants.</li> <li>- L'utilisation d'un blogue publique pour faire parvenir des</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>•Si rupture des négociations</li> </ul>	<p>commentaires des participants à la communauté.</p> <p>-À la fin du <i>Défi</i>, il a eu un dîner communautaire où les participants ont eu l'occasion de partager leur expérience davantage avec d'autres membres de la communauté afin de répandre davantage les buts de la lutte.</p> <p>- Les négociations continuent en même temps que d'autres communautés de la province décident de prendre le <i>Défi</i>. Plus de 1000 personnes en Ontario ont pris le <i>Défi</i> depuis le mois d'octobre 2010.</p>
<p>4. Évaluer : Phase d'évaluation et de vérification</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>•Faire connaître les gains obtenus</li> <li>•Bilan des actions entreprises : le rapport de forces s'est-il modifié en faveur du milieu</li> </ul>	<p>-Session de réflexion avec les participants et les membres du comité organisateur pour discuter des événements de la semaine. Cette discussion a souligné les moments difficiles et le changement vécu par ceux qui ont fait le <i>Défi</i>, le comité organisateur et la communauté.</p> <p>-Partage des événements provinciaux et les prochaines étapes.</p> <p>-Le <i>Défi</i> a créé une certaine prise de conscience de la problématique et a fait ressortir des pistes immédiates pour aider ceux qui vivent en pauvreté</p> <p>-Nous avons noté que certains participants au <i>Défi</i> (3 ou 4) n'étaient pas convaincus de la nécessité de donner plus d'argent aux bénéficiaires de l'assistance sociale, mais plutôt d'avoir un système de timbre alimentaire pour qu'il n'ait pas « d'abus » du système.</p> <p>-Du côté positif, il a encore autres villes dans la province qui participent au <i>Défi</i> incluant la ville de Hamilton. Les habitants de la ville de Hamilton a fait un sondage avec les résidents de cette ville au sujet d'une hausse d'impôt pour essayer de régler le problème de la pauvreté et 80 % des personnes sondées étaient en accord de la hausse. Ceci a interpellé l'intérêt du gouvernement de l'Ontario... mais pas de considération encore pour la demande.</p>

ANNEXE E  
LES TABLEAUX D'ANALYSE DES BLOGUES

Tableau 1

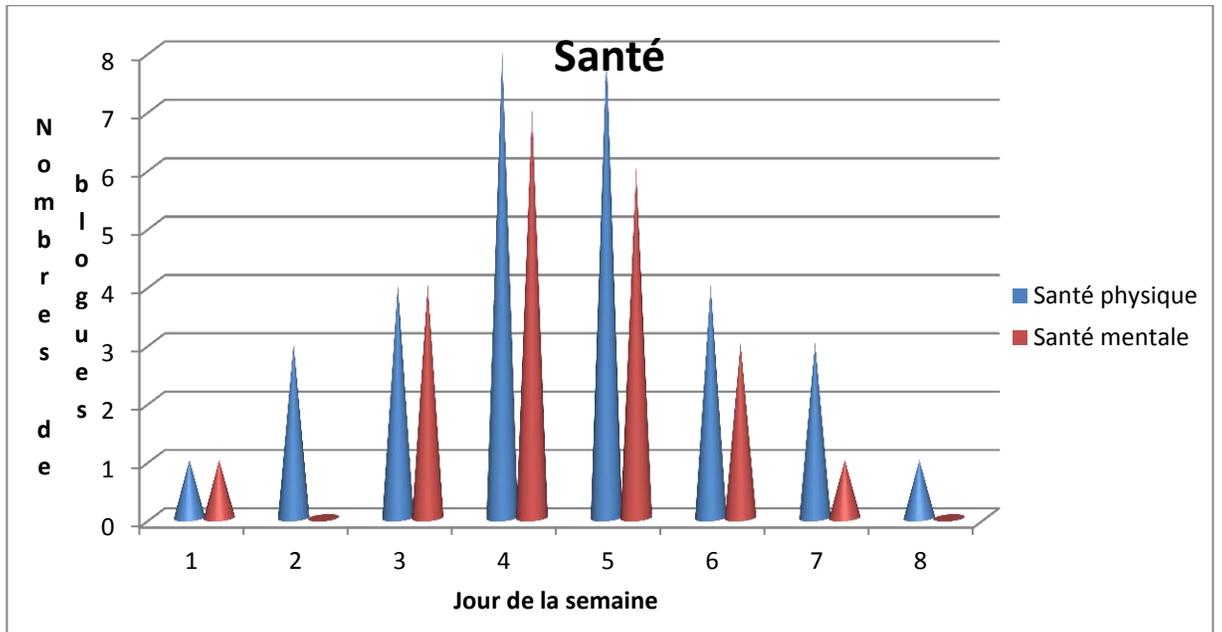


Tableau 2

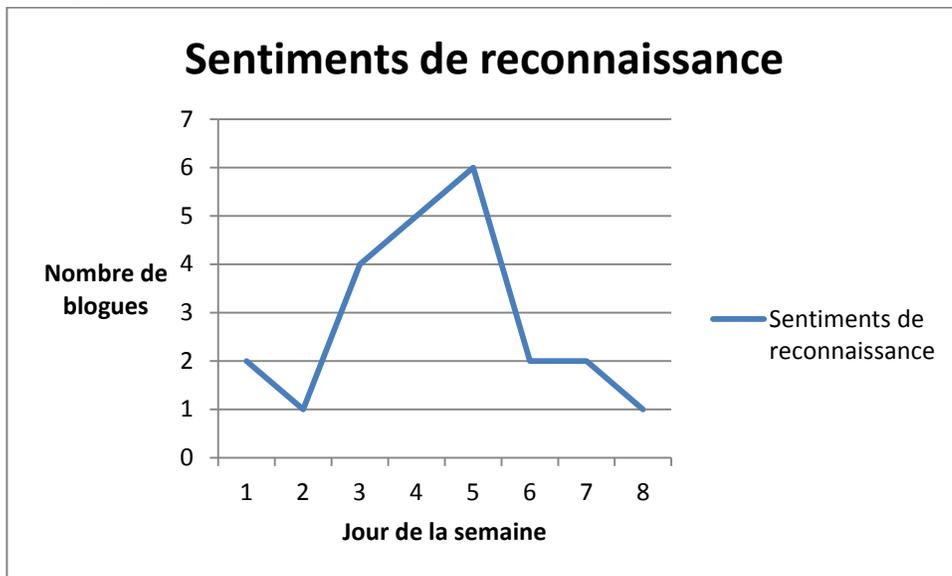


Tableau 3

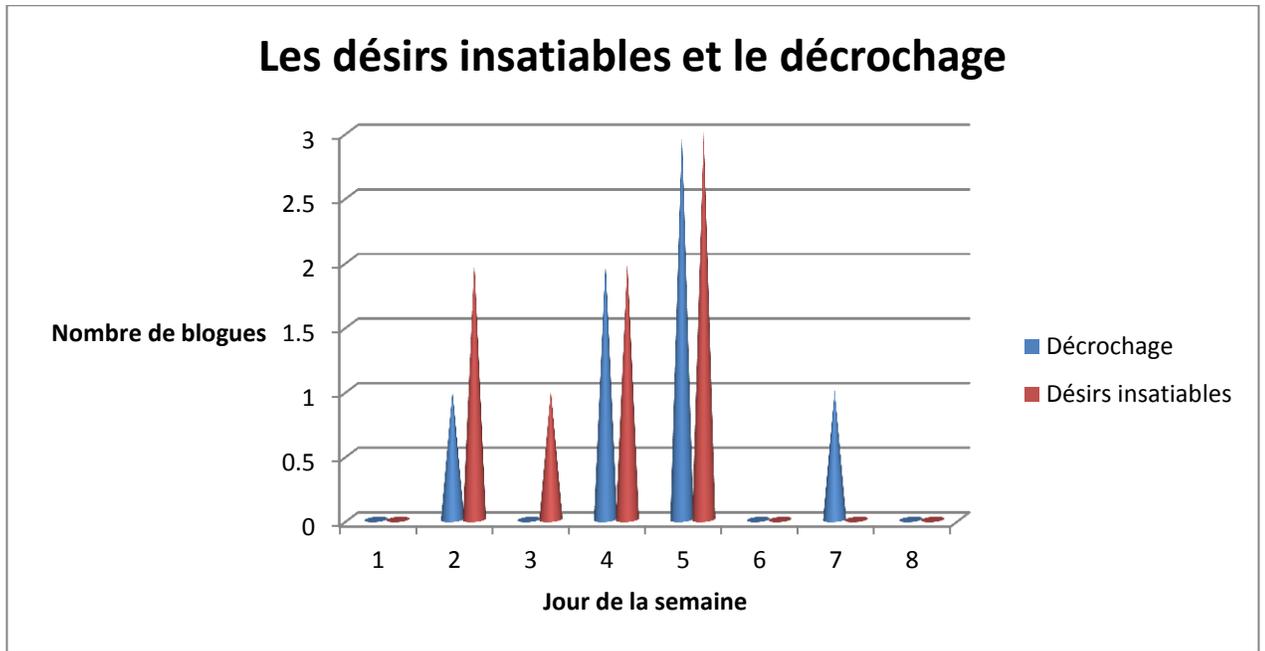


Tableau 4

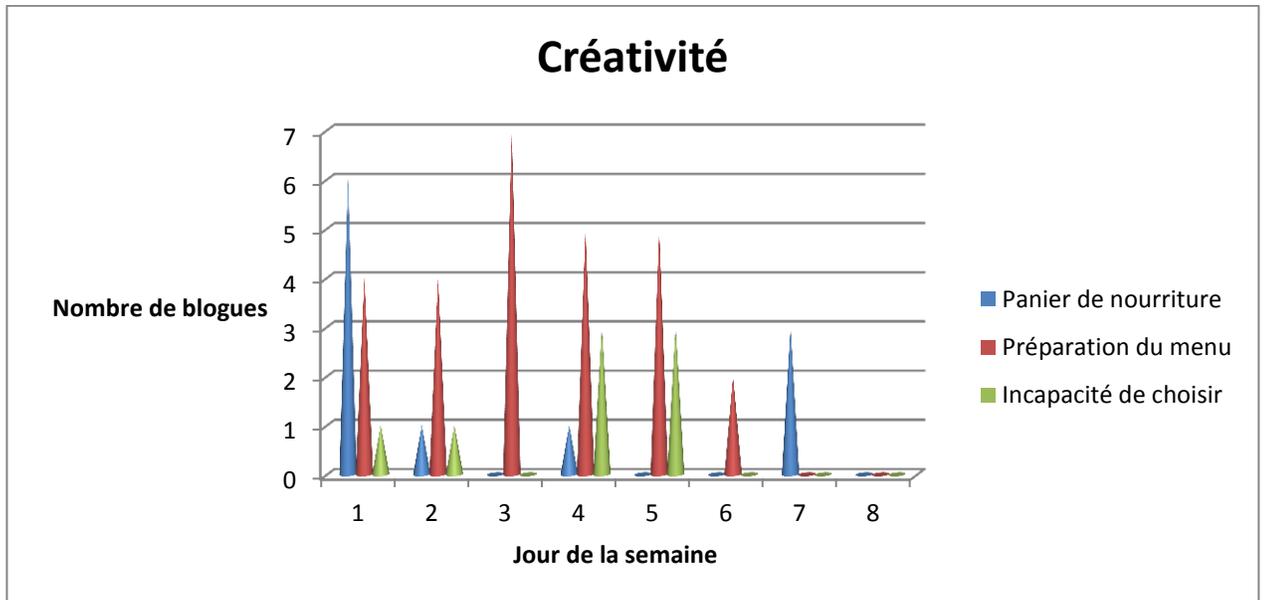


Tableau 5

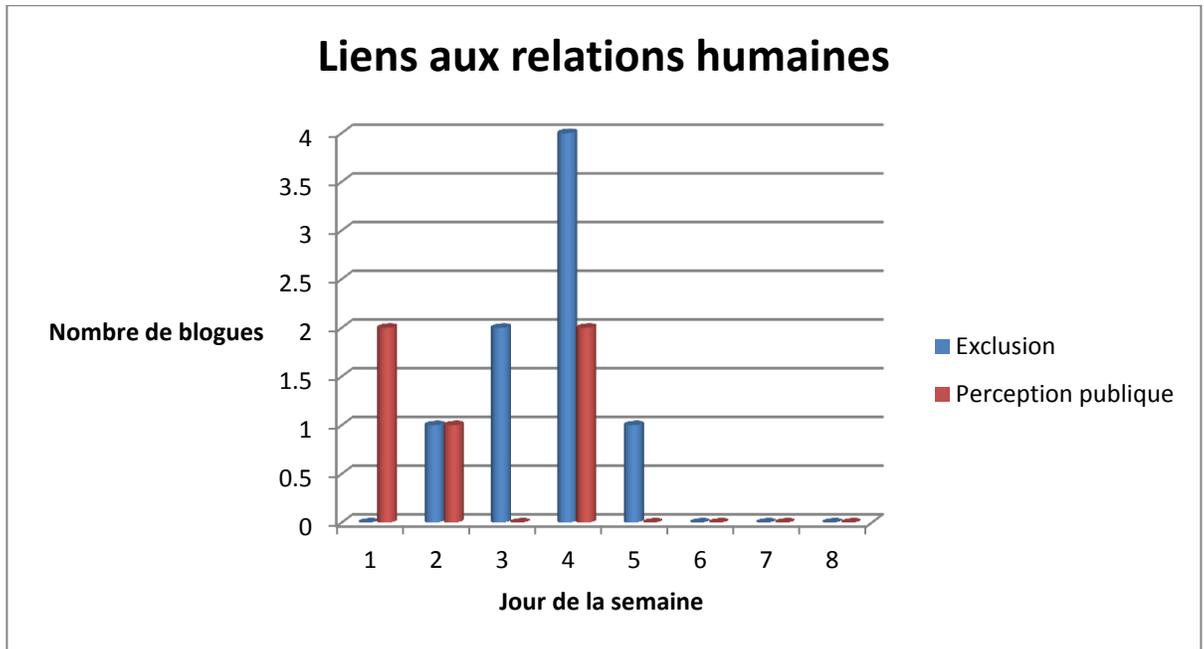


Tableau 6

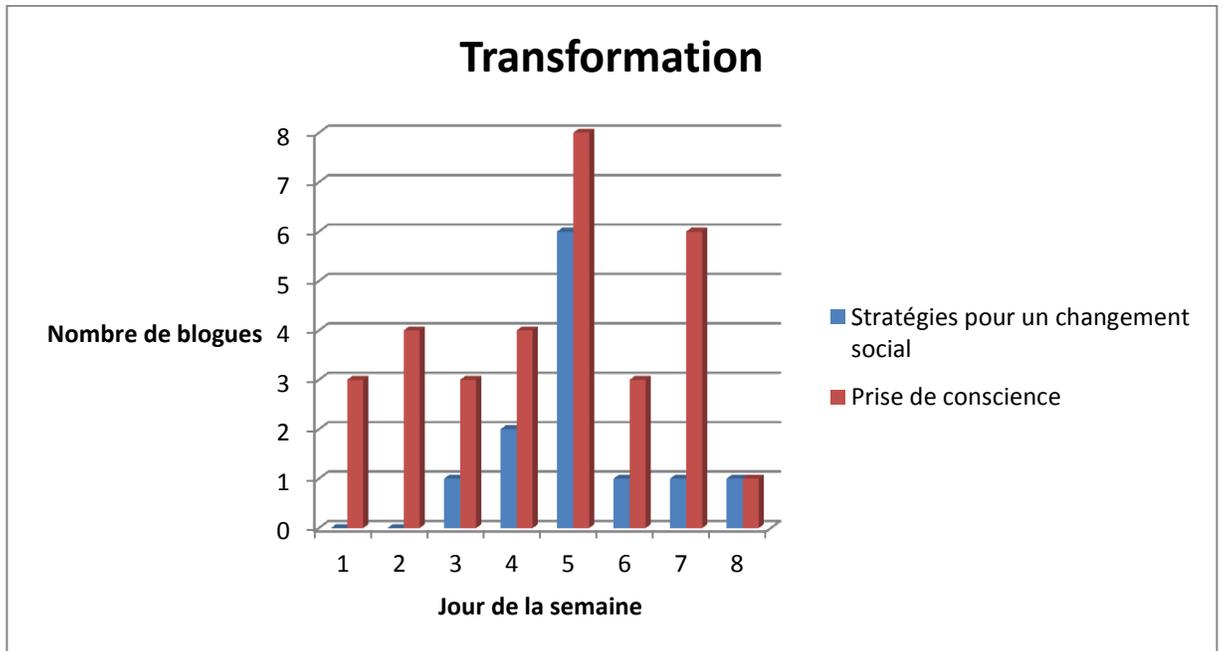
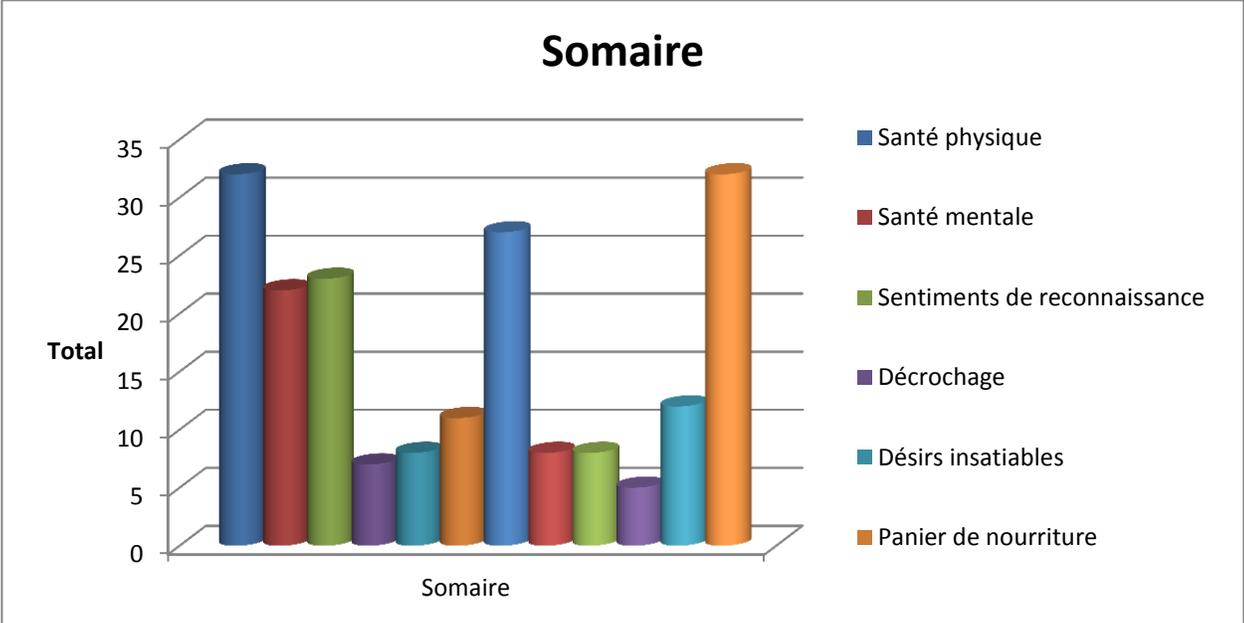


Tableau 7



ANNEXE F  
LA SESSION DE RÉFLEXION

## LA SESSION DE RÉFLEXION

Questions	Commentaires
1. Pendant combien de temps avez-vous conservé la nourriture?	<p>-One week with very careful planning and minimal snacking. The planning was time consuming.</p> <p>- I made it through the whole week with the food basket; however, if it wasn't for the produce and extra milk on the Monday I would have never survived.</p> <p>-I had a little bit left over by the time I dropped out, the things I really hated and couldn't bring myself to eat. Brown beans, for example. Everything else went quickly. The things I liked went almost right away.</p> <p>- 3 days</p>
2. Quelle était l'élément le plus difficile du <i>Défi</i> ?	<p>-Loss of control over what/when/how much to eat. Lack of variety and less healthy choices were difficult issues to deal with.</p> <p>-The hardest I found about this challenge was “not” eating the meals that I had prepared for my family.</p> <p>-No meat, no fruit, no veggies. I usually have a salad a day, I really, really missed that. It was insane. And just being able to have a banana with my cereal? It was crazy, how different it made you feel not having those simple things.</p> <p>- Terrible food</p>
3. Est-ce que le régime du <i>Défi</i> a affecté votre santé physique et émotionnelle?	<p>- Physically – Lost 2 lb. Nutritionally the food was inadequate in calories, many vitamins and minerals and fibre. Long-term effects on health would include increased risk for chronic disease (diabetes, heart and cardiovascular disease, some types of cancer). I have the nutritional adequacy documented.</p> <p>Emotionally – I found the lack of choice and control very demoralizing and tended to result in decreased motivation to improve/invest in other activities/interact with others.</p> <p>-I felt sluggish at times because of the high carbohydrates. I give up stuff for Lent every year so this type of diet/challenge was not burdensome.</p> <p>-Yes -- I started getting really bad headaches on the third day, and leg cramps by day four (lack of potassium). I was lethargic and tired all the time and was really short tempered.</p> <p>-It affected both</p>
4. Avez- vous “triché”?	- I didn't cheat but I did use the pantry items – coffee

<p>Comment?</p>	<p>and flour.          -No, I didn't cheat.          - I was running late one day and had a bagel and cream cheese because I didn't have time to make the oatmeal up. And I quit after day five and bought myself a pizza right away. It's actually really funny - despite craving things like vegetables and fruit, the first thing I bought was greasy and cheesy and didn't have an ounce of veggie on it.          - Quit after 4 days</p>
<p>5. Quelles sortes de conversation avez-vous eu avec vos amis, familles, collègues de travail?</p>	<p>- I tried to bring up the topic of the challenge often to colleagues, family, friends, even strangers. Often people were sympathetic to me and expressed that there is very poor food quality at the food bank. I tried to bring the conversation back to the more root cause of the problem – inadequacy of income. I know that there are many more issues at play here and that food insecurity is multi-factorial but for the purposes of the Challenge and the Put Food in the Budget Campaign I tried to focus on adequacy of social assistance.          - My family and friends thought I was crazy. Why would I do this? Am I going to change the world?          - I kept talking about food to my mom. I'd call her to whine about food. I was talking to her about food at the doctor's office, too, and it turned out Markus was there being hungry too! One of the more amusing things was me thinking about how the poor in cities used to keep pigeons for food...I thought that after seeing one get run over by a car downtown. My first thought was OH NO! POOR FOOD. I mean, pigeon!          -Food, food and more food</p>
<p>6. Comment ont-ils réagi à vos expériences?</p>	<p>-I found that while others were sympathetic to me when I suggested to increase the incomes of those on social assistance there was some resistance. Many people expressed that they prefer to see that any additional funding is directed toward food purchases perhaps with vouchers or other means. There was a general suspicion that those on social assistance are wasting their money - most often on fast food, coffee or cigarettes - and couldn't be trusted to handle more cash for food.          - My wife and son were supportive but told me to quit or cheat a few times and eat real, healthy food. But I</p>

	<p>followed the diet.</p> <p>-The people at work were a mix of supportive and taunting. Not in a mean way, but my boss had a habit of stopping by my desk to talk to me with her lunch in hand and smelling pretty good. My mom was supportive the entire way, trying to keep me distracted. She also started telling people at work about what I was doing and the things I was finding out.</p> <p>-Thought I was crazy</p>
<p>7. Que voulez-vous faire connaître à la communauté par rapport de vos expériences?</p>	<p>- I want people to understand that the social assistance program is contributing to the problem by fostering dependence, distrust, and poverty. People who have to make decisions between feeding their families healthy foods and paying the rent or deciding not to eat so that they can buy a new winter coat for themselves or their child are under extreme stress. The amount of time that they need to invest on issues of poverty overwhelm their ability to better their situation with education, building social capital or pursuing opportunities for themselves or their children. Coping strategies such as smoking while not cost effective or healthy are ways of dealing with stress. If we can alleviate some of these tough decisions by providing more money for food we may find that families and individuals on social assistance have more options and can start achieving more for themselves.</p> <p>-I think it's dehumanizing, degrading to eat like this all the time. Food is essential for physical, mental and spiritual growth. It was tough to live on this diet with very few vegetables and fresh fruit.</p> <p>-People on social assistance aren't just bums or alcoholics or drug addicts. They're not abusing the system. As with any part of society - rich and poor - there are abusers, but the vast majority people are people who are in a rough spot and are trying to make ends meet. They might have a bad job, they might be hurt. It's emotionally crushing to have to rely on the generosity of others - going to a food bank and asking for food, going to a soup kitchen? It's crushing, it really pushes you down. And the food at food banks isn't always healthy food. It isn't their fault - they make do with what they get - but there is a lot of unhealthy, salt-laden food and it makes people sick, tired, and it's just</p>

	<p>that much harder to get out of poverty when you're feeling in the dumps. -Children are at risk</p>
<p>8. Quelles sont des recommandations que vous voulez faire quant au problème de l'insécurité alimentaire et la pauvreté?</p>	<p>-The Put Food in the Budget campaign needs to be successful – at least at raising public awareness. Our communities need to be more inclusive – developing a social network that recognizes the assets of all, not just in an economic sense. Opportunities for alternate access to food should be supported by the community and governments – urban and rural agriculture, school gardens, buying clubs (Good Food Box), enhanced connections between those with knowledge about healthy foods/growing food/cooking and children, families and community groups who are willing to learn.</p> <p>-I think a monthly supplement tied to fresh fruit and vegetables should be integrated into the allowances for those on Ontario Works and Disability Pensions. One hundred dollars would be fine for one person and may be two hundred dollars for a family.</p> <p>-When you donate food, don't grab the "food you don't want to eat." Try to put in things you want to eat, because if you don't want to eat it, why would people who have to rely on a food bank want to eat it? Donate healthy food - whole wheat pasta, whole wheat bread, for example, rather than white...donate canned vegetables, fruit. Think about what you're donating...is it part of a set? Pancakes need syrup. Cakes need icing. Things like that - make sure you pair them up. Peanut butter is great, but remember, kids usually can't take that to school so if you are trying to donate food for a family so they can give lunches to their kids, peanut butter isn't a winner.</p> <p>-Increase budgets for OW, have better products for food bank and ensure fresh fruit and vegetables are available.</p>

## Bibliographie

- Association canadienne des travailleurs sociaux. *Code de déontologie*. [En ligne]. <http://www.casw-acts.ca/sites/default/files/attachements/Code%20de%20d%C3%A9ontologie%20de%20l'ACTS.pdf> (Page consulté 3 juillet 2013)
- Alchin, L.K. Elizabethan Era. [En ligne]. [www.elizabethan-era.org.uk](http://www.elizabethan-era.org.uk) (Page consulté le 6 avril 2011)
- Beauchemain, Jacques, Gilles Bourque et Jules Duchastel. 1995. « Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy . Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale », *Cahier de recherche sociologique*, no 24, pp. 15-47.
- Beck, Claude. *L'État providence*. [En ligne]. <http://claude.beck.pagesperso-orange.fr/L'Etat%20providence.htm> (Page consulté le 6 avril 2011)
- Boudreau, F. 2012. « La création de l'Autre dans l'exclusion ». Sudbury
- Boudreau, F. 2011a. « Locke et le modèle libéral ». Sudbury.
- Boudreau, F. 2011b. « Le contrat rousseauiste ou la critique de la société bourgeoise ». Sudbury.
- Boudreau, F. 2011c. « La sécurité sociale au Canada ». Sudbury.
- Boudreau, F. 2011d. « Essoufflement et crise de l'État providence ». Sudbury.
- Bourque, Denis, et collab. 2007. *L'organisation communautaire*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Clastres, Pierre. 1974. *La société contre l'État*. Paris : Edition de Minuit.
- Conseil national du bien-être social. 2011. *Le sens des sous pour résoudre la pauvreté*. Ottawa.
- Creswell, J.W. 2007. *Qualitative Inquiry & Research Design*. Second Edition. London: Sage.
- Creswell J.W. 2009. *Research Design Qualitative, Quantitative, and Mixed Methods Approache.*, London : Sage.
- Doucet, Laval, et Louis Favreau. 1994. *Théories et pratiques en organisation*

*Communautaire*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Drummond, Don. 2012. *Commission on the Reform of Ontario's Public Services*. Toronto: Queen's Printer for Ontario.

Duperré, Martine. 1999 « Les liens entre la profession du travail social et le développement régional: variations sur un éditorial. ». *Nouvelles pratiques sociales* 12, no. 2. P. 183-189.

Fasken Martineau Dumoulin. *Ontario Provincial Election 2011 - Comparison of Party Platforms*. [En ligne]. <http://www.fasken.com/en/ontario-provincial-election-2011-comparison-of-party-platforms/> (Page consulté le 13 juillet 2012)

Fédération International des Travailleurs Sociaux. *Définition du travail social*, [En ligne]. <http://www.ifsw.org/p38000732.html?print=true> (Page consulté le 06 juin 2010)

Fillion, J. 2006. *Sociologie dialectique : introduction à l'œuvre de Michel Freitag*. Québec : Note Bene.

Freitag, M. (2006). « Combien de temps le développement peut-il encore durer? ». *Les ateliers de l'éthique, la revue du CRÉUM*, vol. 1, no 2, automne/hiver 2006, pp. 114-133.

Gadamer, Hans-Georg. 1996. *Vérité et méthode*. Paris : Le Seuil.

Gannac, A. La crise, une occasion de changer. [En ligne]. <http://www.psychologies.com/Planete/Societe/L-actu-decryptee/Articles-et-dossier/La-crise-une-occation-de-changer> (Page consulté le 20 mai 2013)

Godelier, Maurice, 2007. *Au fondement des sociétés humaines*. Paris. Albin Michel.

Gouvernement de l'Ontario. *Budget 2012*. [En ligne]. <http://www.fin.gov.on.ca/en/budget/ontariobudgets/2012/> (Page consulté le 4 juin 2012)

Gouvernement de l'Ontario. 2010. *Rompre le cycle : stratégie pour la réduction de la Pauvreté*. Toronto.

Gouvernement de l'Ontario. *Loi constitutionnelle de 1867*. [En ligne]. <http://www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/Const//page-1.html#docCont> (Page consulté le 20 mai 2013)

- Gouvernement du Canada. Budget 2012, [En ligne].  
<http://www.budget.gc.ca/2012/home-accueil-eng.html> (Page consulté le 10 novembre 2013)
- Guest, D. 1993. *Histoire de la sécurité social au Canada*. Montréal: Boreal.
- Guest, D. 1984. «Social Policy in Canada». *Social Policy & Administration*, 18(2), p.130-147.
- Hamel, Jacques, *Étude de cas et science sociales*. Paris : L'Harmattan.
- Hobbes, Thomas. 1971. *Léviathan*. Paris France: Édition Sirey.
- Income Security Advocacy Centre. *Poverty Reduction in Ontario*, [En ligne].  
<http://www.incomesecurity.org/campaigns/OntarioPovertyReductionStrategy.html> (Page consulté le 6 avril 2012)
- Institut Broadbent. Les nantis et les démunies l'inégalité profonde et obstinée au Canada, [En ligne].  
[https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/broadbent/pages/616/attachments/original/1431365978/Les\\_Nantis\\_et\\_les\\_de%CC%81munis.pdf?1431365978](https://d3n8a8pro7vhmx.cloudfront.net/broadbent/pages/616/attachments/original/1431365978/Les_Nantis_et_les_de%CC%81munis.pdf?1431365978). (Page consulté le 29 mars, 2016)
- Keil, R. 2002. «“Common–Sense” Neoliberalism: Progressive Conservative Urbanism in Toronto, Canada. » *Antipode*, 34(3), p.578-601.
- Lamoureux, H. et coll. 2003. *La pratique de l'action communautaire*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Levi-Strauss, C. 1958. *Anthropologie structural*. Paris: Plon.
- Locke, John. 1986. *Traité du gouvernement civil*. Flammarion.
- Mackenzie, H. *Timing is Everything: Comparing the Earnings of Canada's Highest-paid CEOs and the Rest of Us*. [En ligne].  
[http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National\\_Office\\_Pubs/2007/Timing\\_is\\_Everything.pdf](http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/2007/Timing_is_Everything.pdf) (Page consulté 6 avril 2012)
- Mausse, Marcel, 1960. *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Morissette, René et Xuelin Zhang. 2006. «Inégalité de la richesse : second regard».

Statistique Canada. L'emploi et le revenu en perspective. Vol. 7, no. 12. P. 5-17

National Post. *UN envoy blasts Canada for 'self-righteous' attitude over hunger, poverty*. [En ligne]. <http://news.nationalpost.com/2012/05/15/un-envoy-blasts-canada-for-self-righteous-attitude-over-hunger-poverty/> (Page consulté le 4 juin 2012)

Noel, S. J. R. 1997. *Revolution at Queen's Park: Essays on Governing Ontario*. Toronto: James Lorimer & Company.

Northern Life. *Social assistance freeze worries planning council*, [En ligne]. <http://www.northernlife.ca/news/localNews/2012/03/26-social-assistance-freeze-sudbury.aspx> (Page consulté le 4 avril 2012)

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familles du Québec. *Référentiel de compétences des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux*, [En ligne]. <http://www.otstcfq.org/docs/default-source/cadres-et-guides-de-pratique/nouveau-r%C3%A9f%C3%A9rentiel-ts-2012-19-07-2012-final.pdf?sfvrsn=2> (Page consulté le 3 juillet 2013)

Pinterest, *Welfare humor*, [En ligne]. <https://www.pinterest.com/pin/227361481161158337/> (Page consulté le 15 novembre 2014)

Pinterest, *Welfare humor*, [En ligne]. <https://www.pinterest.com/pin/357051076679346404/> (Page consulté le 15 novembre 2014)

Pinterest, *Welfare humor*, [En ligne]. <https://www.pinterest.com/pin/526921225126910863/> (Page consulté le 15 novembre 2014)

Polanyi, K. 1983. *La grande transformation*. Paris : Gallimard.

Put Food in the Budget. *Do the Math : Does It Add Up?*, [En ligne] <http://dothemath.thestop.org/doesitaddup.php> (Page consulté le 7 février 2011)

Réseau des sans-abri. 2008. *Rapport sur le sans-abrisme*. Sudbury.

Richard, Stéphane. 2013. *Condensé réflexif MSS Service Social*. Sudbury : Université Laurentienne.

Rousseau, J.J. 1964. *Œuvres complète*. t.3. Paris : La Pléiade.

- Roy, Simon (2003) « L'étude de cas ». In Recherche sociale de la problématique à la collecte des données, sous la dir. de Benoît Gauthier, p.159-184. Québec : Presses de l'université du Québec.
- Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire. 2012. L'organisation communautaire en CLSC. PowerPoint
- Réseau de planification social de l'Ontario. 2010. *Do the Math MPP Visit Report*, Toronto.
- Ruta, Sabrina. 2009. « Les trois temps de la protection sociale au Canada, le cas des sans emploi », In *Les relations industrielles, hier, aujourd'hui et demain*, ACRI. p. 195-211.
- Sahlins, M. 1976. *Culture and Practical Reason*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Service de santé publique de Sudbury et du district. 2010. *Le panier à provisions nutritif*, Sudbury.
- Stake, R. E. 2005. « Qualitative case studies ». In *The Sage Handbook of Qualitative Research*, Third Edition sous la dir. De N. Denzin et Y. S. Lincoln. p.443-466. California: Sage.
- Vaillancourt, J. 2001. *Ontario Works: Works for Whom – An Examination of Workfare in Ontario*, Nova Scotia: Fernwood Publishing.
- Ville du grand Sudbury. *Démographie*, [En ligne].  
<http://www.greatersudbury.ca/keyfacts/index.cfm?app=KEYFACTSFR&ct=414&lang=fr> (Page consulté le 8 novembre 2011)
- Walkom, T. 1997. «The Harris government: restoration or revolution? ». In *The Government and Politic of Ontario*, sous la dir. De G. White. p.402-418. Toronto: University of Toronto Press.